



Entretiens avec Allende sur la situation au Chili.

Après le putsch sanglant de septembre 1973 et les premières analyses « à chaud », les silences des uns et les déclarations trop empressées des autres semblent renouveler jour après jour l'enterrement d'une expérience exemplaire en bien des points. Relire aujourd'hui ces entretiens ainsi que la préface de Régis Debray rappellera quelle était la situation du Chili avant l'arrivée, dans la légalité, des forces populaires au gouvernement, le sens de l'action du président Allende et ses difficultés depuis novembre 1970 jusqu'à son renversement par les armes.

«Gommer à présent ce qu'il y avait de chimérique dans ce dialogue et souligner ce qu'il pouvait contenir de prémonitoire serait une indécence. Avant de rien démentir ou confirmer, les faits intervenus depuis lors prennent à revers les propos de Salvador Allende en jetant sur eux une lumière rasante et crue : celle de l'irréversible. D'où peut-être une gravité que l'on ne soupesait pas alors. La politique, décidément, est chose sérieuse.»

Régis Debray

Entretiens avec Allende



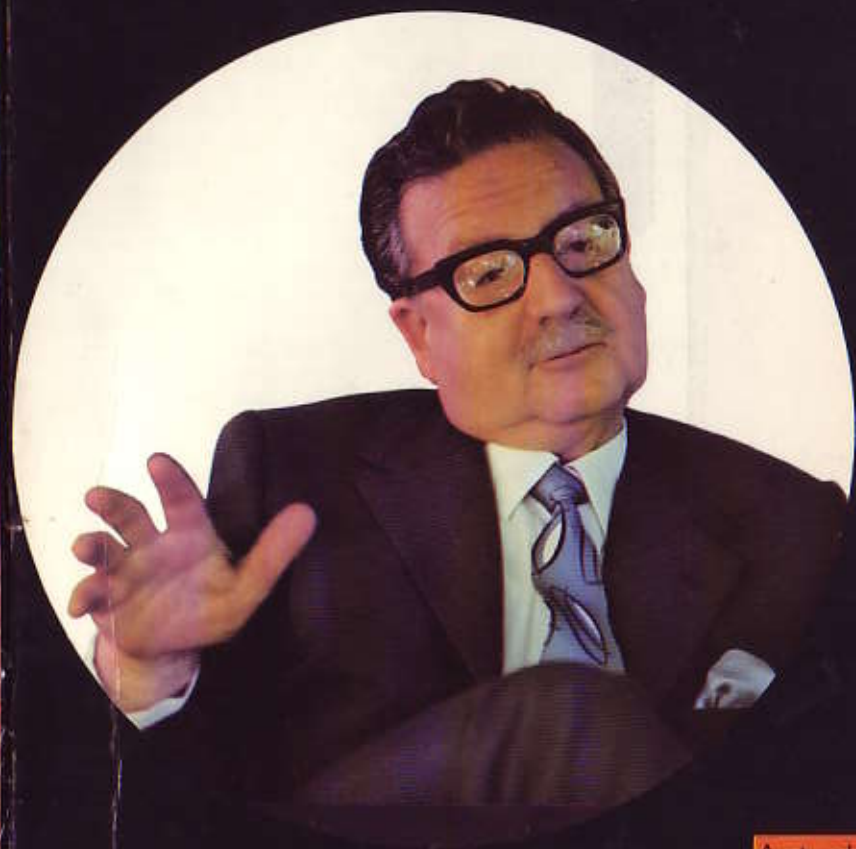
A6

Régis Debray

Entretiens avec Allende

sur la situation au Chili

Points



Actuels

Régis Debray

Entretiens avec
Allende
sur la situation
au Chili

François Maspero

Entretiens avec Allende
sur la situation au Chili

Mes remerciements à Claudio Jimeno et Augusto Olivares, dont la collaboration a rendu ce travail possible, ainsi qu'aux militants et aux dirigeants révolutionnaires chiliens, qui m'ont aidé à découvrir le vrai visage de ce pays.

R. D.

Préface

On ne maquille pas après coup un épisode révolu : l'histoire le remet d'elle-même en perspective. Gommer à présent ce qu'il y avait de chimérique dans ce dialogue et souligner ce qu'il pouvait contenir de prémonitoire serait une indécence. Avant de rien démentir ou confirmer, les faits intervenus depuis lors prennent à revers les propos de Salvador Allende en jetant sur eux une lumière rasante et crue : celle de l'irréversible. D'où peut-être une gravité, que l'on ne soupesait pas alors. La politique, décidément, est chose sérieuse.

Pas de commentaire rétrospectif donc. Une simple remise en place de cette interview suffira. Place des plus modestes : cette brochure ne cherchait pas à faire une analyse politique de la situation chilienne en 1971 ni à énoncer des thèses péremptoires mais à susciter chez le lecteur quelques questions. Qu'on m'excuse alors d'intervenir personnellement pour dire comment et pourquoi ce dialogue s'est noué avec le président Allende, à ce moment-là et sous cette forme. Car ce dialogue fut le résultat de quelques hasards objectifs et d'un enthousiasme personnel.

Fin décembre 1970. Le hasard voulut que l'avion dans lequel je fus extradé de Bolivie atterrisse à Iquique, un port de pêche au nord du Chili, à l'aube d'une belle journée de l'été austral. Après presque quatre années de cellule, la redécouverte du ciel et de la mer, les retrouvailles avec la camaraderie humaine et l'inégalable cordialité chilienne, l'afflux de marques multipliées de

En couverture :

Photo Raymond Depardon - Gamma

© 1971, Feltrinelli, Milano.

© 1971, François Maspero pour l'édition française.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

solidarité me plongèrent dans un éblouissement et une stupeur embarrassée, assez proches du bonheur. Par l'entremise de José Toha, alors ministre de l'Intérieur, le président Allende donna l'ordre aux carabiniers de me conduire en « piper-cub » à Santiago. Dès l'atterrissage, sous l'amicale protection d'Eduardo Paredes, le bras droit d'Allende, alors sous-directeur d'*Investigaciones* (et premier fonctionnaire de la nouvelle administration puisque entré en fonctions dans les dernières semaines de l'administration Frei), je me retrouvai pris en charge, comme l'avaient déjà été quelques autres exilés ou réfugiés latino-américains, par l'extraordinaire solidarité du président. Car, au lieu de nous traiter comme ce que nous étions, des importuns plutôt embarrassants, il mettait à la disposition des nouveaux arrivés sa maison, son médecin, une voiture et le cas échéant, son secrétariat.

Le lendemain, c'était Noël, fête traditionnellement casanière au Chili comme ailleurs. Allende nous invita, ma compagne Elisabeth Burgos et moi-même, à partager le repas familial. Jusqu'à cette date, je ne l'avais qu'aperçu entre deux portes à la Havane, bien des années auparavant (l'ayant même gratifié au passage, dans un méchant pamphlet écrit en 1964, peu après sa défaite électorale, de ces stéréotypes stupides et blessants qu'affectionnent les jeunes imbéciles lorsqu'ils parlent d'hommes et de faits qu'ils ignorent). Il nous accueillit comme si nous étions de vieux amis qui venaient de se quitter la veille. Sans formalité aucune, avec ce mélange de délicatesse et de franc-parler, de tact et de bonhomie qui le distinguait, il nous ouvrit grand les portes de son intimité et parfois même de ses délibérations. Nous allâmes ensuite à sa résidence de Valparaíso passer les fêtes de nouvel an et ainsi se multiplièrent rencontres et dialogues, toujours dans la détente et la bonne humeur. Je n'étais au Chili qu'en transit, mais comme la ligne aérienne directe avec la Havane

tardait à s'installer, je mis à profit cette attente pour écouter, voir, apprendre et voyager. Grâce à la bienveillance notamment de Beatriz Allende, du « Perro » Olivares, de Claudio Jimeno, je commençais à pénétrer un peu dans les mystères de cette insolite situation chilienne. D'où une foule de restrictions et d'objections qu'Inge Feltrinelli, de passage à Santiago, me suggéra de proposer à Allende lui-même, sous forme de questions journalistiques. Allende accepta l'idée, qui l'amusa, ou l'intriguait. C'est ainsi que naquit cette entrevue destinée à la publication. Une sympathie admirative pour l'homme Allende, alliée à de sérieuses interrogations sur la validité à long terme de sa politique, faisait une contradiction peut-être insoluble. C'est elle en tout cas qui a fourni le motif et fait encore le fond de cette brève conversation enregistrée.

Elle aussi qui en excuse le ton. Il ne fallait pas beaucoup de temps en effet pour deviner que la simplicité même de son abord indiquait une personnalité plus complexe qu'on ne pouvait, de loin, le supposer. Cette familiarité sans détours qui n'appartient qu'aux révolutionnaires démentait trop l'image convenue de l'astucieux politicien de la vieille école. Le *compañero Presidente* parlait et agissait en *compañero* révolutionnaire plus qu'en *Presidente* traditionnel. C'est le propre des hommes supérieurs que de traiter de plain-pied ceux qui n'arrivent pas à leur cheville. C'est parce qu'il m'avait toujours traité ainsi que l'« interviewer » se laisse aller parfois, contrairement aux lois du genre, à une désinvolture qui peut friser l'impertinence ; mais ce n'est jamais de l'irrespect, bien au contraire. Les rapports étaient ainsi.

Rappelons enfin, pour mémoire, qu'en janvier 1971, lorsque se déroula cette conversation, l'atmosphère était à l'euphorie dans le camp populaire — et ce, malgré une mobilisation de masse insuffisante et dont tout le monde, à commencer par Allende, déplorait les carences.

L'assassinat du général Schneider, commandant en chef des Forces armées, par un commando d'extrême-droite, avait réduit au silence ou à l'expectative les conjurés et les officiers factieux, permettant même au gouvernement d'en destituer quelques-uns. La hausse des salaires nourrissait la relance économique, permettant à l'appareil de production de fonctionner pour la première fois à pleine capacité; et les commerçants ne se plaignaient pas d'avoir à satisfaire une demande accrue en liquidant leurs stocks. L'opposition bourgeoise, désunie et démoralisée, ne se permettait encore qu'une sorte de guérilla légale ou de boycott souterrain. L'alliance des socialistes et des communistes ne montrait pas de failles sérieuses, tandis que l'imminence du Congrès de la Serena, où les tendances de gauche du parti socialiste, incarnées ou rassemblées par Altamirano, devaient prendre le dessus, donnait l'espoir qu'allait enfin pouvoir se créer un parti dynamique et homogène. Le MIR quant à lui, qui avait mis à la disposition du gouvernement populaire et d'Allende en particulier, ses services de sécurité et de renseignement, mettait plus l'accent, dans sa ligne d'appui critique au régime, sur l'appui que sur la critique. Comme le disait alors Miguel Henriquez, son secrétaire général, après un regrettable affrontement armé entre miristes et communistes à Concepcion : « La politique qui doit prévaloir sur tous les plans et sur tous les fronts est celle qui répond à la nécessité de regrouper les forces et de frapper l'ennemi principal. Pour cette raison, l'union de toutes les forces destinées à affronter l'ennemi était et reste fondamentale; elle relègue au second plan les divergences qui séparent les différentes forces de gauche. » Tel était, succinctement, l'horizon de cet entretien, qui n'en rendait que plus crédibles les répliques — souvent tactiques — d'Allende et plus inconvenantes certaines questions de l'interviewer, auquel, par surcroît, l'irresponsabilité donnait les coudées franches.

Le président Allende a affronté la mort de la même façon qu'il répondait de son vivant à toutes les questions : avec la simplicité entière et résolue du *compañero*. Quoi qu'il en soit, le destin de Salvador Allende pèse mille fois plus lourd que ses réponses. Sa fin héroïque a suspendu toute controverse, imposant à ses contradicteurs un respectueux silence.

Quant aux remerciements que j'adressai en exergue aux amis « dont la collaboration a rendu ce travail possible », ils ont pris une résonance funèbre ou nostalgique. Augusto Olivares a été tué aux côtés du président lors de l'attaque du palais par les blindés et l'aviation. Claudio Jimeno, sociologue, militant socialiste et directeur du Centre national d'étude de l'opinion publique, fait prisonnier en compagnie des derniers survivants de la Moneda, est encore porté disparu. Eduardo Paredes, après s'être battu au revolver et avec succès, seul, contre une meute de fascistes, a été assassiné le jour même.

L'interviewer, lui, se porte bien. Ce qui n'a rien de divertissant.

Paris, 19 novembre 1973.

Introduction

Le texte de l'introduction a été écrit directement en français. Les textes des entretiens et des notes sont traduits de l'espagnol.

Les amateurs d'épopées sont priés d'aller prendre leurs vacances ailleurs : « l'illusion lyrique » n'a pas cours au Chili. Dans un continent où le moindre colonel fait trois discours par jour sur la Révolution Nationale, les Chiliens doivent se contenter d'un gouvernement qui s'appelle modestement « populaire ». La prose pointilleuse des discours, des éditoriaux dans les grands journaux, des tables rondes télévisées, des débats parlementaires et des grandes polémiques en cours ne donnerait le frisson à personne d'autre qu'aux licenciés en Droit Constitutionnel. On y dispute principalement de savoir si ce projet de loi est légal, si ce décret-ci de nationalisation entre ou non dans les attributions de l'exécutif, ou si les travailleurs n'auraient pas par hasard mal interprété tel article de la Constitution en mettant à la porte de son usine un patron en faillite. Du haut en bas de la hiérarchie administrative, d'une extrémité du pays à l'autre, une interminable discussion d'avocats, à coup d'articles de Codes, de verdicts en première instance, d'attendus, de contre-réquisitoires et de recours en Cassation occupe le devant de la scène. Le mot-clé de tous ces débats, complaisamment enflés par la bourgeoisie et ses moyens de communication aux dimensions d'un drame national, n'est pas Révolution, ou Justice, ou Libération, ou Prolétariat, mais *Légalité*, mot tabou, leitmotiv obsessionnel, enjeu visible. Comme la jurisprudence sur ces questions est limitée, comme personne ne sait encore au juste qui tient le rôle d'arbitre ou à qui appartient le

dernier mot — du gouvernement populaire, de la Cour suprême de Justice, du Parlement ou peut-être un jour des intéressés eux-mêmes —, la confusion est grande et l'attention se lasse vite. On découvre alors que tout ce spectacle était en trompe-l'œil et que la réalité derrière ce rideau ne ressemble ni à un prétoire, ni à un tribunal, ni à une table ronde mais à un champ clos où s'affrontent crûment, dans tous les coins du pays, exploités et exploités, paysans et grands propriétaires terriens, travailleurs et trusts, patriotes et impérialistes.

Une partie subtile et dangereuse est en train de se jouer au Chili — dont la dureté se déguise de plus en plus mal sous les apparences de cette urbanité cordiale qui passe pour être le trait distinctif du Chilien. Au moins jusqu'à présent, à quelques accrocs près, c'est bien d'une « partie » qu'il s'agit. Chacun des deux camps en présence observe des règles fixées d'avance (par l'un des adversaires et à son bénéfice propre), bon gré mal gré respectées de part et d'autre : celles du libre jeu des « institutions démocratiques », en vigueur dans les républiques libérales. Dans le camp bourgeois, si la preuve est faite qu'on ne joue pas franc-jeu, du moins joue-t-on encore le jeu. Les coups bas sont permis mais n'entrent pas officiellement en ligne de compte ; on ferme les yeux. Jusqu'à quand ? « La démocratie formelle bourgeoise peut à la rigueur durer encore trois mois, disait, il y a peu, un dirigeant révolutionnaire, lui-même sénateur de la République. Après, viendra le choc. » Le pronostic est discutable ; les délais peuvent s'allonger. Ce qui est sûr, c'est que de la haine courtoise aux hostilités ouvertes le chemin est plus court qu'on ne l'avait pensé des deux côtés, et que prévaut aujourd'hui un bizarre état de trêve, fragile et tendu, qui n'est plus tout à fait la paix sans être encore la guerre. et qui peut se rompre d'un jour à l'autre. Le cours des

événements s'accélère au fur et à mesure que les antagonismes de classe s'aiguisent, sans qu'on puisse encore prévoir la forme concrète et le moment de leur résolution. Tout se passe comme si l'on se trouvait en présence d'un processus contradictoire dont la solution et l'issue ne se rencontrent pas à l'intérieur des conditions dans lesquelles il s'est jusqu'à maintenant développé. La crise de définition n'a pas encore éclaté. Ne serait-ce qu'au niveau politique le plus superficiel, aucune « coupure » révolutionnaire ne s'est produite. Impossible à première vue de repérer où que ce soit un « avant » et un « après » : ni dans l'uniforme des carabiniers, ni dans le regard des passants, ni dans la nomenclature des bâtiments publics, ni dans l'afflux des voitures à la plage le samedi — rien où trouver l'indice qu'un nouveau monde pourrait naître ici. Et pourtant, à partir de conditions antérieurement données, difficiles à manier mais impossibles à éluder, une gestation complexe a commencé, dont personne n'est en mesure d'assurer, en ce moment précis, qu'elle ne finira pas par donner le jour à une société effectivement nouvelle, libérée de l'exploitation comme de la domination étrangère. Pour subtil qu'ait été le passage, le Chili apparaît engagé dans une expérience historique irréversible : qu'à défaut d'aboutir, on ne voit guère comment il pourrait revenir à son point de départ. Ce pays n'est plus loin d'entrer dans cette zone dangereuse où le peuple est condamné à tout gagner ou à tout perdre (au moins pour une époque donnée), où aucune demi-mesure, aucun faux-semblant ne pourront le sauver de l'alternative historique : révolution ou contre-révolution.

L'enjeu réel : d'abord, bien sûr, l'avenir de la nation et du peuple chiliens, l'émancipation de ses travailleurs, leur accès à des conditions de vie humaines. Que le peuple chilien se constitue en protagoniste de sa propre histoire — c'est le but et c'est aussi la condition requise pour parvenir au but : cercle apparemment vicieux dont tout

dépend. Il lui faut dès aujourd'hui commencer à prendre son avenir en main s'il ne veut pas que ses ennemis le lui volent demain, par la force brute, ou l'escamotent comme de coutume — par exemple, dans quelques années, par un tour de passe-passe électoral. L'échéance semble lointaine — le gouvernement populaire vient d'être élu et il l'est pour six ans, aux termes de la Constitution —, en réalité, tout indique que le temps presse.

Mais l'enjeu c'est aussi, en ce moment précis, l'avenir des pays voisins — de par les liens dialectiques qui, objectivement, qu'on le veuille ou non, amarrent les unes aux autres les nations latino-américaines ; un nouvel échelon gagné dans le renversement progressif du rapport de forces au niveau continental, et par là-même, un nouveau degré franchi dans la mise au tombeau de l'impérialisme par tous les peuples du monde ; c'est la mise en échec, après 12 ans, du blocus par lequel l'empire yankee voulait asphyxier Cuba et d'abord l'isoler du continent latino-américain ; c'est une expérience historique nouvelle au pouvoir d'incitation considérable puisqu'elle met au banc d'essai la construction du socialisme dans une société qui, de par ses conditions très particulières, échappe en fait au sous-développement politique ; c'est aussi — avantage subalterne mais non négligeable — un lieu d'accueil pour les révolutionnaires exilés ou persécutés. Même si les Chiliens ne s'en rendent pas compte, ce qui se passe — ou ne se passera pas — au Chili intéresse au premier chef toute l'Amérique latine. L'issue de cette partie dangereuse, qu'elle soit négative ou positive, marquera une étape dans la lutte de classes internationale, un tournant pour la révolution continentale armée. Du sort qu'aura finalement cette « révolution sans fusils », comme on l'a provisoirement appelée — non sans optimisme —, dépend le sort de beaucoup d'autres fusils.

Cette issue dépend à son tour, pour une large part, de la direction politique que s'est donnée le mouvement populaire. Elle dépend de son imagi-

nation et de son réalisme, de sa prudence et de son audace, de son patriotisme et de son internationalisme, c'est-à-dire de la manière dont elle combinera l'un et l'autre pour les fonder dans une pratique politique juste. Cette direction revient à un front uni de divers partis. Mais elle se retrouve sous une forme concentrée dans un étonnant et très efficace mélange de sérénité et de résolution, de souplesse tactique et de fermeté stratégique, dans la personne du *Compañero Presidente*, Salvador Allende. D'où l'intérêt proprement politique de la conversation à bâtons rompus qu'on lira plus loin.

Le voyageur étranger, français en l'occurrence, qui a pu garder en mémoire quelques bribes de matérialisme historique et qu'un hasard imprévu dépose un beau matin d'été dans le nord du Chili avec un visa touristique de 15 jours s'expose à plus d'une déconvenue s'il s'obstine à vouloir saisir une situation insaisissable. Traduite sur le champ en langage canonique — en « marxisme-léninisme de base » — elle devient méconnaissable, irritante, voire inquiétante. On y perd son latin au fil de perplexités sans fin. A commencer par le commencement : depuis quand, par exemple, la bourgeoisie remet-elle le pouvoir à son adversaire de classe sur un plateau d'argent ? Depuis quand une classe dominante se fait-elle raccompagner à la porte de l'histoire sans tout oser pour rester en place ? Vu de l'extérieur, et de loin, c'était bien ainsi que l'Unité Populaire était arrivée au pouvoir, respectant pas à pas le protocole des permutations présidentielles au sommet du système en vigueur. En fait, ce scandale théorique se dissipe très vite dès lors qu'on découvre sur place que la question posée était tout simplement sans objet ; c'est-à-dire, premier point, que la bourgeoisie en place — l'appareil gouvernemental, la réaction militaire, les grands intérêts monopolistes nationaux et étrangers, leurs représentants politiques — a tout fait, le possible et l'impossible, pour barrer la route de la présidence

à Salvador Allende et à l'Unité Populaire : histoire odieuse et grotesque qui sera sans doute un jour totalement dévoilée par qui de droit, et dont l'assassinat du commandant en chef de l'armée ne constitue qu'un épisode ; et, deuxième point, que les forces populaires n'ont pas conquis le pouvoir mais seulement enlevé quelques lignes de fortification avancées en direction du pouvoir. En ce sens, l'apprenti-théoricien, mieux informé, n'a plus lieu de se scandaliser ; il ne retrouvera pas pour autant sa tranquillité, mais pour d'autres raisons qu'on dira plus avant.

Il n'en demeure pas moins que les forces populaires, telles qu'elles existent au Chili, ont eu accès au gouvernement dans la légalité et sans tirer un coup de feu. Avant de se demander ce qu'elles vont bien pouvoir faire dans cette situation à l'avenir, on peut se demander comment, dans l'immédiat, elles ont pu en arriver là. Cette conjoncture très particulière — la période des élections et de la *transmisión del Mando* — doit être saisie à son niveau propre, au niveau d'une lutte politique très précise, passible d'une analyse plus fine, où c'est de fractions de classes et de couches intermédiaires qu'il faudrait parler plutôt que de deux camps antagonistes. Il faut pourtant aller au-delà des compétitions entre formations politiques concurrentes, des rivalités personnelles entre dirigeants pour comprendre comment le jeu des regroupements logiques de classe et des solidarités d'intérêts fondamentaux a pu se trouver faussé dans la période électorale. Si devant la montée des forces populaires conscientes, la bourgeoisie chilienne n'a pu sceller à temps l'union sacrée, c'est qu'elle ne constitue pas une entité abstraite, un bloc d'intérêts globalement compatibles, susceptible de se refléter tel quel au niveau de la lutte pour le pouvoir politique. En 1964, la classe dominante chilienne s'était fait représenter au pouvoir par sa fraction démocrate-chrétienne, et par elle seule, contre le représentant des forces socialistes conscientes. En 1970,

contre le même représentant, elle ne parvient plus à refaire son unité, ni idéologique, ni politique. Que s'est-il passé entre-temps ?

Déléguée à son poste par la bourgeoisie, la démocratie chrétienne au pouvoir a préparé bien malgré elle, pendant six ans, les conditions d'un processus révolutionnaire : en déblayant le terrain, par son populisme verbal, pour de réelles conquêtes populaires ; en soulignant et en légitimant, par ses velléités boiteuses, la nécessité d'adopter des mesures radicales ; en haussant le seuil des tolérances idéologiques dans les couches moyennes qui faisaient l'essentiel de sa clientèle. Même si dans les faits la réforme agraire a tourné, après un timide début d'application, à une simple transaction avec l'ancienne bourgeoisie agraire ; même si la « chiliénisation » de la richesse fondamentale du pays, les mines de cuivre, a tourné dans la pratique à un pacte négocié selon les intérêts et au bénéfice des trusts nord-américains, restent les grands slogans d'agitation et de propagande brandis à tous les échelons, avec la pétulance de l'apprenti-sorcier, par une direction petite-bourgeoise moderniste mais cauteleuse, moralisante mais trop rusée pour être honnête. Les contradictions de cette société capitaliste dépendante étaient si profondes, si insolubles, que la fraction la plus éclairée de cette bourgeoisie se trouva contrainte, pour sauver les intérêts fondamentaux de la classe dominante, de les aventurer dans un jeu risqué qu'elle a fini par perdre. La démocratie-chrétienne fut la première victime de son instrument de domination idéologique. En effet, à l'intérieur de son projet réformiste, tendant à intégrer les classes subalternes inorganisées dans le système d'exploitation régnant, afin d'en moderniser les rouages et d'en assurer la meilleure rentabilité, s'est développé, à la base, un mouvement de masse spontané, de nature révolutionnaire, qui débordait inévitablement les digues du projet lui-même. Par exemple, en légalisant et en fomentant à la campagne les syndi-

cats de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles (contrebalancés, il est vrai, par la formation parallèle de *grenios* de grands propriétaires), ou en autorisant, dans les secteurs urbains, des formes embryonnaires d'organisation communale, elle a accéléré le développement d'une conscience de classe chez les exploités, travailleurs et chômeurs, et élevé le niveau de leurs aspirations sociales sans pouvoir néanmoins les satisfaire. Le « christianisme social » édifie des plans généreux de « promotion populaire », mais le peuple ne tarde pas à dépasser les promoteurs, voire même à leur demander des comptes, tant il est vrai qu'il n'est pas possible de mettre en question les formes autoritaires et verticales de la domination bourgeoise sans mettre en question à la fin les fondements économiques de cette domination, c'est-à-dire l'exploitation elle-même de la force de travail, la propriété privée des moyens de production et finalement tout le système d'une économie de profit. C'est une utopie dangereuse que d'offrir aux masses une participation au pouvoir politique sans accepter de toucher aux bases de son propre pouvoir économique. C'est ainsi que les prédécesseurs du gouvernement populaire ont libéré à leur insu un mouvement qui menaçait de les submerger et dont beaucoup d'entre eux ont fini par s'effrayer. Dans les dernières années du gouvernement petit-bourgeois, le noyau répressif que cache tout projet réformiste, le noyau antipopulaire que recèle tout projet populiste éclataient déjà au grand jour. Incapable de mener à terme, dans la pratique sociale, l'exécution des tâches qu'elle se propose à elle-même dans son programme politique, l'entreprise réformiste se scinde tôt ou tard pour laisser la place d'un côté à ceux qui acceptent d'assumer jusqu'au bout l'entreprise politique sans reculer devant ses conséquences sociales, c'est-à-dire sans reculer devant la lutte des classes, et de l'autre à ceux qui jettent par-dessus bord le programme politique pour sauver leurs intérêts de classe. Les premiers cheminent vers

les positions de classe du prolétariat, les seconds se démasquent, en dévoilant une fois pour toutes leur véritable nature de classe. Quand l'être social d'un groupe politique vient à entrer en contradiction avec sa conscience sociale, quand les intérêts économiques viennent à se heurter aux intérêts spirituels, s'ouvre une période de crise interne : c'est celle qui secoua et fit éclater la démocratie-chrétienne à son déclin, révélant ainsi sa nature de conglomérat hétérogène traversé en son milieu par la ligne de démarcation des camps. A sa manière, plus raffinée et plus médiatisée qu'ailleurs mais aussi plus évidente en raison de son développement politique privilégié, le Chili fit de la sorte l'expérience de cette loi impérieuse selon laquelle il est impossible d'amorcer aujourd'hui, en Amérique latine, une révolution démocratique-bourgeoise sans déclencher à court terme un processus de révolution socialiste — impossible d'éviter la seconde en agitant les drapeaux de la première.

En 1970, au moment des élections qui devaient offrir le gouvernement à la gauche socialiste, une locomotive avait été mise sur les rails, elle avait pris de la vitesse et elle risquait dans un proche avenir d'enfoncer toutes les barrières établies. Devant ce phénomène, la classe dominante et ses états-majors politiques se divisent en deux : les partisans d'un retour rapide au système hiérarchique et autoritaire de domination traditionnelle, affolés par le processus mis en route six ans plus tôt et décidés coûte que coûte à appuyer à fond sur les freins — la droite légitime, représentée par Alessandri ; ceux qui veulent rester aux commandes de la machine (soit pour en garder le contrôle et empêcher qu'elle n'aille trop loin, soit tout simplement parce qu'ils n'ont pas peur de la vitesse) — la démocratie-chrétienne, petite-fille illégitime de la droite ancestrale (par la Phalange et le parti conservateur), rejeton bâtard, louchant d'un œil vers la gauche, unifiée en la personne de Radomiro Tomic, son candidat

ouvertement « gauchiste », jusqu'au-boutiste de la morale chrétienne. Ce dernier choisit son ennemi principal à droite, devenant ainsi un allié objectif et personnel du candidat de l'Unité Populaire, ceci par-dessus la tête et même à l'encontre de son propre appareil gouvernemental. Aberration dont la bourgeoisie n'a pas fini de se mordre les doigts et que n'est pas prêt de pardonner son représentant officieux, l'ancien président Frei, qui s'en lamente publiquement. Aberration qui n'en est plus une, si l'on se rappelle qu'une idéologie (comme celle, « communautaire et personaliste », qu'affiche la démocratie-chrétienne) n'est pas simplement une ruse de propagande, un instrument de tromperie cyniquement manié du dehors et qu'on pourrait abandonner dès que l'outil ne sert plus à sa fin, si l'on se rappelle qu'une forme organisée de conscience sociale, pour imaginaire qu'elle soit, englobe ses adhérents comme leur monde propre, spontanément vécu comme monde réel. Il arrive que le propagandiste se convaince lui-même de bonne foi, car les porteurs de l'idéologie en sont aussi les objets, et parfois les victimes.

La situation actuelle chilienne ne dément nullement les principes d'interprétation marxiste — elle en dément seulement les déformations dogmatiques. Reste à appliquer dans l'action quotidienne les principes universels du marxisme-léninisme à cette réalité concrète — et cette tâche est de la compétence exclusive des avant-gardes chiliennes. Reste aussi à retrouver une rationalité historique dans cette conjoncture singulière, dans la lutte politique présente — et c'est là une tâche collective d'analyse, où chacun, quel qu'il soit, peut avancer des hypothèses. Pour rendre compte en effet du « moment actuel », produit d'un passé complexe, il faut se tourner vers une histoire du Chili depuis son indépendance, à tout le moins vers un schéma d'histoire.

2

Rien d'étonnant si aujourd'hui comme hier le Chili part explorer les possibilités de l'époque, en franc-tireur, avec quelque avance sur ses voisins. N'importe quel historien de l'Amérique latine sait que c'est dans ce laboratoire d'expérimentation sociale que sont apparus, anticipant sur l'évolution du continent, la première mutuelle ouvrière (« Sociedad de artesanos », 1847, sans le moindre germe d'une conscience de classe, à vrai dire), le premier chemin de fer (1851), la législation civile la plus avancée de son temps (Andrés Bello, 1855), la première loi de suffrage universel qui soit entrée en vigueur (1884), la première législation sociale effectivement appliquée (loi du repos dominical, 1907, simultanément à l'Uruguay de Batlle), l'un des meilleurs enseignements laïcs et obligatoires (1909), la première République socialiste d'Amérique (1932, ainsi baptisée par décret-loi, après le coup d'Etat de Marmaduke Grove), le premier, sinon le seul gouvernement de Front populaire du continent (1938), etc. Il serait difficile de rencontrer ailleurs, dans cette partie du monde, une bourgeoisie plus précocement constituée, sûre d'elle-même et expansionniste, comme de rencontrer un mouvement ouvrier aussi solidement installé, dès le début du siècle, sur ses positions de classe. Tout se passe comme si le libéralisme et le socialisme naissants, comme si les formes de développement bourgeois et les formes de développement prolétarien avaient, les unes et les autres, les unes contre les autres, en même temps, choisi ce pays capita-

liste dépendant pour risquer leurs premières apparitions latino-américaines, pour prendre pied sur le continent.

Ce n'est donc pas un hasard si la première nation latino-américaine, après Cuba, devant laquelle se soit entrouverte une voie, la sienne propre, au socialisme, soit précisément celle-ci. Il serait pourtant simpliste, au vu de ce qui se passe ici, d'en conclure que la chaîne impérialiste est en train de se rompre (ou pourrait se rompre dans un avenir proche) par son maillon le plus faible. La métaphore léniniste est à manier avec prudence, car précisément en vertu de la souplesse et des assises anciennes dont bénéficient au Chili les formes de domination politique bourgeoise, ce pays peut apparaître au contraire comme le plus apte des maillons de la chaîne continentale à résister aux pressions populaires les plus fortes, comme le maillon le plus flexible et non comme le plus fragile, le plus élastique et *par là-même le plus résistant*. Et si la chaîne des régimes d'exploitation vient de subir en ce point-ci du continent, et non ailleurs, un rude coup, c'est peut-être parce qu'ici se trouvait le maillon le plus apte à ployer sans se rompre. Paradoxe que le département d'Etat, par la bouche de ces « observateurs bien informés » que mettent en scène, dans leurs câbles en provenance de Washington, les agences de propagande yankee (Associated Press ou United Press), a traduit dans son propre langage, au lendemain de la victoire allendiste : « Après tout, ne prenons pas « le marxiste Allende » trop au tragique car ce n'est pas la première fois que nous voyons des ministres communistes au gouvernement. Le Chili en a vu d'autres, en 1938, en 1946, et malgré tout il n'a pas quitté le bercail des démocraties. » Mais le même département d'Etat envoie aussi, après la victoire populaire au Chili, des instructions à toutes les missions diplomatiques yankees en Amérique latine afin qu'elles raidissent leur attitude et s'interdisent dorénavant la moindre tolérance à l'égard des tendances

libérales : le Chili est devenu l'ennemi principal du moment. Pour l'impérialisme, l'heure est à la fermeté, les gorilles doivent se sentir couverts par le patron. Et jamais il n'était arrivé à Santiago en aussi peu de temps un aussi grand nombre de touristes, assesseurs et conseillers munis de passeports diplomatiques, journalistes et enquêteurs de toute espèce. En d'autres termes, l'ennemi a trouvé des raisons pour se rassurer et des raisons pour s'inquiéter. Ce sont les mêmes, mais en sens contraire, qui doivent pousser les révolutionnaires à se montrer vigilants et garder la tête froide — rien n'est encore gagné — tout en regardant l'avenir avec confiance — rien n'est perdu d'avance — : tout dépend, les conditions objectives étant données, de la qualité des choix opérés. L'ennemi, qui ne sait trop à quel saint se vouer ni sur quel pied danser, se tient dans une expectative hostile mais encore réservée. Les révolutionnaires chiliens, la classe ouvrière consciente, base et avant-garde de la lutte anti-impérialiste, peuvent mettre à profit ce délai, qui est précieux, pour saisir et garder l'initiative.

Quiconque consentirait à prendre une vue cavalière du passé chilien — genèse et formation du Chili contemporain —, quiconque s'offrirait le luxe de regarder les choses de haut (privilège des observateurs de passage qui se limitent, faute de temps, à scruter par un hublot d'avion la carte historique du pays qu'ils survolent), verrait se détacher assez nettement sur le fond latino-américain cette frange de terre géographiquement folle mais historiquement raisonnable puisque là, les institutions de la démocratie formelle et les formes avancées du mouvement ouvrier ont connu un développement presque aussi poussé les unes que les autres. Là, prolétariat et bourgeoisie ont atteint *ensemble* un niveau de conscience et d'organisation plus élevé qu'ailleurs. C'est dans la combinaison de ces deux éléments, à la fois solidaires et antagonistes, qu'on pourrait chercher le trait distinctif, l'originalité de l'histoire chilienne,

quelque chose comme la tonalité générale, l'atmosphère qui donne sa couleur propre à cette longue et dure lutte de classes. Seul l'Uruguay offrait naguère, sous une forme très estompée, un tableau similaire, aujourd'hui presque effacé par la dynamique de la lutte révolutionnaire et la décomposition de l'Etat libéral. Et pour s'en tenir à un pays limitrophe où l'on a eu l'occasion de séjourner quelque temps, si l'on retrouve en Bolivie un contraste accentué entre les plateaux de la balance des classes, c'est celui qui oppose, d'un point de vue qualitatif, à un surprolétariat une sous-bourgeoisie qui fait si peu le poids, comme on dit, qu'elle doit sans cesse rétablir l'équilibre par la force répressive des armes, ou bien céder la place à cet ersatz de bourgeoisie moderne que constitue une bureaucratie militaire déchirée entre de vertigineuses velléités réformistes et ses réflexes de peur réactionnaire face à la montée du pouvoir ouvrier.

Non pas que l'histoire chilienne ressemble à cette suave idylle démocratique avec laquelle on la confond souvent. C'est certainement, mais d'une façon quelque peu souterraine, l'une des plus violentes, l'une des plus sanguinaires peut-être d'Amérique latine, tant par ses guerres civiles du siècle passé, mettant aux prises patriotes et royalistes, conservateurs et libéraux, cléricaux et anti-cléricaux, nationalistes et pro-impérialistes (reflets souvent déformés d'intérêts de classe divergents au sein de la classe dominante), que par la fréquence dès le début de ce siècle de grandes manœuvres meurtrières conduites par l'appareil répressif contre les paysans et les ouvriers, culminant en épisodes féroces. Reste à expliquer alors comment l'image d'un Chili pacifique et libéral a pu s'imposer à l'intérieur même du pays et être reçue sans discussion par la grande majorité — coercition bourgeoise transposée au niveau du mythe persuasif. Reste à expliquer comment la violence sporadique et endémique des affrontements de classe n'est jamais parvenue à altérer

sérieusement la stabilité des institutions représentatives, ou bien encore, comment le Chili a pu aussi longtemps s'épargner ces interminables dictatures militaires qui furent et restent ailleurs la règle, sans pour autant cesser d'être un pays soumis à une oligarchie vorace.

Par-delà ses altérations momentanées — il y en eut, mais brèves —, la démocratie libérale bourgeoise, qui a frappé de son sceau tout le tissu social chilien jusqu'à aujourd'hui, a démontré une exceptionnelle capacité d'amortissement, de récupération et de conciliation. Elle a fourni et continue de fournir l'idéologie dominante, le légalisme et le juridisme toujours ambiants; les structures politiques d'accueil, ce cadre institutionnel stable; et tout un système de représentations vécues au niveau le plus humble, ces mythes de la Liberté et de la Loi avec majuscules, diffus jusque dans les comportements des exploités. Elle ne disparaîtra pas en un clin d'œil, car même si l'Etat actuel était mis à bas demain toute « la société civile » en est imprégnée. Le Chili, en ce sens, appartient à ces sociétés « occidentales » dont parlait Gramsci, dans lesquelles, en arrière de la forteresse principale de l'Etat que peut toujours enlever un coup de main heureux, s'échelonne en profondeur tout un réseau de tranchées, de fortins et de bastions dont la conquête ne peut être aussi simple. Expliquer ce fait objectif par la tradition, le caractère national, les particularités de la race araucane ou les mânes de Diego Portales ne ferait que repousser le problème : autant attribuer l'action du sommeil à sa vertu dormitive ou les sentiments d'infériorité à un complexe d'infériorité. Scholastiques ou mystiques, ces tautologies ne nous aident guère. Serait-ce alors que la prédominance de l'idée et des règles « démocratiques » au Chili correspondent à un développement économique privilégié ? Il n'en est rien : tous les indices économiques actuels, toutes les références statistiques placent le Chili parmi les pays dits sous-développés (c'est-

à-dire parmi les pays capitalistes subordonnés aux métropoles impérialistes mondiales), devant le Guatemala ou le Paraguay mais derrière le Venezuela ou le Mexique. Le passage, à la fin du siècle dernier, des grandes productions minières du salpêtre et du cuivre, sous contrôle étranger. L'incapacité d'incorporer dans le cadre d'une économie nationale les acquis de la révolution industrielle limités aux enclaves exportatrices de matières premières, le progressif retard technologique de l'appareil productif passé sous la coupe des monopoles étrangers ont déterminé une relative stagnation du système de production capitaliste contemporain, dont l'essor s'est trouvé ralenti à moitié chemin. Cette dissociation entre une base économique, aujourd'hui relativement retardée en comparaison avec celle des grands pays voisins, et une organisation politique avancée constitue justement le nœud du problème, l'étrangeté chilienne. En réalité, pour en rendre raison, il nous faut regarder en arrière, du côté de la formation historique de la nation chilienne. Tout un éventail de facteurs peut expliquer la constitution et le maintien de cette constante superstructurale, avec son autonomie relative et sa ténacité.

Essayons de retrouver les principaux d'entre eux, du plus simple au plus complexe : les conflits d'influence notables tout au long du XIX^e siècle entre les impérialismes britannique et nord-américain, puis allemand à la fin du siècle, se neutralisant en quelque sorte l'un l'autre ; l'éloignement géographique des centres de pouvoir mondiaux ; une croissance économique précoce suivant immédiatement la proclamation de l'indépendance, qui fait contraste avec la longue dépression que durent traverser les jeunes républiques latino-américaines au lendemain des guerres d'indépendance, dépression reflétée dans le caudillisme baroque, l'anarchie généralisée et finalement dans l'incapacité de ces oligarchies terriennes à fonder quelque chose comme un Etat national. Le

Chili au contraire connu une transcroissance relativement harmonieuse et sans secousses graves d'une économie coloniale mercantiliste, principalement agro-exportatrice (blé, cuir) en une économie principalement extractive (la richesse fondamentale passant des mines d'argent, au début du siècle dernier, aux mines de charbon, de fer et de cuivre puis aux gisements de salpêtre dans le nord du pays et finalement, au lendemain de la Première Guerre mondiale, à un retour en force à l'exploitation des mines de cuivre), base sur laquelle a pu s'édifier à son tour, dès le début du XX^e siècle, et même s'autofinancer, au commencement, un appareil productif d'industries légères et de transformation. L'élasticité de cette structure économique, le caractère progressif de son élargissement ont ainsi favorisé, par amalgames et absorptions successives, les compromis politiques entre classes et fractions de classes dominantes, moyennant une lente assimilation des intérêts respectifs des groupes latifundistes, mineurs, financiers et industriels. Le pedigree économique, plus que centenaire, du clan Edwards, symbole et fer de lance de l'oligarchie chilienne, offre un exemple typique de ces transferts de capitaux, de ce réseau de ramifications et d'alliances s'étendant de la mine à la grande propriété foncière, de la terre à l'usure, puis de la banque à l'industrie et de là finalement au contrôle du pouvoir politique et des moyens d'information (la famille Edwards est propriétaire du *Mercurio*, le plus grand et le plus « prestigieux » des journaux chiliens, institution nationale aux yeux de la bourgeoisie et ennemi mortel du gouvernement populaire). Malgré les frictions et les heurts, les ruptures momentanées d'alliances, les guerres civiles spasmodiques opposant tout au long du XIX^e siècle conservateurs et libéraux, notamment sur la question religieuse, malgré la « Révolution » oligarchique qui contraignit le président Balmaceda au suicide en 1891 et où une bourgeoisie industrielle de formation récente se vit contrainte d'abdiquer

devant une oligarchie agraire et commerciale aux assises plus solides, — les concessions mutuelles finissent régulièrement par l'emporter sur les dissensions internes. A partir des années 1895, elles tendent à passer au second plan devant l'apparition d'un mouvement ouvrier menaçant. De plus, il faut ici relever le caractère national de la grande propriété foncière — base historique de la pyramide oligarchique —, qui ressemble peu à la structure agraire des républiques centro-américaines par exemple, ou du Mexique d'avant la Révolution. Il n'y a jamais eu au Chili d'investissements étrangers massifs dans le secteur agraire (hormis quelques enclaves contemporaines et sans grande importance, à Magallanes, dans le sud), et les gouvernements bourgeois — y compris celui de Frei — ont toujours manifesté une singulière résistance aux offres nord-américaines d'achats de terres. C'est seulement dans le secteur agro-industriel (équipement technique, réseaux de distribution commerciaux, etc.), d'origine récente, que s'est trouvé cantonnée la pénétration étrangère. Ainsi, c'est à partir de cette infrastructure nationale agraire qu'a pu se développer une haute bourgeoisie d'industriels et de banquiers qui ne dédaignaient pas le marché intérieur, douée d'une assez forte autonomie nationale, au moins à l'origine : les premières banques qui surgissent au Chili, par exemple, à partir de 1860, portent toutes des noms chiliens. Le capitalisme moderne n'est pas apparu au Chili comme capitalisme étranger, dans les fourgons de l'envahisseur ou sur les débris de l'indépendance politique ; il a été progressivement pénétré, aliéné à l'impérialisme britannique, puis nord-américain, dans une phase ultérieure et relativement tardive de son développement. Si l'on ajoute à ces différents facteurs la mise sur pied rapide d'un puissant instrument militaire — armée de terre et marine — techniquement en avance sur celui des pays voisins, la victoire sur le Pérou et la Bolivie dans la Guerre du Pacifique (1879), les annexions territoriales et

l'expansion économique qui s'ensuivirent, on comprendra mieux pourquoi la classe dominante chilienne a pu se constituer dès sa période de formation comme « classe nationale », susceptible de faire passer ses intérêts particuliers pour les intérêts de la nation tout entière aux yeux des classes subalternes elles-mêmes, comment elle a pu donner à ses formes de domination politique une légitimité morale, une solidité, une arrogance longtemps incontestées.

On comprend aussi comment, à peu près seule de son espèce à cette époque, l'oligarchie chilienne a pu constituer dès le siècle passé un appareil d'Etat centralisé, et développer sous toutes ses formes l'idéologie juridico-politique adaptée à son bon fonctionnement. Les revenus du fisc, dérivés du commerce extérieur, permirent très tôt d'entretenir une bureaucratie d'Etat, toute une couche complexe et assez bien organisée de fonctionnaires. Cette tradition du service de l'Etat et cette fonction publique de formation professionnelle n'avaient pas d'équivalent en Amérique latine, jusqu'à une date récente. L'armée elle-même s'en trouva transformée en un corps bureaucratique, soumis à l'autorité civile centrale ainsi qu'à l'idéologie juridico-politique dominante, simple instrument et non source de la domination bourgeoise, son auxiliaire et non son palliatif, impropre donc à se substituer de manière durable à la bourgeoisie dans l'exercice du pouvoir politique pour la simple raison qu'il n'était pas besoin de l'armée pour cela : dans l'ensemble, la bourgeoisie se montrait capable de tenir en personne son propre rôle, c'est-à-dire d'accomplir sa tâche historique de collecteur du surplus économique et d'architecte de l'Etat national. Elle n'avait pas longtemps besoin du substitut militaire. Cette structure politico-administrative pré-existante devait d'ailleurs permettre et accélérer, à partir des années 1930, la naissance des premiers organes d'un capitalisme d'Etat et plus tard, avec l'ascension au pouvoir de la démocratie-chrétienne, l'avène-

ment d'un projet de régulation technocratique, par en haut, des conflits sociaux, projet qui se fait toujours sentir aujourd'hui.

Si un tel appareil d'Etat a pu se constituer, avec sa routine, ses mécanismes de contrôle interne (par exemple, la « Contraloría General de la República », créée en 1927), ses écoles d'apprentissage, ses normes de moralité comparativement élevées, c'est en grande partie parce que l'oligarchie n'en avait pas besoin pour vivre, parce que la détention ou l'usufruit de cet appareil politico-administratif ne représentait pas pour elle un moyen de subsistance. Les rapports hiérarchiques étant inscrits dans « la nature des choses » (en dernière instance, dans les rapports de production), l'enrichissement individuel se réalisant dans des activités économiques privées, le succès personnel ou familial trouvait son couronnement, sa consécration naturelle dans une carrière politique (sénateur, ministre, président, ambassadeur, ou même chef de service pour commencer) mais ne s'obtenait pas par son entremise. D'où la respectabilité et le sérieux de ce qu'on appelle « la politique » au Chili, activité socialement reconnue à laquelle peut et même doit se livrer sans déchoir la meilleure société, réglée par certaines règles de savoir-vivre et de respect mutuel : en somme, association de *clubmen* rivaux, et non pas, comme il est de tradition dans la plupart des dictatures bourgeoises du continent, qui ne sont pas toutes d'opérette, lutte au couteau pour la vie, mafia publique, dépotoir ou bureau de placement pour tarés chanceux. Autre trait saillant donc du Chili oligarchique, peu conforme au milieu environnant : les ministres, les présidents, les militaires ne s'y enrichissaient pas systématiquement dans l'exercice de leurs fonctions. Disons, et là est l'exceptionnel, que la corruption y était l'exception et non la règle. D'où cette familiarité de bon aloi et cette distinction patricienne qui faisait, jusqu'à hier, qu'on ne se tuait pas entre « gens bien » — même de bord

opposé —, tout au plus, l'exil ou quelques semaines de prison pour l'opposant le plus irréconciliable. Le dernier assassinat politique, avant celui du commandant en chef de l'armée en 1970, remonte à 1837, au meurtre de Portales, l'auteur de la Constitution de 1833. Jusqu'à l'époque d'Alessandri, il y a quelques années — c'est dire à quel point le temps passe — on pouvait croiser sur le trottoir le président de la République se rendant à pied de son appartement au Palais de la Moneda, comme le premier citoyen venu. Anecdote banale mais symptomatique d'un équilibre aujourd'hui aboli.

Tel serait le premier élément d'une analyse historique, le plus facile à mettre à jour, la face la plus voyante de la médaille : le caractère classique, au regard des normes européennes (ou aberrant si l'on préfère, au regard des normes tenues pour typiquement latino-américaines) qu'a revêtu au Chili l'hégémonie bourgeoise. La comparaison avec l'Angleterre ou la France — et c'est un fait que l'économie politique anglaise et la pensée politique française ont joué un rôle dans la formation du Chili — représente un rite, un cliché idéologique qui n'est pas sans déplaire à l'oligarchie locale et ne paraît pas choquer, en tout cas, sa fierté nationale. Du reste, si l'on veut bien se rappeler que la Constitution de 1833 est restée presque un siècle en vigueur (et c'est au nom du respect de la Constitution établie que fut destitué le président nationaliste Balmaceda à la fin du siècle passé), et que la Constitution de 1925, qui reprend fondamentalement les préceptes de la première, continue de régler avec minutie les détails de la vie quotidienne du pays, on verra tout de suite que les démocraties libérales européennes, la France par exemple, avec ses changements de régime et la valse de ses républiques, prennent à côté du Chili des allures de république bananière. Et pourtant, cet élément à lui seul ne peut rendre compte de l'idiosyncrasie chilienne. Il ne constitue qu'un pôle d'un rapport dialectique,

et c'est ce rapport qui est original, en Amérique latine, non chacun des termes pris à part.

Ce cadre hégémonique était déjà en place lorsqu'à la fin du siècle dernier apparut un mouvement vigoureux mais encore chaotique de protestations ouvrières, puis de rébellion de masse spontanées, qui deviendra à partir des années vingt un mouvement ouvrier à proprement parler, organisé sur des positions de classe indépendantes. La population urbaine, qui représente dès 1895 38 % de la population totale, monte à 43 % en 1907, c'est-à-dire qu'avant même la fin du siècle dernier un processus d'industrialisation déjà en route provoque l'afflux dans les centres miniers, dans les campements du salpêtre, à la périphérie des villes, d'un nombre croissant de péons (*inquilinos*), ouvriers agricoles et paysans pauvres. Sous l'influence d'une élite d'artisans et d'ouvriers qualifiés, parfois d'origine étrangère, d'inspiration anarchiste ou anarcho-syndicaliste, cette nouvelle classe ouvrière, anciennement groupée en mutuelles apolitiques, s'organise dès le début de ce siècle en *mancomunales* ou syndicats de résistance combative. La lutte du prolétariat contre les conditions de vie inhumaines que lui ménageaient les compagnies étrangères, notamment dans les camps de travail de la *pampa salitrera*, amorcée dès 1880, revêt des formes brutales. C'est une lutte pour la survie qui trouve en face d'elle une classe dominante impitoyable. L'armée intervient plus d'une fois et tire à balles. Interminable est la liste des grèves sanglantes, des *matanzas*, massacres qui jalonnent la lutte du prolétariat chilien, comme de la paysannerie : depuis la première grande grève des ouvriers du port de Valparaiso en 1903 (30 morts, 200 blessés), la « grève de la viande » à Santiago de 1905 (200 tués), le massacre de Santa-Maria à Iquique, berceau du mouvement ouvrier (1907, plus de 2 000 victimes, fauchées à la mitrailleuse sur la place de la ville), le massacre de Punta Arenas en 1920, celui de la Coruña (3 000 tués dans les mines de

salpêtre, 1925), le massacre paysan de Ranquil en 1934 (60 morts), jusqu'aux exploits récents de la démocratie-chrétienne à la mine de El Salvador en 1966, en passant par les émeutes de Santiago en 1957 ; autant de signes d'une lutte de classe impulsive, à l'état sauvage, sous-jacente à l'histoire des luttes politiques proprement dites, mais sans concessions et dont la cruauté cadre mal avec l'image d'Épinal d'un Chili débonnaire et affectueux. Les règles du jeu civilisé ne s'appliquent pas aux exploités, aux marginaux, aux sans-voix, mais ceux-là n'écrivent pas l'histoire officielle. Cette violence sporadique n'aurait pourtant qu'une signification limitée si elle ne renvoyait à un événement proprement politique, à très longue portée celui-là et de nature exceptionnelle : la jonction de la théorie marxiste et du mouvement ouvrier national. Elle s'est cristallisée au lendemain de la Révolution soviétique, par la fondation de la Fédération Ouvrière Chilienne (FOCH), affiliée à l'Internationale Syndicale Rouge (Congrès de Concepción, 1919), et par la transformation du Parti Ouvrier Socialiste en Parti Communiste, sous l'influence et l'égide de Recabarren, ancien ouvrier typographe et ancien anarchiste, en 1921. Sans doute s'est-il fondé, avec plus ou moins de retard, des partis communistes et des organisations révolutionnaires dans presque tous les pays d'Amérique latine. Mais au Chili, c'est de l'intérieur même du mouvement ouvrier qu'elles ont surgi, c'est de la classe elle-même, de ses luttes économiques et sociales quotidiennes qu'elles ont tiré leur sève, c'est dans ces profondeurs qu'elles plongent leurs racines. Si le produit de cette jonction a connu des hauts et des bas, si seule une minorité d'ouvriers conscients a pu se maintenir sur des positions de classe sans défaillance, il n'en reste pas moins que le Chili est le seul pays du continent (avec la Bolivie, mais sous d'autres formes et plus anciennement) dans lequel les partis dits ouvriers par leur idéologie soient aussi des partis organiquement ouvriers par leur

salpêtre, 1925), le massacre paysan de Ranquil en 1934 (60 morts), jusqu'aux exploits récents de la démocratie-chrétienne à la mine de El Salvador en 1966, en passant par les émeutes de Santiago en 1957 ; autant de signes d'une lutte de classe impulsive, à l'état sauvage, sous-jacente à l'histoire des luttes politiques proprement dites, mais sans concessions et dont la cruauté cadre mal avec l'image d'Epinal d'un Chili débonnaire et affectueux. Les règles du jeu civilisé ne s'appliquent pas aux exploités, aux marginaux, aux sans-voix, mais ceux-là n'écrivent pas l'histoire officielle. Cette violence sporadique n'aurait pourtant qu'une signification limitée si elle ne renvoyait à un événement proprement politique, à très longue portée celui-là et de nature exceptionnelle : *la jonction de la théorie marxiste et du mouvement ouvrier national*. Elle s'est cristallisée au lendemain de la Révolution soviétique, par la fondation de la Fédération Ouvrière Chilienne (FOCH), affiliée à l'Internationale Syndicale Rouge (Congrès de Concepción, 1919), et par la transformation du Parti Ouvrier Socialiste en Parti Communiste, sous l'influence et l'égide de Recabarren, ancien ouvrier typographe et ancien anarchiste, en 1921. Sans doute s'est-il fondé, avec plus ou moins de retard, des partis communistes et des organisations révolutionnaires dans presque tous les pays d'Amérique latine. Mais au Chili, c'est de l'intérieur même du mouvement ouvrier qu'elles ont surgi, c'est de la classe elle-même, de ses luttes économiques et sociales quotidiennes qu'elles ont tiré leur sève, c'est dans ces profondeurs qu'elles plongent leurs racines. Si le produit de cette jonction a connu des hauts et des bas, si seule une minorité d'ouvriers conscients a pu se maintenir sur des positions de classe sans défaillance, il n'en reste pas moins que le Chili est le seul pays du continent (avec la Bolivie, mais sous d'autres formes et plus anciennement) dans lequel les partis dits ouvriers par leur idéologie soient aussi des partis organiquement ouvriers par leur

sion ouvrière. Il est bien évident qu'il s'est opéré, avec brusquerie parfois, des remaniements et des renversements dans les rapports et les alliances de classe, au fur et à mesure des modifications d'équilibre économique, mais dans l'espace intérieur de ce cadre. Ce qu'on appelle par exemple « la crise de l'oligarchie », après 1920, avec la venue au pouvoir d'Arturo Alessandri, peut s'interpréter comme un repli stratégique de l'oligarchie terrienne sur des positions en retrait, défensives, et sa relève par une nouvelle vague, la bourgeoisie commerciale, financière et industrielle. De même cette dernière devra-t-elle, plus tard, surmonter les effets dépressifs de la crise mondiale de 1929 en faisant place, à ses côtés, aux couches moyennes urbaines (sans contrôle sur les grands moyens de production), et à leur expression politique, le radicalisme, qui jouent désormais le premier rôle dans la nouvelle coalition. Ces crises correspondent plus à des mutations qu'à des ruptures, à des déplacements du centre de gravité au sein du dispositif des forces sociales dominantes qu'à des bouleversements du dispositif lui-même. Mieux encore : non seulement le jeu institutionnel de la démocratie libérale s'est maintenu intact (hormis dans la période 1924-25 et dans celle dite de l'Anarchie, 1931-32, sans répercussions durables) mais le mouvement ouvrier, à travers et par-delà les tensions et les crises, s'est converti avec le temps en l'un des pôles nécessaires à l'entretien, c'est-à-dire à la rééquilibration périodique du système de domination. La bourgeoisie chilienne, l'une des moins stupides du monde, se défend en s'entrouvrant à son rival plutôt qu'en lui fermant les portes. Elle préfère admettre l'existence de son adversaire pour mieux contrôler ses mouvements, pour l'attirer sur son terrain, plutôt que de le pousser dans ses derniers retranchements. Si l'on veut expliquer comment l'hostilité de classe, au niveau de la vie sociale, a fini par se traduire et se tempérer, au niveau de la vie politique, en cette coexistence tendue au sein d'un régime de

démocratie bourgeoise, si l'on veut éviter les anathèmes subjectivistes jetés sur les directions politiques traditionnelles, il faut prendre en compte, là encore, un certain nombre de conditions objectives historiquement déterminées. D'abord, la classe ouvrière productive s'est trouvée dès le début de son existence éparpillée ou compartimentée dans des centres miniers périphériques, loin de la capitale, centre du pouvoir politique, dans le Nord (Iquique, Antofagasta, Calama, etc.) ou dans le Sud lointain (Concepción, Lota, Magallanes), de sorte que la coordination entre des luttes revendicatives, voire insurrectionnelles, réparties entre des foyers aussi éloignés les uns des autres, était pratiquement impossible. La masse de manœuvre qu'aurait pu constituer cette avant-garde prolétarienne était comme disloquée dès le départ : l'écho de ces marches de protestation, de ces grèves, de ces massacres atteignait la capitale assourdi par la distance. Ensuite, le mouvement ouvrier, malgré les efforts de Recabarren et de ses successeurs, n'est jamais parvenu, sauf tout récemment, à conclure une alliance organique avec le prolétariat agricole et la paysannerie pauvre, ni à l'influencer sérieusement, sauf à la périphérie des concentrations ouvrières. La paysannerie, isolée dans les *fundos*, personnellement dépendante du patron, souvent analphabète, sous l'emprise du clergé, est restée la clientèle passive de l'oligarchie latifundiste jusqu'à la dernière décennie, et la classe dominante a toujours jalousement veillé à mettre les paysans hors d'atteinte des influences néfastes : jusqu'en 1937, le syndicalisme paysan était illégal et sévèrement réprimé ; en 1965, il n'existait encore officiellement que 20 syndicats paysans, totalisant 2 000 adhérents sur l'ensemble du territoire. D'autre part, le caractère minoritaire de la classe ouvrière organisée (syndicalement et politiquement) par rapport à la classe réelle — renforcée par une législation prohibitive du droit syndical — favorisait, en période de reflux, la captation électo-

rale d'une grande masse de marginaux, à la conscience de classe encore amorphe ou embryonnaire, par des directions bourgeoises (par le centrisme d'Alessandri, dans les années 20, ou le populisme autoritaire à la Peron du second Ibañez, dans les années 50). Enfin l'ascension de la classe ouvrière s'effectue dans le même temps que celle des couches salariées moyennes, à partir de 1930, de telle manière que l'alliance de classe impliquée par la stratégie de Front populaire, du reste inévitable, entremêle et mitige les intérêts prolétariens avec ceux de la petite-bourgeoisie, le plus souvent au bénéfice de la seconde. Tels sont les principaux facteurs d'ordre historique grâce auxquels le cadre hégémonique a pu amortir l'impact et la force de rupture d'un mouvement ouvrier aussi puissant. Beaucoup d'observateurs d'autres pays latino-américains en arrivant au Chili sont surpris du degré de politisation de la classe ouvrière et de tout le peuple en général. Le fait est réel, mais ne peut faire oublier que cette conscience sociale s'est historiquement exprimée et canalisée dans les formes de la domination politique bourgeoise — et notamment dans ses mécanismes et ses fonctions représentatives.

Les luttes électorales, les débats parlementaires, les compétitions de partis constituent ainsi le point de rencontre des deux pôles antagonistes. Le centre de gravité de la lutte de classe est transposé et déplacé au niveau de l'action présidentielle et parlementaire, dans le cadre juridico-politique existant — désamorçant et sublimant l'action directe des forces ouvrières. Que les divergences et les conflits se résolvent ou non, il y a un accord de fait sur le lieu de l'affrontement : le terrain légal, délimité par la Constitution et les usages, de la lutte politique au sommet. C'est dans ce foyer aseptisé, idéal, coupé des luttes quotidiennes, que viennent se concentrer, s'épurer et se réfracter les intérêts des classes antagonistes. La « politique », c'est ce qui se passe

à la Présidence, au Sénat, à l'Intendance (Préfecture), aux Conseils municipaux ; ce sont les discussions et les procédures d'assemblées. Tout le monde fait donc « de la politique » au moment des élections présidentielles, parlementaires et municipales (faible taux d'abstention) mais autrement la politique est affaire de politiciens. Les procédures parlementaires font merveille pour avaler les coups, amortir les chocs. On le voit bien encore aujourd'hui, où l'opposition bourgeoise n'a pas de trop de toute son expérience ancestrale dans l'art de la phagocytose (ce qu'on pourrait appeler : la destruction par assimilation du corps étranger) pour dévier l'impact des projets de loi proposés à l'approbation du Parlement par le gouvernement populaire. La bourgeoisie ne dit pas non en principe aux projets de nationalisation des compagnies américaines de cuivre, ou de formation de tribunaux populaires à l'échelon local : l'opposition de droite accepte en première lecture le projet de loi, dans son inspiration générale, puis de commissions en commissions, d'observations de détail en discussions plénières, elle parvient à en émousser insensiblement le tranchant — mais sans offrir le flanc à une attaque frontale des forces populaires. En général, il est de règle que les heurts, les conflits de classe, sur le terrain des luttes quotidiennes, restent insolubles tant que l'envoi sur place d'une commission parlementaire n'a pas été décidé. L'issue de l'affrontement se trouve suspendue à l'adoption du règlement ou de la disposition correspondante, l'affrontement lui-même se transpose à la fin en discussion juridique ou en négociation de couloir à propos d'un texte législatif. La violence répressive fait couler de l'encre avant, s'il le faut, de faire couler le sang. Elle passe dans le papier imprimé du Journal Officiel d'où elle rebondit ensuite dans la vie de tous les jours. « Notre Trujillo à nous, ça a presque toujours été la Loi » dit Pablo Neruda, et avec raison. Sans doute cette dictature légale a-t-elle pu être enta-

mée accidentellement (par effraction, lors de la République Socialiste dite des Cent jours, en 1932) ou rognée sur les bords (par la bande, lors d'une coalition populaire victorieuse, en 1938 ou en 1946) ; sans doute a-t-elle pu être infiltrée, en plein régime capitaliste, par une législation sociale avancée, sanctionnant ou instituant de nombreuses conquêtes ouvrières : dès 1925, par exemple, après trois ans de discussion, le Sénat finit par adopter un Code du Travail remarquable pour l'époque, ainsi qu'une série de lois sur la journée de 8 heures, les contrats et les accidents du travail, le droit syndical. Mais ce n'est peut-être là que la menue monnaie de la pièce, la contrepartie de l'aliénation historique qu'assurent à la perfection les institutions dites représentatives de « la souveraineté populaire ».

On comprend dès lors comment le *cursus honorum* politique, honorable pour les représentants de la grande bourgeoisie, a pu l'être aussi pour les représentants de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas là d'une dégénérescence historique mais d'un état de fait qui marque le mouvement ouvrier dès ses origines. Presque toutes les figures des partis ouvriers l'ont été aussi du Parlement bourgeois. De là sont nés un style d'action, une forme d'esprit, un certain type d'éloquence (en général, le leader est le tribun) qui auraient de quoi surprendre un léninisme orthodoxe, qui n'a jamais témoigné, comme on le sait — même s'il juge nécessaire d'utiliser toutes les tribunes que mettent à la disposition des travailleurs les libertés bourgeoises — une tendresse excessive pour ce qu'on appelait jadis « le crétinisme parlementaire ». Tel est pourtant le terrain, partout ailleurs stérile, qu'a su utiliser jusqu'à un certain point, qu'a dû fertiliser jusqu'à aujourd'hui, l'intelligence politique des forces populaires chiliennes.

Sous cet éclairage, certains événements, certaines anecdotes surprennent moins. C'est ainsi qu'à Luis-Emilio Recabarren (1876-1925), premier

animateur du syndicalisme révolutionnaire et fondateur du parti communiste, figure héroïque s'il en fut du mouvement populaire, élu deux fois député pour Antofagasta et invalidé par une Chambre oligarchique comme agitateur et athée, lutte obstinément pour faire revenir ses « Très Honorables » collègues sur leur décision et forcer les portes de la Chambre des députés. En 1922, il revient de Moscou où il s'était rendu comme délégué au IV^e Congrès de l'Internationale pour continuer d'assumer son mandat parlementaire. En 1906, lors de sa première invalidation, il avait dénoncé avec force le caractère de classe du parlement oligarchique mais n'avait jamais mis en doute la légitimité ou l'utilité de l'institution elle-même. « Ce n'est pas nous qui apportons ici cette division en classes, pour l'accentuer au sein de la Chambre, lança-t-il dans son discours de défense, en s'adressant aux députés. C'est la Chambre qui marque cette division quand elle montre la porte de sortie au pauvre simplement parce qu'il est pauvre. Je peux me tromper, mais j'ai le pressentiment qu'on ne me rendra pas justice. J'aimerais me tromper (*Ojala estuviera en un error*), car si la Chambre se prononçait en toute justice à propos de mon élection, elle jetterait par cette seule action un pont salvateur entre ceux que nous appelons les opprimés et ceux qui constituent une classe à part et que nous osons qualifier d'opresseurs [...]. Je ne veux pas voir les frères d'une même nation se plonger dans un abîme de sang ; mais si cela devait arriver, nous ne serions pas, nous autres, les coupables. » Prendre l'initiative en matière d'action directe n'est pas une hypothèse plausible, ni même légitime, au Chili. « *Por la razón o la fuerza* », dit la devise de l'emblème national : la force, recours désespéré, ne peut que suppléer aux défaillances de la raison. « C'est le peuple, qui m'a élu, qui devra se convaincre qu'ici, au défi de la Constitution et des lois, on a violé sa volonté clairement exprimée. » Quand Recabarren réclamait ainsi l'application de la

loi, il se livrait peut-être moins à une manœuvre tactique — prendre l'adversaire dans ses propres filets — qu'il n'exprimait une foi nostalgique dans le règne authentique du Droit, et sa conviction intime d'avoir avec lui le bon sens et la justice. Plus tard, le Parti chilien, dans une période de repli et de sectarisme, continuera de revendiquer Recabarren comme sien mais essaiera de dépasser son héritage idéologique. En 1933, le Bureau sud-américain de l'Internationale lui enverra une lettre publique à ce propos, insistant sur la nécessité de se libérer « du lest idéologique de Recabarren qui constitue un obstacle très sérieux, politique et organique pour l'assimilation par le P.C. du marxisme-léninisme, à sa transformation en un véritable parti combatif du prolétariat. » Et la lettre ajoute : « Sans vouloir diminuer les grands mérites que s'est acquis Recabarren dans le mouvement ouvrier chilien, sans oublier que son honnêteté et sa sincérité révolutionnaires l'ont conduit dans les rangs de l'Internationale Communiste, il faut bien considérer que son idéologie et sa ligne politique n'ont pas dépassé celles de la « démocratie bourgeoise ». Ses revendications démocratiques, sa foi dans le suffrage universel, son patriotisme bourgeois, la fondation de notre Parti comme Parti de type social-réformiste, par sa structure, et sa formation comme « fédération » d'organisations purement électorales sa méconnaissance et son incompréhension absolue de la révolution ouvrière-paysanne en tant qu'étape rendue nécessaire par tout le développement, sa conception abstraite de la « révolution sociale » comme idéal lointain et enfin sa collaboration avec la bourgeoisie justifiée comme une politique « réelle », tout ce bagage idéologique laissé en héritage par Recabarren au parti communiste chilien a beaucoup pesé sur son développement. » Quelle que soit la justesse théorique de la critique, il n'en demeure pas moins évident que les consignes de « bolchevisation » des P.C., lancées au cours de la « troisième période » de l'Internationale

tionale, n'eurent au Chili aucun succès pratique, conduisant le Parti à un isolement prolongé et stérile dont il ne sortira qu'avec le renversement d'alliances et de ligne que représenta, avant la Seconde Guerre mondiale, le Front populaire.

Ce bref retour en arrière était peut-être nécessaire à la compréhension du « moment actuel » chilien. En effet, le gouvernement populaire né le 4 novembre 1970 est l'expression et le produit historique de ce développement combiné, unique en Amérique latine, et maintenu, vaille que vaille, jusqu'à présent, des formes politiques de la démocratie bourgeoise et d'un ample mouvement social prolétarien. Mieux encore : le camarade président, Salvador Allende, est lui-même le vivant exemple et comme l'incarnation de cette combinaison, inscrite dans la dialectique même de l'histoire chilienne : *Doctor et Compañero* ; maçon et marxiste ; ancien président du Sénat de la République et militant socialiste sans taches ; de formation bourgeoise et de conviction révolutionnaire ; enraciné dans la réalité provinciale de son pays (encore plus que dans la capitale) et internationaliste conséquent — il est effectivement, comme il aime à le dire, *criollo*, chilien jusqu'à la moelle. Et s'il n'était pas ce condensé d'histoire chilienne, avec tous ses contrastes parfois déconcertants, il n'aurait certainement pas été en condition de rassembler sur son nom la première majorité aux élections présidentielles, ni de jouer ce rôle déterminant qui est le sien à l'heure actuelle. Ce n'est pas un hasard que Salvador Allende ait été appelé par ses compatriotes — comme chef d'Etat et d'un gouvernement légalement constitué — à jeter un pont entre la société du passé et la société de l'avenir, par-dessus, et en quelque sorte à l'aide des contradictions de la société présente.

Le 4 septembre 1970 au soir, la classe dominante et l'impérialisme découvrent sans pouvoir encore le croire qu'ils viennent de subir un revers capital. En fait, le résultat électoral n'est qu'un épisode de plus d'un phénomène beaucoup plus vaste : la crise générale du système capitaliste dépendant et de son expression, le système de domination politique. L'incapacité croissante des groupes dominants à maintenir la façade de légitimité, à formaliser les traditionnels compromis d'intérêts, l'accumulation dans les centres urbains d'une force de travail sans travail et sans qualification que la production industrielle ne peut absorber, la dénationalisation progressive de l'économie et de l'Etat lui-même, l'inflation continue, le chômage, la crise du logement généralisée, l'action directe des paysans dépossédés dans les campagnes, l'élan révolutionnaire de la jeunesse universitaire, l'impact des luttes de libération dans les pays voisins, le refus des masses mises en branle par les programmes de « promotion populaire » de se laisser manipuler par les promoteurs gouvernementaux — débouchent sur une remise en question à tous les niveaux du cadre hégémonique libéral, dont les fissures font apparaître de plus en plus l'armature autoritaire et verticale. Le statu quo est à bout de souffle, et malgré la formidable campagne psychologique de la droite, qui dispose de ressources financières inouïes et de la quasi-totalité des grands moyens de communication, les deux tiers de l'électorat s'accordent sur la nécessité de le remplacer, d'en-

trer dans une voie révolutionnaire « personnaliste et communautaire » pour les démocrates-chrétiens, « populaire et socialiste » pour la gauche. Le candidat démocrate-chrétien signale dans son programme, et ne cesse de répéter dans sa campagne, « l'épuisement du vieux système institutionnel et de l'économie capitaliste et néo-capitaliste, incapable de produire de la richesse, d'offrir du travail et d'assurer l'indépendance de la nation. Le maintien de l'ordre établi est impossible. Le changement institutionnel non seulement est inévitable, il est souhaitable ». Pour programmatiques ou démagogiques qu'elles soient, ces affirmations n'en reflètent pas moins un niveau de conscience majoritaire dans le pays. De son côté, l'Unité Populaire et son candidat conduisent la campagne électorale sans stridences abusives mais sans non plus mettre leur drapeau dans la poche, se distinguant ainsi assez nettement de la campagne de 1964, menée sur la défensive, d'une manière assez électoraliste, moyennant une certaine baisse de la combativité révolutionnaire des masses. En 1970, la campagne et la victoire électorales ont pour toile de fond à la campagne les *tomas de fundos* et l'invasion de terres inoccupées par les syndicats paysans, à la périphérie des grandes villes l'occupation par la force de terrains à bâtir, la constitution de groupes d'autodéfense ou d'organisations communautaires autonomes dans les *poblaciones-callampas*, l'expropriation de banques par quelques commandos révolutionnaires qui passent de plus en plus à l'action directe, l'essor dans tout le pays de grèves et de luttes revendicatives, une répression policière généralisée qui ne recule plus devant la torture ou l'emploi des armes à feu. Pour beaucoup, c'étaient les élections de la dernière chance. Une victoire électorale de la droite autoritaire, aussi mal acquise fût-elle, n'aurait fait qu'exacerber les contradictions jusqu'au point de rupture et libérer un processus irréversible de lutte révolutionnaire armée, dès lors rendue inéluctable. C'est alors qu'intervient

l'un de ces accidents apparemment irrationnels de l'histoire et qui en font tout le sel : la classe dominante s'offre le luxe coûteux, comme on l'a vu, d'étaler au grand jour ses contradictions et ses drames idéologiques en laissant subsister, à côté du représentant de l'Ordre, de la Loi et de la Paix au foyer, un porte-parole convaincu des réformes de structure et de la « voie non-capitaliste de développement », nourri des encycliques de Jean XXIII, de Maritain et d'Emmanuel Mounier, fort au fait, du reste, de la pensée contemporaine. Cette brèche ouverte, la forteresse cessait d'être imprenable, une incursion à l'intérieur des murs devenait possible. Si Paris valait bien une messe, une campagne électorale n'était pas de trop pour enlever les hauteurs dominantes du pouvoir d'Etat, pour prendre pied sur quelques positions stratégiques d'où continuer le combat dans de meilleures conditions. L'échec relatif de la zafra cubaine — celle des 10 millions — a beau ajouter une arme redoutable à la propagande adverse, peu avant le dénouement, Fidel Castro, engagé bien malgré lui et à son corps défendant dans la bataille en cours, remet les choses au point dans une importante entrevue télévisée et, passant à la contre-offensive, déclare que dans ces circonstances particulières, la participation à la campagne électorale est nécessaire et la victoire plausible. Ce qui n'était en somme qu'une lecture réaliste de la conjoncture chilienne.

Dans « les cinquante jours les plus longs » qui suivirent le 4 septembre, la contre-révolution nationale et étrangère, comme l'explique dans la conversation le président Allende, joue sur tous les tableaux et à tous les niveaux : sabotage économique, panique financière organisée, terrorisme, assassinat individuel, manœuvres et négociation politique, assassinat sélectif et préparation de coup d'Etat. Le laps de temps est bref ; on ne change pas des décennies d'histoire en deux mois, on ne s'improvise pas du jour au lendemain putschiste ou terroriste. La grande bourgeoisie et

une bonne partie du haut-commandement militaire, pris de court, s'affolent, malgré l'aide de la C.I.A., et c'est le terrible faux-pas de l'exécution du commandant en chef de l'armée, le général Schneider. Finalement, la force des bonnes habitudes et le poids du juridisme formel se révèlent plus forts que les volontés et les intérêts de la bourgeoisie monopoliste. Bon gré mal gré, le gouvernement en place joue officiellement le jeu « démocratique », dont il se trouve pour ainsi dire prisonnier. De deux maux n'a-t-il pas choisi le moindre ? N'était-il pas conscient qu'une tactique de refus eût déclenché la guerre civile qui aurait, cette fois, à coup sûr et quelle qu'en fut l'issue, provoqué l'éclatement du cadre institutionnel et des mécanismes étatiques de conciliation ? Est-ce parce que le Parti au pouvoir, avec son candidat encore en lice qui avait appelé lui aussi à la révolution anti-impérialiste et anti-capitaliste, ne pouvait sans se renier — ou sans se démasquer — jouer à fond et clairement la carte de la contre-révolution ? Quoi qu'il en soit, la promenade au bord du précipice se termina provisoirement bien, puisque le 24 octobre 1970, moyennant la signature par l'Unidad Popular d'un « Estatuto de Garantías Democráticas » le Congrès en session plénière confirma la décision des urnes et le président Allende put entrer en fonction le 4 novembre 1970.

Critiquée par certains camarades comme inutile et dangereuse (M.I.R., Jeunesse du Parti Socialiste), approuvée par la quasi-totalité de l'Unidad Popular comme inévitable et sans incidence majeure sur le projet de mobilisation politique des masses, la signature de ce Statut de garanties incorporé à la Constitution et visant à assurer la permanence des principes d'organisation de la démocratie libérale — permanence que ne met d'ailleurs pas en question l'Unidad Popular dans la présente étape — représente de toute évidence un compromis tactique. C'est grâce à ce document que la gauche chrétienne, alors représentée par Radomiro

Tomic, a pu neutraliser la droite du parti au pouvoir et déjouer ainsi les manœuvres d'un appareil gouvernemental plus que réticent — en le forçant à se prononcer pour une alliance de fait avec la gauche populaire. Mais dira-t-on, et pas seulement à propos de ce compromis, car il y en a eu et il y en aura d'autres de la même espèce, qui finalement a neutralisé qui ? Qui lie les mains de qui ? Quand on utilise le système juridique de l'Etat bourgeois, n'est-on pas simultanément utilisé par lui — dans les faits ? Ce n'est encore qu'une question — et l'on verra avec quel optimisme résolu y répond le camarade Allende, dans cette entrevue explicitement destinée à la publication. C'est déjà sans doute une appréciation mais cela ne voudrait pas être une critique irresponsable : le militant qui écrit ces lignes, en qualité d'observateur étranger, se souvient d'avoir lu un chapitre de *la Maladie infantile du communisme* au sujet des compromis, et ne partage pas l'opinion de ceux qui les tiennent en général pour irrecevables, indépendamment du rapport de forces et des conditions particulières prévalant, à un moment donné ; pas plus qu'il ne partage l'opinion de ceux qui jugent, quels que soient les circonstances et le pays, indigne d'un révolutionnaire de participer à des élections, voire suspect de les gagner.

Telle est l'ambiguïté chilienne — inévitable dans l'étape actuelle, peut-être transitoire. On retrouve ici, cristallisé et mis au jour dans une conjoncture cruciale, le conditionnement réciproque des termes de la contradiction auquel aboutit la longue coexistence des institutions démocratiques-bourgeoises et du mouvement populaire en ascension. Chacun des termes en présence, imbriqué l'un dans l'autre, joue à la fois comme limite et sanction par rapport à l'autre. L'Etat bourgeois s'est trouvé pris au piège de son discours idéologique : souveraineté populaire — exprimée par les suffrages librement émis dans l'isoloir par tous les citoyens sachant lire et écrire —, culte de la

majesté de la loi, respect de l'ordre constitutionnellement établi par les militaires les plus réactionnaires, garanties individuelles, division des pouvoirs —, autant d'armes qui lui échappaient des mains et revenaient comme un boomerang frapper la classe dominante. On peut voir quelque chose de plus qu'une conduite individuelle d'hypocrisie dans le fait, par exemple, que les têtes du complot antipopulaire se trouvaient être également les responsables du maintien de l'ordre et de la loi, sinon les responsables directs des enquêtes sur le complot — tel ce général Valenzuela, chef de la garnison de Santiago et chargé de faire respecter le couvre-feu proclamé à Santiago au lendemain de l'assassinat du commandant en chef de l'armée, qui était en fait directement impliqué dans le complot en cours, ainsi que d'autres chefs de haut rang. Dans cet invraisemblable imbroglio où le voleur jouait au gendarme et faisait même pour de bon le gendarme, où le terroriste plaidait pour l'ordre et la tranquillité publiques, le putschiste pour le respect de l'autorité civile, on peut lire l'hommage rendu par le vice à la vertu, par l'instinct de classe bourgeois à l'idéologie bourgeoise, par la pulsion inconsciente d'une classe paniquée, aux censures incorporées à la longue dans le « moi collectif » de la classe. Ce double jeu, c'est le joueur attrapé aux règles de son jeu — à celles qu'il avait lui-même dictées. Mais — détermination en retour, différée et peut-être encore méconnue — en trébuchant dans son propre piège, la démocratie bourgeoise n'y tombe pas toute seule. Elle y entraîne avec elle son antagoniste. Non pas simplement parce qu'elle peut réclamer au vainqueur provisoire la monnaie de sa pièce, se dresser devant lui comme le créancier face à son débiteur, mais plus subtilement par un effet d'imprégnation et d'inhibition idéologiques affectant de l'intérieur le mouvement populaire et ses responsables politiques. Ce qui se dresse alors en travers de la route, ce n'est plus la démocratie bourgeoise en personne, en

chair et en os, mais c'est pire : son spectre et sa hantise. Il est hors de doute que les méthodes employées, la voie empruntée ont prouvé au Chili, jusqu'à présent, leur efficacité tactique — confirmant ainsi le principe léniniste de la nécessité d'utiliser jusqu'au bout les instruments limités mis à la disposition des masses exploitées par les républiques démocratiques bourgeoises. Reste à savoir dans quelle mesure le développement ultérieur de la lutte de classes, le libre essor de l'initiative des masses, l'offensive prolétarienne ne s'en trouvent pas hypothéqués dès l'origine, châtrés à la naissance. Ce qui a permis la victoire électorale est aussi ce qui freine sa transformation en victoire tout court. Ce qui a permis l'accès au gouvernement ne sera-t-il pas ce qui interdit l'accès au pouvoir ? Les conditions de genèse du processus ne sont-elle pas aussi les conditions de son blocage ? Telles sont, brièvement condensées, quelques-unes des questions d'ordre stratégique que se posent déjà de nombreux militants et dirigeants des mouvements de l'Unité Populaire. A sa manière, réaliste et circonspecte, le président Allende se les pose aussi, et cette prévoyance est de bon augure. De toute façon, les victoires conquises jusqu'à maintenant sont considérables, les intérêts immédiats des masses laborieuses ont pu être en grande partie satisfaits et consolidés, les tâches du moment sont d'un autre ordre, et il serait insensé de contester la valeur de la marche en avant actuelle sous prétexte que personne ne peut encore dire où elle aboutira en fin de compte. Mais dans la mesure où il n'y a pas plus de bonne tactique sans bonne stratégie que de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, on peut tenir ces questions pour mobilisatrices. Appels à la vigilance qui n'ont de chance d'être écoutés — chacun le sait — que si ceux qui les formulent n'oublient pas à leur tour qu'il n'y a pas plus de bonne stratégie révolutionnaire sans bonne tactique que de théorie sans pratique adaptée aux conditions réellement existantes.

4

De novembre 70 jusqu'à aujourd'hui, janvier 71, le gouvernement populaire n'a pas chômé. En l'espace de quelques deux mois, tandis qu'en de nombreux points du territoire paysans pauvres et ouvriers prenaient librement l'initiative, lui-même passait à l'offensive sur plusieurs fronts : économique, social, diplomatique. Au lendemain de la passation des pouvoirs, la grande bourgeoisie, par la bouche du *Mercurio* résolut de prendre son parti de l'inévitable. Faisant la part du feu elle déclarait souscrire à toutes les « mesures de justice sociale », et s'ingénia durant un mois, mêlant la flatterie et la menace, à détacher Allende des partis ouvriers, parce qu'« un président de la République ne peut être sectaire », c'est-à-dire parce qu'un socialiste au pouvoir se doit d'oublier sa condition de socialiste. Mal lui en prit. Le *compañero Presidente* s'est avéré être le plus « irrécupérable » de tous, inflexible dans l'exécution du programme, insufflant au mouvement populaire dynamisme et audace, pivot de ses diverses composantes et moteur de l'ensemble. A la fin de l'année, il offrit au pays un cadeau de Noël inattendu : étatisation des banques privées, pardessus la tête du Congrès, moyennant le rachat de leurs titres aux petits actionnaires. Cette mesure apparemment anodine revêt une importance capitale au Chili puisqu'elle coupe à sa source, en amont, la puissance économique de la bourgeoisie monopoliste, en lui enlevant son pouvoir d'arbitrage en matière de crédits et de prêts, en la privant à long terme de son contrôle sur les

moyens de production, d'information et de propagande politique. Ce décret marqua la rupture de l'armistice et le début des hostilités ouvertes : réunification accélérée des partis et mouvements de droite, appels publics à la subversion, mobilisation et harcèlement de l'exécutif par tous les pouvoirs aux mains de la bourgeoisie (législatif, judiciaire, couches moyennes de l'administration, sans parler évidemment des grandes chaînes de journaux), absolution systématique des séditeux inculpés par les tribunaux ordinaires mais blanchis par la Cour suprême, résistance armée des latifundistes allectés par la réforme agraire ou l'occupation « illégale » de leurs terres, attentats et projets d'attentats, sans parler bien sûr des préparatifs de coups d'Etat conduits conjointement avec l'étranger et qui par définition se maintiennent dans la clandestinité. La conspiration non plus ne chôme pas.

Ce rythme imprimé à l'action gouvernementale (surprise et rapidité sont d'ailleurs une nécessité politique et technique en matière de nationalisation) a presque pris au dépourvu les masses populaires, qui se retrouvèrent dangereusement en arrière de leur gouvernement. Cette avance, au début rapide, n'aurait pas été possible si l'appareil d'Etat dont héritaient le président Allende et l'Unité Populaire ne s'était pas révélé plus maniable que prévu. C'est un corset, bien sûr, mais étonnamment élastique et jusqu'à un certain point extensible. Il y avait des fissures dans l'armature juridico-politique existante, donnant au nouveau gouvernement une latitude d'interprétation des textes, une marge de liberté d'action qu'il a su utiliser sans retard. En effet, la brève République socialiste de 1932 avait pu promulguer certains décrets-lois dans le domaine économique et financier, qu'elle n'eut jamais le temps d'appliquer mais que les régimes suivants avaient purement et simplement oubliés, ignorés ou mis de côté. Le gouvernement les a exhumés d'un oubli si profond que les meilleures études d'avocats au service

des grands intérêts industriels ont mis plusieurs jours avant de comprendre ce qui se passait, c'est-à-dire en vertu de quelle disposition légale on pouvait exproprier les affaires ou les usines de leurs clients. Il s'agit en fait d'un très vieux décret-loi d'inspiration ouvertement socialiste, autorisant, à travers un organisme d'Etat, « l'intervention du pouvoir central dans toutes les industries productrices d'articles de première nécessité qui enfreignent des normes de fonctionnement librement fixées par l'autorité administrative ». L'arsenal législatif peut ainsi être retourné, jusqu'à un certain point, contre les anciens législateurs. De même, la présence d'un certain nombre d'organismes étatiques ou semi-étatiques traditionnels — héritage du capitalisme d'Etat —, préalablement décrassés et remis en marche, permet un début de contrôle et de planification économiques. Enfin, il est toujours possible de « réformer », voire de changer la Constitution en respectant la Constitution, au moyen d'un plébiscite proposé par le président au « peuple souverain » — procédure exceptionnelle qui n'a pas été utilisée depuis 40 ans.

Aucun problème fondamental n'est résolu par là — et le problème fondamental d'une révolution, comme on le sait, c'est celui du pouvoir. Le Droit Constitutionnel a ses limites. L'échéance véritable n'est que repoussée. Pour le moment, l'appareil d'Etat existant ne répond évidemment pas — ou très inégalement — au contrôle populaire. D'où l'apparition d'une nouvelle espèce de double pouvoir au sein et aux différents niveaux du pouvoir politique. Le défaut de contrôle, on le devine, créait une situation particulièrement délicate en ce qui concerne les appareils de sécurité politico-militaires. Le président Allende et son entourage ont pris l'initiative quant à la sécurité personnelle de l'exécutif, en constituant dès le 5 septembre au matin son propre groupe de protection, public mais sans existence officielle, composé de militants révolutionnaires expérimentés, étrangers à

la « gauche traditionnelle », dont quelques-uns se trouvaient encore à ce moment dans l'illégalité ou en butte aux poursuites judiciaires pour leurs activités militantes. Face aux dangers évidents dont le président élu se trouvait menacé et à la carence provocatrice des organismes de sécurité gouvernementaux, c'était une nécessité impérieuse. Les porte-parole de la droite, avec un pharisaïsme consommé, alléguant les traditions chiliennes de *convivencia pacífica*, feignent l'étonnement et l'indignation, provoquent, mais sans succès, des campagnes de presse. L'effronterie des groupes réactionnaires qui, en sous-main, préparent, directement ou indirectement, une série d'attentats contre la vie d'Allende tout en protestant contre les mesures de sécurité que ce dernier se voit obligé d'adopter, manque vraiment trop de discrétion. Il vaut la peine de relever que le M.I.R. (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) a également mis à la disposition du gouvernement populaire et du compagnon-président — qui lui a rendu publiquement hommage — ses propres services secrets, remarquablement efficaces puisqu'ils ont contribué à prévoir, dévoiler et parfois prévenir diverses opérations subversives de la réaction, conduites avec l'aide de l'étranger. On se rappelle que, sauf le projet d'assassinat du commandant en chef de l'armée, qui ne put être dépiqué à temps, du moins les préparatifs du coup d'Etat avaient été publiquement dénoncés par le M.I.R. au lendemain du 4 septembre avec preuves et détails à l'appui.

Tacticien éprouvé, pragmatique, intuitif. Salvador Allende — et c'est là une des révélations les plus réconfortantes du moment actuel — a aussi démontré qu'il ne reculait pas devant ses responsabilités fondamentales. En cas de crise grave, il ne faudra pas compter sur lui, semble-t-il, pour les hésitations et les accommodements. Sans prétendre au rôle de caudillo, comme il l'explique lui-même dans l'entrevue, le fait est qu'il a gagné un important capital de sympathies et d'adhésions

populaires depuis son arrivée à la présidence. Le peuple chilien et ses secteurs d'avant-garde ont en effet pu assister à la transformation — ou à la transfiguration pour ceux qui croient à la grâce du pouvoir — d'un candidat qui n'emportait pas l'adhésion de tout le monde, même dans ses propres rangs, en un *Compañero Presidente* épanoui, infatigable, audacieux, qui ne cache pas sa volonté farouche de ne pas céder d'un pouce dans la poursuite des objectifs que lui a fixés le mandat populaire. Il n'a pas froid aux yeux. Dans un pays — et plus largement dans un continent — habitué aux promesses démagogiques de candidats au verbe haut qui arrivés au pouvoir se dégonflent en trois mois, l'expérience inverse d'un candidat respecté mais discuté — disons : vu de l'extérieur, avec quelques bonnes apparences de social-démocrate hors-pair — qui, une fois arrivé au fauteuil présidentiel développe une vocation révolutionnaire, suscite chez beaucoup de ses compatriotes, et pas seulement chez eux, un étonnement qui peut aller de la simple sympathie à l'enthousiasme. Cela dit, c'est une chose que le *compañero* Allende, que ses intentions, que ses moyens d'action propres, et c'en est une autre que l'appareil bureaucratique et gouvernemental, forcément plus lent, plus lourd et moins disposé à prendre ou répercuter l'initiative. Bien qu'il n'existe pas de signe visible d'une cassure de l'Unité Populaire malgré toutes les manœuvres de l'adversaire en ce sens, il faut se rappeler que des fissures peuvent se faire jour, que les partis ouvriers et marxistes ne sont pas seuls et que les couches moyennes et inférieures de l'administration n'ont pas été remplacées, en vertu d'une loi votée in extremis sous le régime antérieur interdisant le renvoi des fonctionnaires en place. En d'autres termes, comment répond l'appareil politico-administratif aux poussées ou aux incitations du président et des dirigeants qui l'entourent, c'est là une question qui reste ouverte, à laquelle nous ne sommes pas en mesure de répondre mais que les

lecteurs de la conversation qui suit, s'il s'en trouve, ont intérêt à ne pas perdre de vue.

De même ne faut-il pas oublier que le processus des luttes populaires en plein essor n'est pas toujours canalisé ni même contrôlé par l'appareil gouvernemental. La lutte contre la classe dominante, sur le terrain, a sa propre dynamique et s'invente ses propres formes d'action, qui ne passent pas nécessairement par les voies que l'U.P. s'est tracées. Ce sont souvent des masses inorganisées ou fraîchement organisées qui prennent d'elles-mêmes l'initiative, devançant ou bousculant le contrôle officiel. Ainsi, à la campagne, dans les provinces de Cautin, Valdivia et les zones voisines, un Mouvement Révolutionnaire Paysan se développe-t-il, procédant à des *tomas de fundo* en série, sans consulter auparavant les responsables désignés de la réforme agraire au niveau provincial, ou bien transformant les *Consejos Campesinos* au niveau communal en organes de pouvoir local, désignant leurs représentants en dehors des syndicats existants et se dotant vaille que vaille de moyens rudimentaires d'autodéfense. Dans les banlieues urbaines, les occupations spontanées d'usines par les ouvriers et la formation de conseils de gestion ne seront peut-être plus demain des faits isolés. À l'inverse, les forces réactionnaires prennent à leur tour l'initiative, et développent une dynamique offensive dans la contre-attaque, qui échappe également au contrôle gouvernemental. La contre-attaque réactionnaire ne semble pas encore trouver une réponse adéquate du côté du gouvernement populaire, dépourvu il est vrai de moyens d'action. Cette inégalité est particulièrement sensible sur le plan de l'information de masse, où c'est l'appareil de diffusion dans les mains de la bourgeoisie qui démontre tous les jours qu'elle détient la dynamique de l'information. De nombreuses nouvelles, des mesures gouvernementales, certaines décisions remarquables des partis populaires comme le travail volontaire d'été, le départ d'une masse d'étu

dians révolutionnaires dans les campagnes, les nouvelles formes de gestion démocratique dans quelques centres de production, etc., sont systématiquement défigurés ou purement et simplement passés sous silence. Pendant ce temps, les partis bourgeois publient tous les jours dans la grande presse d'immenses placards incitant les Chiliens à la résistance, leur rappelant qu'« ils ne sont pas seuls » ; ils couvrent les murs d'inscriptions hostiles ou provocatrices auxquelles répondent avec peine les brigades « Ramona Parra » et les brigades « Elmo Catalan », c'est-à-dire l'avant-garde des Jeunesses communistes et des Jeunesses socialistes, qui n'ont pour elles que leur grand esprit de sacrifice et leur volonté militante. Face à l'arrogance croissante de l'ennemi de classe, les contradictions secondaires vont en s'amenuisant au sein des formations révolutionnaires, ou passent au second plan, au bénéfice de la lutte commune contre l'ennemi principal. Même si des divergences subsistent, cette nouvelle conscience unitaire est le trait le plus positif, le plus saillant de la situation actuelle. L'unité d'action entre communistes et socialistes est un fait acquis ; et les conversations, impensables il y a quelques mois, qui ont eu lieu récemment entre les directions du Parti communiste et du M.I.R., au lendemain des graves incidents universitaires de Concepción témoignent du chemin parcouru en un laps de temps aussi bref.

S'il fallait en somme caractériser le rapport de forces qui prévaut aujourd'hui au Chili, en janvier 1971, « équilibre instable » serait au fond l'expression la moins incorrecte. L'apparente solidité, l'apparente tranquillité, presque insouciance, qui règnent à la surface ne peuvent faire oublier la précarité, la fragilité de l'équilibre actuel. Jusqu'à plus ample informé et en dernière analyse, le pouvoir sort de la bouche du fusil, et le gouvernement populaire ne dispose pas de son propre appareil armé, de ses propres institutions de dé-

fense à l'échelon national. Il dispose d'organisations de masse puissantes, de l'adhésion des travailleurs, et de la légitimité constitutionnelle — élément qui mérite d'être souligné quand il s'agit du Chili. Il est probable que si la dynamique révolutionnaire l'amenait à sortir de la légalité établie, le coup d'Etat, trouvant enfin son prétexte et une apparence de légitimité, ne tarderait plus longtemps. Il est tout aussi évident que si la réaction, puissamment aidée de l'extérieur, venait à prendre l'initiative de rompre elle-même le *statu quo* et à se lancer la première dans la lutte armée, alors le fleuve révolutionnaire déborderait de son lit et romprait par contrecoup les digues qui l'enserrent aujourd'hui. Les conditions seraient réunies pour le saut qualitatif, le processus changerait de vitesse et peut-être de nature, jetant les bases, à long terme, d'un nouvel Etat : le Chili aura alors vraiment « changé de base », comme le chante une strophe de *l'Internationale*. En attendant, chacun des camps en présence attend l'autre au coin du bois, l'arme au pied, pour voir qui commettra le premier la faute fatale, qui sortira à découvert avant l'autre.

Pour l'instant, le camp populaire offre deux points faibles par où il pourrait prêter le flanc à une attaque adverse ; d'abord, un retard accentué de la conscience de classe sur l'instinct de classe, c'est-à-dire que la conscience politique des travailleurs ou conscience des intérêts stratégiques à long terme du prolétariat et de ses alliés dans la lutte pour l'hégémonie ne paraît pas à la hauteur de leur volonté spontanée de défendre leurs intérêts vitaux immédiats. Ce décalage n'a rien de surprenant puisque par définition la conscience politique est le fait d'une avant-garde, mais à la longue, dans une période révolutionnaire, la sauvegarde des intérêts immédiats des travailleurs, l'amélioration de leurs conditions d'existence dépendent de leur capacité à transformer une position défensive, parcellaire, statique, en une ligne

d'offensive visant la conquête et la consolidation du pouvoir politique, comme classe nationale responsable. Et, deuxième décalage — redoublement du premier au niveau supérieur —, le retard des organisations de classe (en qualité et en quantité) sur la conscience de classe elle-même. Le fait est notable au niveau syndical (un quart de la classe ouvrière est syndiqué — et le syndicalisme, comme il est naturel, reste imprégné de la vieille mentalité revendicative et de « l'économisme » des mauvais jours); et au niveau politique des partis, particulièrement du parti socialiste dont les qualités d'organisation, de mobilisation des masses et de discipline conséquente n'apparaissent pas, du moins jusqu'à maintenant, à la hauteur de la conscience politique de ses militants ni des responsabilités objectives de ses dirigeants dans la conduite révolutionnaire. Ce phénomène se trouve encore accentué par l'absorption des cadres politiques disponibles dans les appareils administratifs ou gouvernementaux, à l'échelon national ou local, dégarnissant ainsi les formations proprement politiques de direction et d'encadrement, les laissant comme exsangues et hors d'état d'accomplir leurs tâches propres, comme organisations d'avant-garde.

Cette cascade de retards ou de décalages débouche finalement sur une certaine carence de *direction politique*, capable de mobiliser et stimuler à tous les niveaux le mouvement de masses. *La fonction gouvernementale ne peut tenir lieu par elle-même de fonction d'avant-garde politique*. Il s'agit là de deux instances à distinguer dans tout processus révolutionnaire, quel qu'il soit, deux paliers d'action à coordonner mais à séparer, sous peine de confondre les tâches de gestion administrative avec les tâches de direction politique, c'est-à-dire sous peine de tomber dans le bureaucratisme manipulateur ou l'opportunisme autoritaire. Sans doute ces déséquilibres, ces hiatus, ces retards constituent-ils le propre de

toute dynamique révolutionnaire, sa contrepartie et même le meilleur signe de son existence — pour autant qu'une dynamique révolutionnaire signifie l'excès perpétuel des tâches sur les possibilités d'exécution, des besoins sur les ressources. Il reste à combler progressivement ces vides, qui ne se réduisent pas tout seuls; il reste à accompagner le processus des demandes historiques pour ne pas se laisser excessivement distancer par la marche des événements. Ce n'est pas là une question de capacités individuelles mais de capacités d'organisation, c'est-à-dire qu'en dernière instance il s'agit d'avoir, ou de ne pas avoir, une conception juste de la lutte des classes à mener dans une phase nationale-démocratique, et cette responsabilité incombe à une direction politique nationale et à elle seule.

Ce défaut relatif de direction politique ne manque pas d'avoir un effet immédiatement pratique et évident pour tous : le divorce existant aujourd'hui entre la sous-mobilisation des forces révolutionnaires de masses et la surmobilisation, virtuelle et effective, des forces contre-révolutionnaires minoritaires. L'instinct de conservation d'une grande bourgeoisie aux abois peut accumuler à l'insu de tous et libérer d'un coup, au grand jour, une charge explosive insoupçonnée. On sait le sort qu'a réservé l'histoire immédiatement contemporaine aux dirigeants et aux masses populaires qui avaient tendance à croire que l'essentiel était gagné, dès lors qu'on avait les ministères avec soi. L'escalade, pas seulement verbale, de la grande bourgeoisie nationale et internationale contre le gouvernement populaire chilien a de quoi inquiéter; il serait paradoxal, il serait fatal aussi que l'impérialisme et la bourgeoisie monopoliste en arrivent à disposer au Chili d'une avant-garde consciente, mieux préparée, mieux équipée, plus vigilante que les avant-gardes révolutionnaires aujourd'hui existantes, et l'on n'ignore pas que l'histoire des révolutions

contemporaines, particulièrement en Amérique latine, a du goût pour les paradoxes.

Que personne pour autant ne sonne l'alarme sans raison. Le processus révolutionnaire chilien a toutes les chances de suivre la route qu'il s'est tracée, et ceux qui en ont la charge sont bien décidés à le mener à terme. C'est l'intérêt et le devoir de tous les militants, d'où qu'ils soient, de comprendre les singularités de la voie suivie par les camarades chiliens, de les suivre attentivement en chemin, de leur offrir une solidarité lucide et sans réserve. Cette voie exceptionnelle — après tout, l'histoire progresse en zigzaguant d'exception en exception —, n'est encore tracée qu'en pointillé. Il va sans dire, mais cela va encore mieux quand on l'a dit, que la « voie chilienne » s'arrête aux frontières du Chili : comme on verra, Allende se charge lui-même d'en fixer les limites. La révolution latino-américaine a pour voie fondamentale la lutte populaire armée, à laquelle chaque nation, en son temps, donnera les formes concrètes qui lui sont propres. La révolution bolivienne de demain et la révolution brésilienne d'après-demain n'auront sans doute rien à voir avec la voie chilienne actuelle, où la circulation ne semble pas à première vue périlleuse ; ce qui la rend du reste d'autant plus précaire. En effet, les avant-gardes chiliennes, tous les dirigeants révolutionnaires sont conscients du danger qu'implique le fait d'être entré dans une étape profondément nouvelle mais apparemment normale, sans virage brusque, sans rupture, sans épreuve, dans l'alignement de la routine ancienne. Le danger alors, c'est d'aborder et de manier une situation virtuellement révolutionnaire, effectivement critique, avec les schémas idéologiques, les méthodes d'action et en quelque sorte les réflexes hérités des étapes antérieures et dépassées. Si cela était, le gouvernement populaire courrait le risque de ne plus pouvoir rattraper le processus qu'il a lui-même mis en marche, d'en perdre le contrôle et d'aller droit au capotage. « Nous avons fait une

révolution beaucoup plus grande que nous » disait un jour Fidel en d'autres circonstances. C'est la mesure permanente de toute entreprise historique, de la plus futile à la plus grave : les acteurs sont dépassés par le volume et les répercussions de leur propre action. Mais quand la mesure est trop grande, les acteurs sont balayés de la scène par les tempêtes qu'ils ont semées derrière eux. Il serait dommage que les forces qui ont remporté au Chili une première victoire appréciable aient déclenché une dynamique de lutte de classes qui leur échappe, qui soit plus forte qu'elles. Une dynamique dont le contrôle et l'aboutissement requièrent des responsables populaires, et du peuple lui-même, plus que ce qu'il ne peut encore donner, pour l'instant, en matière d'organisation, de direction, de capacité de défense et de contre-attaque (au sens politico-militaire et non seulement technique du terme). Le Chili populaire a réveillé un ennemi cruel, qui ne dort plus que d'un œil et qui est prêt à bondir, à rompre ses entraves institutionnelles, à passer outre à ses inhibitions morales, et à faire sauter ses propres freins. Un ennemi dangereux parce que la peur rend agressif. Pourra-t-il lui faire front ? Et le pourra-t-il à temps ? La réponse à ces questions ne met pas en jeu des individus, des dons ou des qualités personnelles, mais l'organisation de réponses collectives adéquates. Pour ce qui est de Salvador Allende, on se rendra sans doute compte, à la lecture de cette entrevue, qu'il est prêt à se mettre à la hauteur des conséquences de ses propres choix.

En un mot, pour complexes que puissent être les conditions concrètes dans lesquelles elle se pose, l'alternative finale est des plus simples : si le régime populaire ne tient pas bon contre vents et marées, ou bien il ira se perdre doucement dans les sables mouvants du réformisme, ou bien il devra disparaître par un coup de force. Le camarade Allende, quant à lui, ne manifeste aucune disposition, ni pour s'enliser dans les demi-

mesures ni pour tendre la gorge aux longs couteaux de l'ennemi. Reste la première solution : tenir bon. C'est encore un pari, dira-t-on. Rien n'interdit d'espérer qu'il sera gagné.

2

*Entretiens
avec Salvador Allende*

DEBRAY. — Camarade président, est-ce qu'un homme change quand il est au pouvoir ?

ALLENDE. — Vois-tu, Régis, on m'a toujours appelé camarade Allende ; maintenant, on m'appelle camarade président. Il est bien évident que je me rends compte de la responsabilité que cela signifie.

DEBRAY. — Est-ce qu'un militant socialiste change quand il est chef d'Etat ?

ALLENDE. — Non. Je crois qu'un chef d'Etat socialiste reste socialiste ; mais son action doit naturellement tenir compte de la réalité.

DEBRAY. — Qu'un socialiste au pouvoir se sente socialiste et « fasse du socialisme », c'est une grande nouveauté : il n'y en a pas tellement d'exemples, camarade.

ALLENDE. — Je le sais bien, malheureusement ! Il n'y a pas beaucoup de partis socialistes qui soient marxistes au vrai sens du mot.

DEBRAY. — Si nous revenons un peu en arrière, nous voyons que vous êtes l'un des fondateurs du parti socialiste.

ALLENDE. — Oui, c'est exact.

DEBRAY. — Aux environs de 1932 ?

ALLENDE. — En 1933 exactement.

DEBRAY. — Quels ont été les éléments de votre formation personnelle, politique ? Comment en êtes-vous venu à adhérer au parti socialiste ?

ALLENDE. — Je n'ai pas adhéré au parti socialiste, Régis : je suis le fondateur du parti socialiste, l'un des fondateurs.

DEBRAY. — Je vous demanderai alors pourquoi socialiste et non pas communiste ?¹ *

ALLENDE. — Effectivement, lorsque nous avons fondé le parti socialiste, le parti communiste existait déjà ; mais nous avons analysé la

¹ Voir page 150.

réalité chilienne, et nous avons pensé qu'il y avait la place pour un parti, qui tout en ayant une pensée philosophique et doctrinale similaire, une méthode comme le marxisme pour interpréter l'Histoire, serait un parti qui n'aurait pas de lien de type international, — ce qui ne voulait pas dire que nous niions l'internationalisme prolétarien.

DEBRAY. — Je crois comprendre qu'à cette époque il existait un certain sectarisme...

ALLENDE. — Tu le sais très bien, le parti communiste apparaissait comme un parti plus hermétique, plus fermé. Nous pensions qu'il fallait un parti qui, je le répète, sur la base de la même pensée, aurait une conception plus large, une indépendance absolue, avec une autre tactique qui s'appliquerait essentiellement aux problèmes chiliens, avec une position en marge des liens internationaux.

DEBRAY. — Il me semble que la première république socialiste d'Amérique latine a duré douze jours.

ALLENDE. — Pas davantage...

DEBRAY. — Et c'était au Chili ?

ALLENDE. — En 1932.

DEBRAY. — Vous y avez participé et le coup de Marmaduke Grove² a eu une influence sur la fondation du Parti ?

ALLENDE. — Il a eu une influence extraordinaire.

DEBRAY. — Vous avez eu des difficultés par la suite ?

ALLENDE. — A cette époque, avant 1932, j'ai été expulsé de l'Université. C'est la période que l'on a appelé la dictature d'Ibañez³ ; elle n'a pas été vraiment la dictature typique des pays latino-américains ; nous pourrions dire qu'elle a été une dictature molle, la fin d'un gouvernement, d'une situation économique chaotique ; c'est ainsi que le mouvement universitaire a dû se heurter à la dictature, comme il arrive généralement. J'ai participé à ce mouvement, et c'est pour cette raison que j'ai été expulsé

de l'université, et que j'ai été mis en prison.

DEBRAY. — Vous avez eu des procès ?

ALLENDE. — Oui, j'ai eu cinq procès, je suis passé devant la cour martiale. Quand la République Socialiste de Marmaduke Grove est tombée, je faisais mon internat de médecine à Valparaiso, et c'est à ce moment-là que j'ai prononcé à l'École de Droit, en tant que dirigeant universitaire, un discours qui a entraîné mon arrestation. Certains de mes parents ont également été arrêtés, et notamment mon beau-frère, frère de Marmaduke Grove, et un de mes frères, qui ne faisait pratiquement pas de politique. Comme tu le vois, nous avions des liens familiaux extrêmement étroits avec Grove. Nous avons été jugés par une cour martiale qui nous a remis en liberté. Ensuite, nous avons été arrêtés une seconde fois, et nous sommes passés une nouvelle fois en cour martiale. Mon père était malade, on lui avait amputé une jambe, et la gangrène se déclarait dans l'autre ; il était au plus mal, et c'est pour cette raison qu'on nous a permis, à mon frère et à moi, d'aller voir notre père. Comme j'étais médecin, je me suis rendu compte de l'extrême gravité de son état ; j'ai pu parler quelques minutes avec lui, et il a eu la force de nous dire qu'il ne nous léguait aucun bien matériel, seulement une éducation propre et honnête. Il est mort le lendemain. A son enterrement, j'ai déclaré que je me consacrais à la lutte sociale : je crois que j'ai tenu ma promesse.

DEBRAY. — J'aimerais savoir autre chose. Je sais que vous n'êtes pas un théoricien ; mais votre action, vos discours dénotent, disons, une solide base conceptuelle ; j'en viens à me demander comment vous vous êtes approché du marxisme-léninisme.

ALLENDE. — A l'époque où j'étais étudiant, — je te parle de 1926-1927 quand j'ai commencé ma

médecine —, les étudiants de médecine étaient les plus avancés.

DEBRAY. — Ce n'étaient pas les philosophes ou les « humanistes » de la Faculté de Lettres ?

ALLENDE. — Non, par tradition, c'était nous, les étudiants de médecine : nous vivions à l'époque dans un quartier très modeste, nous partagions pratiquement la vie du peuple, nous étions pour la plupart des étudiants venus de province, et le soir nous nous réunissions dans la pension où nous habitions, et nous lisions *le Capital* à haute voix ; nous lisions aussi Lénine et Trotsky.

DEBRAY. — On dit que c'est cela qui vous différencie des camarades du parti communiste — qui ne lisaient pas Trotsky, je suppose.

ALLENDE. — Je crois que certains te diront que le parti communiste ne le lisait pas. Mais nous, nous n'avions pas de frontières. Je sais parfaitement bien qu'il n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, mais je suis surtout un homme qui a agi. Depuis l'époque où j'étais étudiant, je suis en première ligne et cela m'a appris beaucoup de choses.

DEBRAY. — C'est ce que certains appellent l'Université de la vie ; mais il y en a une autre aussi, c'est celle des livres ; et je vais vous poser une question précise : est-ce que vous avez lu *l'Etat et la Révolution* de Lénine ?

ALLENDE. — Oui, bien sûr.

DEBRAY. — Très bien, parce que nous allons certainement en parler.

ALLENDE. — Dans plusieurs de mes discours au parlement, j'ai cité des passages de cet ouvrage, ce qui m'a valu les critiques des porte-parole de la presse réactionnaire. Pendant la dernière campagne présidentielle, l'un de ces porte-parole, le journal *El Mercurio*, a reproduit des passages d'un de mes discours et des passages de l'ouvrage de Lénine pour bien prouver que j'avais l'intention de « supprimer l'Etat bourgeois ». Je pense que des ouvrages

fondamentaux comme *l'Etat et la Révolution* contiennent des idées essentielles mais qu'ils ne peuvent pas être utilisés comme un catéchisme.

DEBRAY. — J'ai toujours entendu dire que vous aviez eu des rapports avec la franc-maçonnerie, alors que vous êtes marxiste ; vous savez qu'il y a eu à un certain moment une discussion très importante au sein du mouvement ouvrier international. Vers 1920 par exemple, on a expulsé en France les franc-maçons du parti communiste, qui était à l'époque en formation. Voyez-vous une contradiction entre votre prétendue relation avec la franc-maçonnerie et votre position marxiste, votre position de classe ?

ALLENDE. — Je voudrais d'abord te rappeler, Régis, que le premier secrétaire général du parti communiste français était franc-maçon.

DEBRAY. — Bien sûr...

ALLENDE. — C'est à partir de la Troisième Internationale que l'incompatibilité s'est instaurée.

DEBRAY. — C'est exact.

ALLENDE. — J'appartiens personnellement à une tradition maçonnique. Mon grand-père, le docteur Allende Padín, a été Grand Maître de l'Ordre Maçonnique, au siècle dernier, à une époque où être franc-maçon signifiait lutter. Les Loges Maçonniques, les Loges Lautarines' ont été les piliers de l'indépendance et de la lutte contre l'Espagne.

DEBRAY. — Bolivar et Sucre étaient francs-maçons.

ALLENDE. — C'est exact. Alors tu comprends qu'avec une telle tradition familiale, et aussi parce que la franc-maçonnerie a lutté pour des principes fondamentaux tels que la Liberté, l'Egalité et la Fraternité, on peut avoir ce genre de relations. Cela dit, j'ai maintenu au sein de la franc-maçonnerie qu'il ne peut y avoir d'Egalité en régime capitaliste, même la moindre chance d'égalité ; qu'il ne peut pas exister de

Fraternité quand il y a exploitation de classe ; et que la Liberté authentique est une chose concrète et non pas abstraite. Je donne donc aux principes maçonniques le contenu réel qu'ils doivent avoir. Bien sûr, je sais parfaitement qu'il y a des pays où la franc-maçonnerie ne pourrait pas être considérée comme conforme à ces principes.

DEBRAY. — Vous-même, camarade Président, vous venez d'une famille assez aisée, d'une famille bourgeoise dirons-nous...

ALLENDE. — Si nous prenons une définition orthodoxe, je suis d'une famille bourgeoise ; mais j'ajoute que ma famille n'a pas été liée au secteur économiquement puissant de la bourgeoisie. Mes parents ont exercé des professions dites libérales, et les ancêtres de ma mère ont fait de même.

DEBRAY. — Et politiquement, quelle était leur position ?

ALLENDE. — Au Chili, au siècle passé, la lutte contre le conservatisme a été extrêmement violente et elle s'est présentée comme une lutte de caractère religieux. Les conservateurs s'opposaient aux initiatives de progrès, comme par exemple l'instauration de l'éducation laïque. Tous mes oncles ainsi que mon père ont été militants du Parti Radical à une époque où être radical signifiait indiscutablement avoir une position avancée. Mon grand-père a fondé la première école laïque du Chili et on l'a appelé « Allende le Rouge » à cause de sa position...

DEBRAY. — Ainsi depuis tout ce temps...

ALLENDE. — Depuis, la famille n'a pas changé d'opinions.

DEBRAY. — Une tradition familiale a pu influencer votre formation ; vous rappelez-vous un autre type d'influence ?

ALLENDE. — Quand j'étais jeune, à l'époque où j'avais entre quatorze et quinze ans, je fréquentais la boutique d'un cordonnier anar-

chiste qui s'appelait Juan Demarchi pour l'écouter parler et pour échanger des impressions avec lui. Cela se passait à Valparaiso alors que j'étais lycéen. Après les cours, j'allais bavarder avec cet anarchiste qui a eu une grande influence sur ma vie de jeune homme. Il avait 60 ou 63 ans, et il acceptait de bavarder avec moi ; il m'a appris à jouer aux échecs, il me parlait des choses de la vie et il me prêtait des livres.

DEBRAY. — Quels livres ?

ALLENDE. — Tous des livres essentiellement théoriques, comme ceux de Bakounine par exemple. C'étaient surtout ses commentaires qui étaient importants, parce que je n'étais pas porté sur les lectures sérieuses et que lui me les rendait simples avec cette facilité et cette clarté qu'ont les ouvriers qui ont beaucoup appris.

DEBRAY. — Ensuite vous êtes entré dans la carrière politique ; vous avez été député ?

ALLENDE. — Oui. Mais j'ai d'abord commencé la carrière de médecin. J'ai été dirigeant universitaire et ensuite, j'ai dû passer quatre concours pour pouvoir me présenter dans les hôpitaux. J'étais le seul candidat et pourtant je n'ai pas été nommé en raison de mes activités comme étudiant. Je suis entré comme assistant d'anatomie pathologique. Autrement dit, mon premier travail a été très difficile, très pénible je devais faire des autopsies. Toujours à Valparaiso, en dehors de mon travail, j'ai été militant du Parti, et c'est pratiquement moi qui ait fondé le Parti à Valparaiso. J'ai parcouru les montagnes, j'ai visité les quartiers, je me rendais à la campagne...

DEBRAY. — Autrement dit, quand vous retournez à Valparaiso, vous vous y sentez chez vous...

ALLENDE. — J'ai toujours dit que ma carrière politique a commencé à Valparaiso, c'est mon pays ; et je suis le premier président de Valparaiso.

DEBRAY. — Après avoir été élu député de Valpa-

raiso, il paraît que vous avez été, très jeune, ministre du Front Populaire ?

ALLENDE. — A trente ans, j'ai été ministre de Pedro Aguirre Cerda. Regarde cette photo, c'est Don Pedro ; c'est un homme qui avait de grandes qualités humaines, il était très bon et, ce qui est assez intéressant, sa pensée s'est radicalisée au contact du peuple. C'était, au début, le prototype de l'homme politique bourgeois radical ; et au contact de la loyauté et de l'affection du peuple, il s'est transformé peu à peu en homme aux convictions plus profondes et beaucoup plus proches des revendications populaires. Mais il n'a jamais cessé d'être un radical, et il n'a jamais voulu être autre chose. C'était le Front Populaire ; à cette époque, s'il est vrai que les partis étaient les mêmes qu'aujourd'hui, l'hégémonie appartenait cependant au Parti Radical, qui était le parti de la bourgeoisie ; et c'est toute la différence qu'il y a aujourd'hui entre l'Unité Populaire et le Front Populaire d'alors : dans l'Unité Populaire, aucun parti n'a l'hégémonie, mais l'hégémonie appartient à une classe, qui est la classe ouvrière, et il y a un président socialiste marxiste.

DEBRAY. — Ensuite vous êtes resté au Congrès, et vous avez même été président du Sénat ces dernières années. Comment un homme de la petite bourgeoisie, avec toutes ces attaches parlementaires, maçonniques, idéologiques et sociales peut-il demeurer conséquent avec une ligne d'action révolutionnaire ? Après avoir traversé tant d'institutions bourgeoises, et parmi les plus représentatives du système, comment avez-vous réussi à vous transformer en un dirigeant de masses, responsable d'un mouvement qui tend vers la révolution ?

ALLENDE. — J'ai souvent pensé à cette question. Il y a d'abord un engagement intellectuel qui apparaît dans la jeunesse, et par la suite apparaît l'engagement réel avec le peuple ; je

suis un homme de parti, et j'ai toujours travaillé avec les masses. Je me sens un homme politique chilien très lié avec le peuple. N'oublie pas que la grande majorité des révolutionnaires sont venus de la petite et moyenne bourgeoisie. Certains d'entre eux, sans avoir eu à souffrir eux-mêmes de l'exploitation, l'ont comprise, l'ont ressentie, et ont pris place auprès des exploités contre les exploités. Dans les institutions que tu as énumérées, j'ai toujours apporté ma position politique, et celle-ci a toujours représenté les aspirations de justice sociale du peuple, exactement comme elle les représente aujourd'hui.

DEBRAY. — Bien, passons à autre chose. Camarade président, vous avez 60 ans.

ALLENDE. — Oui, et bien remplis !

DEBRAY. — Vous appartenez à la génération des Betancourt, Haya de la Torre, Arevalo et tutti quanti... Aujourd'hui, cette génération est liquidée politiquement. Ces hommes font partie de la préhistoire de l'Amérique latine, et vous, vous êtes en pleine histoire contemporaine et vous êtes tourné vers l'avenir. Pourquoi, eux, sont-ils restés en chemin, et pourquoi, vous, avez-vous continué ?

ALLENDE. — Ce que tu viens de dire est un peu dur, mais c'est exact. Voici ce qui s'est passé : le Parti Socialiste, lorsqu'il avait deux ou trois ans, a convoqué ici, au Chili, un congrès des Partis Populaires d'Amérique latine. Sont venus, à cette occasion, les représentants de l'A.P.R.A., d'autres mouvements de type populiste, mais il apparaissait déjà une différence, parce que le Parti Socialiste était un parti marxiste, et que nous étions catégoriquement anti-impérialistes. L'A.P.R.A. aussi, à cette époque, se présentait comme un parti anti-impérialiste. La vérité est triste. Que s'est-il passé ? Lorsque les partis populaires sont arrivés au pouvoir, par exemple dans le cas du Venezuela, notamment l'« Acción Democrática », ils n'ont

pas su montrer leur décision de faire les transformations nécessaires ; ils n'ont pas lutté pour transformer le régime et le système ; au contraire, ils se sont mis d'accord avec l'impérialisme. L'A.P.R.A. par exemple, n'est pas arrivée au pouvoir, mais sous prétexte de s'ouvrir une voie, elle s'est modérée, elle a changé d'attitude face à l'impérialisme. C'est pourquoi, ces partis, dépassés par l'Histoire, ne représentent pas, ne traduisent pas les aspirations du peuple latino-américain.

DEBRAY. — Vous avez connu personnellement beaucoup de ces dirigeants ?

ALLENDE. — Oui, tous. Betancourt, par exemple, a vécu au Chili. J'étais ministre de la Santé Publique de Don Pedro Aguirre Cerda lorsque Betancourt est arrivé ici en exil. Nous étions assez amis.

DEBRAY. — Et vous l'avez aidé ici ?

ALLENDE. — Nous étions amis ; il habitait en face de chez moi, et nous bavardions tous les jours. Je dois te dire que c'est un homme extrêmement habile, un grand journaliste, un orateur admirable ; il a participé à beaucoup de meetings du parti socialiste.

DEBRAY. — Autrefois, je crois qu'il y avait ici une photo de Betancourt.

ALLENDE. — Il y a plusieurs années qu'elle n'y est plus ; depuis la rupture entre le parti socialiste et l'Acción Democrática.

DEBRAY. — Quand ?

ALLENDE. — Il y a au moins 12 ou 15 ans.

DEBRAY. — Quand avez-vous pris conscience du problème de l'impérialisme ? quand avez-vous découvert votre vocation anti-impérialiste ? les autres ne l'ont jamais découverte ou bien, s'ils l'ont découverte, ils l'ont abandonnée... Quand êtes-vous entré dans les rangs anti-impérialistes ?

ALLENDE. — Je crois que ceux qui ont lu Lénine, et notamment *l'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, possèdent déjà les bases théo-

riques. Cette question de l'impérialisme revêt une importance primordiale dans les pays sous-développés, et tout particulièrement en Amérique latine. Les socialistes se sont rendu compte que notre ennemi numéro un est l'impérialisme ; c'est pourquoi nous avons donné la priorité à la libération nationale, et que nous continuons actuellement. Au cours des dernières années, la pénétration et la domination du capital étranger se sont accentuées au point de rendre presque invisible la bourgeoisie nationale. Le Parti Socialiste a une tradition anti-impérialiste liée historiquement au mouvement connu dans notre pays sous le nom de « Révolution Socialiste », et qui commence le 4 juin 1932. Bien que de courte durée, ce mouvement a laissé des traces profondes dans la pensée progressiste. Dans le « Programme d'Action Economique Immédiate » des révolutionnaires de 1932, que j'ai en main, on peut lire : « Notre classe privilégiée a vécu dans l'ivresse du luxe et de la mollesse que lui offrait le capital étranger en échange de nos richesses naturelles et de la misère du peuple. »

DEBRAY. — Mais cet anti-impérialisme, c'était l'élément central du Front Populaire qui est né en 1936 au Chili et qui est arrivé au gouvernement en 1938 ?

ALLENDE. — Nous avons eu conscience que le Front Populaire représentait incontestablement un grand progrès, parce qu'il faisait entrer la petite bourgeoisie au pouvoir, parce qu'il organisait la classe ouvrière dans une Confédération des Travailleurs. Mais, en même temps, nous avons parfaitement bien compris que la dépendance économique impliquait la soumission politique. Et s'il est vrai que le Front Populaire représentait un pas en avant, il ne pouvait pas représenter la libération politique et la souveraineté entière qui était subordonnée à la dépendance économique. Nous agissions dans le Front Populaire en ayant cons-

ciences que c'était une étape, mais nous voyions que les problèmes de fond ne pouvaient pas être résolus. Pourquoi ? parce que nos richesses fondamentales étaient aux mains du capital étranger. Cette expérience vécue a donc renforcé notre conviction que la lutte essentielle dans les pays capitalistes dépendants ou « en voie de développement », est la lutte anti-impérialiste : c'est là le fond, la base, des autres transformations de structure.

DEBRAY. — A l'époque de Pedro Aguirre Cerda, la dominante était davantage anti-fasciste.

ALLENDE. — Rappelle-toi bien l'époque que nous vivions alors : la guerre d'Espagne, la deuxième guerre mondiale... Logiquement, face à l'alternative démocratie bourgeoise ou fascisme, nous étions du côté de la démocratie bourgeoise, de même que tous les autres mouvements ouvriers du monde.

DEBRAY. — Sur quelle base s'est produite cette rupture avec tous ces hommes dont nous avons parlé ? Pourquoi avez-vous rompu avec les dirigeants latino-américains de votre génération ?

ALLENDE. — Parce que nous avons compris que même s'ils avaient pris le gouvernement, comme dans le cas du Venezuela, ces dirigeants n'avaient pas le pouvoir, parce qu'ils avaient laissé persister le contrôle du capital étranger sur leurs richesses fondamentales. Autrement dit, ils n'ont pas cherché l'indépendance économique de leur pays.

DEBRAY. — La Révolution cubaine n'aurait-elle pas joué un rôle dans votre rupture avec ce que nous pourrions appeler la social-démocratie latino-américaine ?

ALLENDE. — Nous avons d'abord rompu avec l'A.P.R.A. et le parti de Betancourt. Par la suite, il ne fait pas de doute que la Révolution cubaine a eu une influence extraordinaire, parce que nous avons vu, avec encore plus de clarté, ce qu'est l'impérialisme, et qu'aucune frontière ne l'arrête lorsqu'il veut défendre

ses intérêts. Mais nous aussi, nous gardons le souvenir de plus de cinquante débarquements des *marines* en Amérique latine. Et tu dois te souvenir, par exemple, que Sandino¹ est un personnage qui fait partie de la lutte sociale du continent.

DEBRAY. — Fait-il aussi partie de la mentalité chilienne, de la conscience historique chilienne ?

ALLENDE. — Il a toujours été présent. Les partis populaires se sont toujours souvenus de Sandino. N'oublie pas aussi que Bolívar lui-même a dit : « Les Etats-Unis veulent plonger l'Amérique dans la misère au nom de la liberté. »

DEBRAY. — Ceci explique alors pourquoi, depuis longtemps déjà, le parti socialiste chilien n'a rien à voir avec la social-démocratie européenne.

ALLENDE. — Rien à voir, absolument. Rien à voir non plus, avec certains partis qui se disent socialistes en Europe.

DEBRAY. — Je crois, camarade président, que vous avez été l'un des premiers hommes politiques qui sont allés à Cuba après le triomphe de la Révolution.

ALLENDE. — C'est exact.

DEBRAY. — Quel a été votre premier contact avec la Révolution cubaine ?

ALLENDE. — Je me trouvais au Venezuela, à l'occasion de l'entrée en fonctions de Betancourt, et comme il me restait quelques dollars, j'ai eu l'idée d'aller voir Cuba. Fidel Castro était déjà entré à La Havane : Fidel a dû entrer à La Havane le 6 ou le 5 janvier 1959. Je suis arrivé à Cuba le 20 janvier à un moment extrêmement bizarre. J'étais à l'hôtel, et cet après-midi-là, il y a eu un défilé qui m'a beaucoup frappé et que j'ai trouvé tout à fait incroyable. A la tête de ce défilé, il y avait deux cents policiers de Miami, suivis du maire de Miami en voiture découverte et, je crois, du maire de La Havane. Le lendemain, j'avais l'intention de prendre l'avion et de rentrer au Chili, quand

j'ai rencontré Carlos Rafael Rodriguez' que j'avais connu au Chili ; il m'a demandé : — Que fais-tu ici ? Je lui ai répondu : — Je suis venu voir cette révolution, mais comme il n'y a pas de révolution, je m'en vais... Qu'est-ce que c'est que cette révolution où je trouve la police de Miami... Il m'a dit alors : — Tu fais une erreur, Salvador, reste ici, parle avec les dirigeants. Je lui ai dit : — Non, je m'en vais... — mais il a tellement insisté, et comme, en outre, je connaissais Carlos Rafael, que je lui ai dit : — D'accord, mais alors, mets-moi en contact avec les dirigeants...

Effectivement, cet après-midi-là, j'ai reçu un appel d'Aleyda que je ne connaissais pas, je ne savais pas qui c'était ; c'était la secrétaire du Che, elle n'était pas encore mariée au Che et elle m'a dit : — Le commandant Guevara va vous envoyer sa voiture et il vous attend à la caserne de la Cabaña.

Je suis arrivé là-bas, et le Che était là, il était étendu sur un lit de camp, dans une pièce immense, où je me souviens qu'il y avait un lit de bronze. Mais le Che était étendu sur le lit de camp. Il était torse-nu et en pleine crise d'asthme ; il avait son inhalateur et j'ai attendu que la crise passe. Je me suis assis sur l'autre lit et je lui ai dit :

— Commandant...

Mais il m'a interrompu :

— Ecoutez, Allende, je sais très bien qui vous êtes, j'ai entendu deux de vos discours pendant la campagne présidentielle de 1952 : l'un très bon, et l'autre très mauvais, alors parlons en toute confiance parce que j'ai une opinion très claire de ce que vous êtes.

Je me suis rendu compte ensuite de la qualité intellectuelle, du sens humain, de la vision continentale qui était celle du Che, et de sa conception réaliste de la lutte des peuples. Il m'a mis en rapport avec Raúl Castro et ensuite, immédiatement, je suis allé voir

Fidel. Je m'en souviens comme si c'était aujourd'hui. Il était en plein Conseil des ministres. Il m'a fait entrer, et j'ai assisté à une partie de la réunion. Nous avons dîné, et ensuite, nous sommes sortis bavarder avec Fidel dans un salon.

Il y avait des paysans qui jouaient aux échecs et aux cartes, étendus par terre, avec des mitraillettes. Dans un petit coin libre, nous sommes restés longtemps ensemble. Je me suis rendu compte de ce qu'était Fidel, j'ai compris ce qu'était Fidel.

DEBRAY. — Pour résumer un peu, disons que le Chili a sa propre voie vers le socialisme, mais que vous avez suivi de près la révolution cubaine depuis douze ans. Bien entendu, il n'existe pas de modèle, il n'existe pas de choses qu'il faut imiter mécaniquement... mais, dites moi, quelle leçon personnelle vous a donnée la révolution cubaine ?

ALLENDE. — Une leçon extraordinaire. D'abord, un peuple uni, un peuple conscient de sa tâche historique, est un peuple invincible, surtout quand il a des dirigeants conséquents, quand il a des hommes capables de comprendre le peuple, de sentir qu'ils sont le peuple devenu gouvernement. C'est le cas de Fidel, c'est le cas du Che.

DEBRAY. — Vous parlez de Fidel. D'où est née cette amitié entre vous deux ?

ALLENDE. — En réalité, dès le premier moment, j'ai été impressionné par cette intelligence débordante, par cette chose incroyable et étourdissante, car c'est une espèce de cataracte humaine, par sa franchise ; et notre amitié a été quelquefois marquée de...

DEBRAY. — ... de discussions...

ALLENDE. — De discussions profondes et serrées.

DEBRAY. — Mais toujours avec franchise.

ALLENDE. — Toujours.

DEBRAY. — Comment Fidel a-t-il réagi quand il a

appris le triomphe de l'Unité Populaire au Chili ?

ALLENDE. — Il m'a envoyé une première page du journal *Granma*, le journal officiel de la révolution cubaine, qui a publié la nouvelle de notre victoire électorale sur toute sa largeur. Il était allé à la rédaction du journal pour attendre des nouvelles du Chili, et sur cette première page, sur laquelle se détachait la nouvelle de notre triomphe sur l'impérialisme, il a écrit un salut qu'il a signé, et qu'il a fait signer ensuite à tous ceux qui étaient avec lui. Je garde cette première page en souvenir. Ensuite, il m'a téléphoné le lendemain des élections pour nous saluer.

DEBRAY. — Camarade président, vous m'avez parlé du Che. Quels ont été vos rapports personnels avec lui ?

ALLENDE. — Je t'ai dit que la première fois que je suis arrivé à Cuba, j'ai été mis en rapport avec le Che, et que, dès cet instant, j'ai senti pour lui de l'amitié, du respect, et je crois que je pourrais te dire que j'ai été un ami du Che. J'ai un portrait de lui avec une dédicace qui dit : « A Carmen Paz, Beatriz, et María Isabel, avec l'affection fraternelle de la révolution cubaine et la mienne en particulier. »

Ceci te montre qu'il connaissait mes filles, qu'il savait que nous avions tous pour lui de l'amitié, de l'affection ; mais surtout, je veux te montrer quelque chose qui a une valeur inestimable pour moi ; quelque chose d'exceptionnel que je conserve comme un trésor : *La guerre de guérilla*. Cet exemplaire était sur le bureau du Che. Ce doit être le second ou le troisième exemplaire, parce que j'imagine que le premier a été donné à Fidel. Et il y a une dédicace qui dit : « A Salvador Allende qui essaie d'obtenir la même chose avec d'autres moyens. Amicalement. CHE. »

Je te rappelle qu'ensuite, en 1961, a eu lieu

en Uruguay, à Punta del Este, une conférence économique au cours de laquelle le président des U.S.A., John Kennedy, a lancé son programme de l'« Alliance pour le Progrès ».

Le Che a assisté à cette réunion et il y a prononcé sa critique célèbre et prophétique de ce programme démagogique. Dans le même temps, les organisations anti-impérialistes uruguayennes m'ont invité à participer à une réunion destinée à répondre à celle qui se tenait à Punta del Este et qui a eu lieu à Montevideo. Un autre des invités était le Che et c'est ainsi que nous avons pu nous retrouver, cette fois en Uruguay. J'ai fait deux discours et le Che un, qui a clôturé les journées anti-impérialistes qui s'étaient tenues dans le salon d'honneur de l'université de Montevideo. En sortant, après le discours du Che, celui-ci m'a dit :

« Salvador, sortons séparément, pour ne pas offrir une cible unique en cas d'attentat. »

Nous avons quitté l'endroit séparément. Nous avons appris ensuite qu'il y avait eu un attentat, qu'un agent réactionnaire inconnu avait tiré sur les personnes qui attendaient la sortie des dirigeants politiques, et qu'un professeur uruguayen avait été assassiné. Cette nuit-là, le Che m'a invité à l'hôtel où il était descendu pour bavarder pendant le dîner. A cette occasion-là, il m'a présenté à sa mère qu'il aimait beaucoup. Au cours de la conversation, il m'a fait part d'un secret : le lendemain, il devait se rendre à Buenos-Aires, à titre privé, invité par le président argentin de l'époque : Arturo Frondizzi. Le voyage se réalisa... et la conséquence de l'entrevue privée, mais naturellement politique, fut la chute de Frondizzi. Peu après, le président du Brésil : Janio Quadros, devait être destitué pour avoir décoré le Che pendant sa visite au Brésil. La nouvelle de l'assassinat du Che m'a causé une peine profonde. J'ai partagé la douleur de

milliers et de milliers de mes compatriotes. Je dois te dire, Régis, que j'ai connu beaucoup d'hommes chargés des plus hautes responsabilités. Mais il y en a deux, qui m'ont impressionné par quelque chose que je n'ai pas trouvé chez les autres, par leur regard : Che Guevara, et Chou-En-laï. Dans le regard de ces deux hommes, il y avait une force intérieure et de la fermeté, il y avait de l'ironie. Quand je parlais avec le commandant Guevara, et que je le regardais, je savais la réponse avant qu'il me la donne en paroles. J'ai vu plusieurs fois dans ses yeux de la tendresse et de la solitude. Ce qui m'a toujours frappé, c'est cette réponse silencieuse que je voyais dans ses yeux.

DEBRAY. — Après l'assassinat du Che, pendant la dictature militaire en Bolivie, avez-vous eu l'occasion de manifester dans différents domaines votre solidarité avec la lutte révolutionnaire de ce pays-frère ?

ALLENDE. — J'étais président du Sénat, tu le sais quand sont arrivés les guérilleros, qui avaient accompagné le Che. Je suis allé les rejoindre à Iquique, et ensuite je suis allé à l'île de Pâques et à Tahiti avec eux. Là-bas, Pombo, Benigno et Urbano ont écrit dans ce livre, *la Guerre de Guérilla*, que j'avais sur moi : « Camarade, dans le livre que le Che vous a offert, nous voulons que ces mots restent pour lui l'hommage de ceux qui ont été ses compagnons de la guérilla bolivienne. »

DEBRAY. — C'était courageux de votre part, parce que je crois comprendre que la droite a beaucoup profité de ce geste de solidarité pour monter quelques provocations, pour crier de tous les côtés « Allende viole la voie démocratique ». Là, il a fallu que vous vous défendiez, il a fallu aussi que vous attaquiez toute la bourgeoisie qui vous tombait dessus.

ALLENDE. — Il a fallu se battre violemment, et je crois que pendant les dix jours que j'ai passés hors du Chili, on a surtout utilisé contre moi

l'ironie, le sarcasme, la moquerie, la dérision. A partir de ce moment-là, je suis passé du rôle d'attaqué au rôle d'attaquant et, sans modestie, je dois dire que j'ai balayé mes détracteurs, et que dès cet instant, les attaques ont cessé. On voulait en outre me censurer, et me faire quitter la présidence du Sénat. On n'a pas finalement osé s'y risquer^o.

DEBRAY. — Au moment de la passation des pouvoirs, au stade national, lorsque vous avez prononcé votre premier discours politique de président, il se trouvait un portrait du commandant Guevara. Vous en avez parlé comme d'un exemple pour la jeunesse chilienne. Je vais vous poser une question : pourquoi, alors que vos positions politiques sont différentes de celles du Che, continuez-vous à défendre le drapeau de Che Guevara, de la révolution cubaine, de l'internationalisme latino-américain ?

ALLENDE. — Parce que je crois, sans aucune hésitation, que dans la vie de l'Amérique latine, il n'y a pas eu souvent, il n'y a peut-être jamais eu, un homme qui ait montré plus de conséquence dans ses idées, de générosité, de désintéressement. Le Che avait tout ; il a renoncé à tout pour rendre la lutte continentale possible. La réponse à ta question se trouve dans la dédicace du livre du Che : « Pour Allende, qui essaie d'obtenir la même chose par d'autres moyens. » Il y avait, sans aucun doute, des différences, mais des différences formelles. Sur le fond, nos positions étaient semblables.

DEBRAY. — Des différences de tactique...

ALLENDE. — C'est cela. Tout dirigeant doit procéder à une analyse concrète de la situation concrète ; c'est l'essence du marxisme. C'est pourquoi chaque pays trace sa propre tactique en fonction de sa propre réalité.

DEBRAY. — Après l'arrivée des guérilleros latino-américains ici, quand ils ont réussi à rompre l'encerclement militaire bolivien en février

1968, je crois que vous êtes allé au Canada à une conférence de solidarité avec le Vietnam et que vous avez fait ensuite un voyage dans les pays révolutionnaires d'Asie.

ALLENDE. — J'ai été invité en Corée et au Vietnam.

DEBRAY. — Est-ce que ce voyage a eu une influence sur votre pensée politique ?

ALLENDE. — Naturellement. Il n'a pas modifié ma pensée politique, mais il l'a renforcée. J'ai été fortement impressionné par le niveau de développement économique qu'a atteint la Corée, — compte-tenu de ce qu'a signifié la lutte de la Corée et du fait que le premier armistice signé par l'armée américaine l'a été avec les Coréens. Compte-tenu aussi de l'existence de la Corée du Sud. Ensuite, au Vietnam, ma conviction s'est réaffirmée ; cette conviction que j'avais ressentie et affirmée à Cuba, qu'un peuple uni, un peuple avec une conscience politique, dont les dirigeants ont la force morale, le prestige, et l'ascendant d'Ho-Chi-Minh est un peuple invincible. Le courage et la vitalité de tout ce peuple m'ont beaucoup impressionné. J'ai tiré une leçon de clarté et de largeur de vue politique des contacts que j'ai pu avoir avec les camarades du Sud-Vietnam. Les dix points du Programme du Front National de Libération sont un exemple de cette largeur de vue.

La conception du Front révolutionnaire comme Front patriotique m'a beaucoup intéressé.

DEBRAY. — A ce sujet, et avant de parler en termes proprement politiques, je crois que vous avez vu Ho Chi Minh peu avant sa mort.

ALLENDE. — Je crois avoir été l'un des derniers Latino-américains ou plutôt l'un des derniers hommes politiques qui ont eu l'occasion de se trouver avec Ho Chi Minh. Et ce fut pour moi la rencontre la plus intéressante de ma vie.

DEBRAY. — Comment était-il ? Quelle impression vous a-t-il faite ?

ALLENDE. — Tout d'abord, c'était un homme plus grand que la plupart des Vietnamiens, un vieillard d'une dignité et d'une modestie incroyables, avec un regard transparent et diaphane, — et pourtant c'était Ho Chi Minh, un homme dont je connaissais l'histoire, dont je savais ce qu'il avait fait : qui avait lutté au sein du parti communiste français et comme fondateur du parti communiste indochinois, qui avait été dirigeant de son peuple, et qui parlait avec une simplicité... Rends-toi compte que pendant le temps que nous avons passé ensemble, il a surtout parlé des enfants (je savais qu'on l'appelait l'oncle Hô) avec une affection qui visiblement correspondait à ce que le peuple ressentait, avait appris, et comprenait. Pour moi, rien ne m'a frappé davantage que l'attitude d'Ho Chi Minh à notre égard, quand il nous a dit par exemple : « Merci, camarades, d'être venus de si loin, vous qui vous êtes sacrifiés pour nous apporter votre soutien moral. »

Entendre cette phrase de la part d'Ho Chi Minh, de la part d'un homme qui avait donné sa vie entière à la lutte, du dirigeant victorieux, de celui qui avait vaincu les Japonais et les Français, et qui était en train de vaincre les Américains...

DEBRAY. — Ho Chi Minh était très simple dans son comportement ?

ALLENDE. — Il était avec nous d'une simplicité presque incroyable, il s'est montré particulièrement amical avec nous, et nous avons été frappés quand il nous a dit en espagnol : « Merci, camarades. » Il a ajouté, toujours en espagnol : — « Comme votre pays est loin ! » J'ai été surpris, et je lui ai demandé où il avait appris l'espagnol. Il m'a raconté qu'il avait fait des voyages le long des côtes d'Amérique latine, quand il était aide-cuisinier sur les bateaux marchands. Cet homme qui avait gagné sa vie d'exilé comme simple mar-

miton, était devant nous d'une extrême modestie, malgré le poids énorme qu'il avait dans le monde. Il connaissait bien la réalité de nos pays.

DEBRAY. — Vous êtes sur le point d'annoncer le rétablissement des relations avec la République Populaire de Chine ?

ALLENDE. — Aujourd'hui, à 12 heures, à Paris, à Pékin, et à Santiago, sera publié un communiqué annonçant le rétablissement des relations avec la République Populaire de Chine.

DEBRAY. — C'est un événement capital pour l'Amérique latine. Le Chili est le premier pays du continent...

ALLENDE. — Après Cuba naturellement.

DEBRAY. — Pour vous et pour le gouvernement d'Unité Populaire, quelle est la signification de ce rétablissement des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine ?

ALLENDE. — C'est très important. Tout d'abord parce que le Chili exerce son droit de nation souveraine à entretenir des relations avec tous les pays du monde. Ensuite, naturellement, du point de vue de ce que représentent ces rapports avec un pays comme la Chine sur le plan culturel, politique, commercial : l'ouverture d'horizons immenses pour nous. C'est pour cette raison que cette mesure avait été prévue dans le programme d'Unité Populaire. Il faut te dire, Régis, que les relations avec Cuba, les relations avec la Chine, avec la Corée, dont il y a ici une délégation commerciale, avec le Vietnam, dont il y en aura une, et le rétablissement des relations avec la République Démocratique Allemande, sont des choses que le peuple a rendues possibles, a conquises par sa conscience politique. Ce n'est pas un cadeau que nous faisons, nous, les dirigeants. Il y a plusieurs années que les gens l'exigent ; ce qui prouve qu'il existe un niveau politique élevé, et une conscience politique.

DEBRAY. — Vous avez suivi les événements en

Chine dernièrement ?, je veux parler de la révolution culturelle...

ALLENDE. — Oui.

DEBRAY. — Quel sens a-t-elle pour vous ?

ALLENDE. — Ce serait sans doute de la pédanterie de ma part que de vouloir parler longuement de la révolution culturelle chinoise. Au Chili, il est difficile de juger ce qui se passe au loin. Les informations sur ce phénomène dont je ne sous-estime pas l'ampleur, sont arrivées déformées et contradictoires. Je n'ai donc pas la prétention de comprendre à fond ce phénomène. Je comprends que Mao Tsé-toung en tant que révolutionnaire, a voulu détruire les éléments qui paralysent et neutralisent la révolution. Il faut prévoir ces éléments pour les éviter. C'est là pour moi le sens de la révolution culturelle.

DEBRAY. — En dernière instance, ce sont les masses qui décident, et le parti ne peut agir par-dessus elles. Ce pourrait être un principe de valeur universelle. Si vous me permettez, camarade président, je voudrais vous poser une dernière question d'ordre personnel avant de parler de la situation actuelle au Chili : vous avez été plusieurs fois candidat à la présidence de la République, mais nous savons bien que la présidence de la République ne représente pas pour vous une fin mais un moyen, disons un front, de lutte supplémentaire que peut utiliser un révolutionnaire. Comment, dans la pratique, se présente cette fonction de président ? N'a-t-elle pas quelque chose de paralysant, de protocolaire, d'étouffant dans son formalisme ? ne sentez-vous pas un danger que l'institution vous domine petit à petit ?

ALLENDE. — Naturellement, le danger existe, mais comme nous en avons conscience, nous essayons de l'éliminer. En outre, le contact avec le peuple, avec les masses, la présence des masses, par exemple des paysans, des mineurs, le dialogue avec les dirigeants syndicaux ou

les villageois, le partage de leurs inquiétudes, la connaissance de leurs critiques sur ce que nous faisons, donnent un plus grand élan à l'œuvre que nous avons entreprise. Si je me soumettais à la vie traditionnelle d'un président, si je n'avais pas une conscience très claire qu'il ne s'agit pas, en arrivant à la présidence, de conserver ce qui existe, mais de le transformer d'une façon révolutionnaire, il est possible que je ressentirais de l'amertume devant les entraves formelles parmi lesquelles se meut un président traditionnel. Dans chacun des aspects du protocole, on peut aller du plus simple au plus compliqué. Ici, personne ne porte plus le frac pour les cérémonies officielles, nous n'utilisons pas non plus les voitures du palais ; nous avons rompu avec la notion traditionnelle du protocole parce que, lorsque nous parlons avec les gens, nous leur présentons nos points de vue, nous disons qui nous sommes, où nous allons. Ce ne sont pas des conversations vides ; nous utilisons les voies diplomatiques pour donner conscience de la réalité devant laquelle nous nous trouvons.

DEBRAY. — Parlons maintenant de la situation actuelle au Chili. Avec Frei, le réformisme a pris fin, le réformisme a échoué. Avec vous à la tête du gouvernement, le peuple chilien a choisi la voie de la révolution. Mais qu'est-ce que la révolution ? c'est le remplacement du pouvoir d'une classe par celui d'une autre. La révolution, c'est la destruction de l'appareil de l'Etat bourgeois, et son remplacement par un autre. Mais ici il ne s'est rien passé de semblable, alors, où en sommes-nous ?

ALLENDE. — Pardon, camarade, une chose après l'autre. Effectivement, le peuple chilien a choisi la voie de la révolution, et nous n'avons pas oublié un principe fondamental du marxisme : la lutte de classe. Nous avons dit pendant la campagne électorale que notre lutte visait à

changer le régime, le système ; que nous allions conquérir le gouvernement pour conquérir le pouvoir. Faire les transformations révolutionnaires dont le Chili a besoin, rompre la dépendance économique, politique, et culturelle, syndicale. Comment ?... Il ne s'est rien passé ?... dans quel pays es-tu ? regarde, Régis : en ces quelques mois de gouvernement...

DEBRAY. — Vous avez fait beaucoup de choses

ALLENDE. — Oui, nous avons fait assez de choses.

Nous avons pu les faire parce que, derrière elles, il y a la tradition de la classe travailleuse chilienne qui a commencé à lutter à la fin du siècle dernier, et qui s'est manifestée dans ce siècle comme une force puissante. En 1909, a été fondée au Chili la Fédération Ouvrière. Elle est née comme une organisation mutualiste, mais en 1919, avec un nouveau programme, elle se propose d'abolir le régime capitaliste. Tu dois tenir compte de la tradition de lutte de la classe ouvrière chilienne. A certaines époques de son développement, des coïncidences se sont produites avec les forces de la petite bourgeoisie. Tu dois aussi te rappeler qu'au Chili il y a des partis de masse qui représentent authentiquement l'idéologie de la classe ouvrière. Actuellement, le peuple est au gouvernement, et cette position lui permet de lutter pour obtenir le pouvoir, avec un programme qui est celui de l'Unité Populaire et avec une avant-garde formée par deux partis marxistes : le parti socialiste et le parti communiste, et par deux autres partis d'extraction populaire bourgeoise : le Parti Populaire Radical et le Parti Social Démocrate, et deux mouvements d'origine semblables : le Mouvement Chrétien (M.A.P.U.) et l'Alliance populaire indépendante (A.P.I.)²¹. Par ailleurs le gouvernement jouit de l'appui de la classe ouvrière organisée dans la Centrale Unique des Travailleurs²². C'est un gouvernement de classe parce que son idéologie dominante est celle

de la classe travailleuse. Les intérêts de la classe exploiteuse ne sont pas représentés au gouvernement. Par contre, il y a des salariés, dont quatre ouvriers, qui composent le conseil des ministres. C'est avec ce gouvernement que la majorité du peuple remplacera la minorité qui l'a gouverné jusqu'à maintenant. Quant à l'Etat bourgeois, nous cherchons pour l'instant à le dépasser, à le surmonter !

DEBRAY. — Mais ici la démocratie bourgeoise reste intacte, vous avez le pouvoir exécutif...

ALLENDE. — Oui.

DEBRAY. — Mais vous n'avez pas le pouvoir législatif ni le pouvoir judiciaire, ni l'appareil de répression. La légalité, les institutions, ce n'est pas le prolétariat qui les a faites, c'est la bourgeoisie qui a fait la Constitution pour servir ses propres buts.

ALLENDE. — Naturellement, tu as raison. Mais, écoute-moi un peu... nous allons y arriver. Qu'avons-nous dit pendant la campagne électorale ? nous avons dit que s'il était difficile, mais non impossible, de gagner les élections, l'étape entre la victoire et la prise du gouvernement allait être plus difficile ; et qu'il était plus difficile encore de construire parce que nous étions en train d'ouvrir une voie nouvelle, une voie chilienne pour le Chili. Et nous avons dit que nous tirerions parti de certains aspects de la Constitution actuelle pour préparer la Constitution du peuple.

Pourquoi ? parce qu'au Chili, nous pouvons le faire. Nous présentons un projet et le Congrès le rejette ; nous avons recours au plébiscite.

Je te donne un exemple : nous présentons le projet qu'il n'y ait plus deux chambres au Congrès³ et le Congrès le repousse... nous avons recours à un référendum, et nous le gagnons. C'en est fait des deux Chambres et nous devons aller à la Chambre unique comme nous l'avons proposé.

Qui le peuple va-t-il élire à cette chambre ? ses représentants, je suppose. Si nous réalisons ce que nous avons dit et si nous continuons ce que nous sommes en train de faire...

DEBRAY. — Et il faut reconnaître quelque chose, camarade : après les élections, vous avez gagné beaucoup de votes ; je veux dire beaucoup de partisans et d'alliés au sein du peuple.

ALLENDE. — Je crois que oui.

DEBRAY. — Beaucoup me l'ont assuré : l'Unité Populaire élargit de plus en plus sa base d'appui social. C'est un aspect intéressant qu'au lieu de l'usure traditionnelle d'un « gouvernement de gauche » au pouvoir, il se produise un renforcement. Croyez-vous possible une majorité franchement populaire et révolutionnaire à un moment donné ?

ALLENDE. — Il y a trop peu de temps que nous sommes au pouvoir pour qu'il y ait usure. Mais une chose est certaine, c'est que la réaction, la droite et même beaucoup de gens de gauche, ne pensaient pas que nous allions gagner, d'abord, et ensuite que nous réaliserions ce que nous avions annoncé. Nous avons aussitôt frappé durement la réaction, avec insistance. Elle reçoit des coups et ne s'en remet pas, et nous en donnons d'autres ; par exemple, la Réforme Constitutionnelle pour la nationalisation du cuivre. Imagine-toi l'accord C.U.T.-gouvernement. Imagine-toi la création du Conseil National Paysan ; l'expropriation, à Concepción, d'une entreprise textile importante ; la nationalisation de l'acier, du charbon ; le projet de nationalisation des banques ! Bref... Régis, cherchons-nous ou ne cherchons-nous pas le chemin, la voie qui conduit au socialisme ? Il ne faut donc pas s'étonner que le peuple soit présent, qu'il nous soutienne... Je t'invite cet après-midi, je vais à Valparaíso.

DEBRAY. — J'accepte avec beaucoup d'intérêt.

ALLENDE. — Il y a un meeting public et tu vas voir comme le peuple répond.

DEBRAY. — Je sais que vous avez un contact privilégié avec les masses...

ALLENDE. — Le peuple saisit l'importance des mesures que nous avons prises. En dehors des mesures de fond, de type économique, social, nous avons un programme immédiat tendant à améliorer les conditions d'existence des travailleurs. Nous sommes le premier gouvernement qui tient ses promesses électorales. Par exemple, le problème numéro un de notre enfance est la sous-alimentation. Nous avons voulu donner à chaque enfant chilien un demi-litre de lait gratuit et c'est ce que nous faisons. Nous avons éliminé les différentes catégories de pain, et nous avons imposé la taille unique pour éviter la spéculation sur les prix. Le pain est un aliment de base du peuple. Le Chili, qui est un pays atteint d'inflation élevée (en 1969, il a figuré parmi les dix pays du monde qui ont atteint les taux d'inflation les plus élevés) doit assurer un réajustement au moins annuel des rémunérations de ceux qui vivent d'un traitement ou d'un salaire. Le gouvernement d'Unité Populaire qui a hérité d'une inflation de 35 %, doit réajuster les rémunérations par une loi en 1971.

Cette fois-ci, le projet que nous avons présenté au Congrès n'est pas traditionnel ; il s'agit d'essayer de transformer cette loi en un élément qui aide le développement économique. Nous ne cherchons pas seulement à rendre aux travailleurs le pouvoir d'achat qu'ils ont perdu ; nous voulons en outre stimuler la demande pour accélérer le développement économique interne qui a été freiné par le gouvernement bourgeois de la démocratie chrétienne. N'aie pas peur, nous n'oublierons pas que nous avons dit que nous allons vers le socialisme.

DEBRAY. — Non. Je me rends compte que le Chili a des conditions très spécifiques et que cette voie de transition était nécessaire. L'important,

c'est que le progrès est réel, et qu'en deux mois, on a beaucoup avancé.

Mais je reviens à ma question, camarade Allende. Des travailleurs, derrière vous, se sont emparé du gouvernement, et si je vous demande quand et comment ils vont prendre le pouvoir, que me répondrez-vous ?

ALLENDE. — Je réponds que nous allons le conquérir quand le cuivre nous appartiendra, quand le fer nous appartiendra, quand le salpêtre sera vraiment à nous, quand nous aurons fait une réforme agraire profonde et rapide, quand nous contrôlerons le commerce d'importation et d'exportation, quand nous aurons collectivisé une grande partie de notre production... et je dis une grande partie, parce que, honnêtement, nous avons annoncé au pays dans notre programme qu'il y aurait trois domaines : le domaine de l'économie sociale, le domaine mixte, et le domaine privé. Si nous rendons effective la souveraineté, si nous récupérons les richesses de base, si nous attaquons les monopoles, si tout cela ne conduit pas au socialisme, je ne sais pas ce qui y conduit. Mais nous n'aurons le pouvoir de façon certaine que lorsque le Chili sera un pays économiquement indépendant. C'est pourquoi notre ligne essentielle, vitale, doit être anti-impérialiste, comme étape initiale des transformations de structures. C'est pourquoi le projet le plus important est celui qui permet de nationaliser le cuivre, principale richesse du Chili. Qu'en penses-tu ? n'est-ce pas que c'est valable ?

DEBRAY. — C'est valable, oui. Il n'y a pas de doute, l'action principale, la lutte principale, est celle qui concerne l'infrastructure économique. Pour le comprendre, il suffit de se rappeler que la phraséologie pseudo-socialiste, la démagogie populiste a une longue histoire sur ce continent et qu'elle se distingue par le fait que, précisément, elle ne touche pas les bases écono-

miques et financières du système capitaliste. Mais on ne peut pas réduire le problème du socialisme au problème de la propriété des moyens de production. Vous savez mieux que moi, camarade président, que la nationalisation en soi signifie peu de chose. Il reste à voir si la nationalisation peut se transformer d'un simple acte juridique de la part de l'Etat en une véritable socialisation ; autrement dit, en un contrôle et une gestion effective et efficace de la part de l'Etat. Cela ne dépend pas simplement de la volonté, mais du développement général des forces productives. Il faut préciser la nature de classe de l'Etat qui nationalise les moyens de production ; il faut préciser si les rapports de pouvoir et d'autorité entre les hommes dans les centres de production eux-mêmes changent réellement, après que les travailleurs sont devenus, théoriquement, les maîtres des usines, de la terre, etc. Vous connaissez sûrement le slogan de Lénine :

« Le socialisme, c'est l'électrification plus les Soviets. »

Nous pourrions changer les termes qui ne correspondent pas à la réalité chilienne... mais si nous parlons maintenant de la partie « Soviets » et pas seulement de la partie « électrification », de la partie « hommes », et pas seulement de la partie « choses »... ?

ALLENDE. — Je crois que si l'on considère la question du point de vue de la construction de la société socialiste, une fois résolus les problèmes actuels décisifs et absorbants de la Constitution, de l'affermissement du pouvoir populaire, et de la destruction des bases économiques du capitalisme monopolistique, d'autres problèmes passent au premier plan. Comme tu l'indiques justement, ce sont les problèmes de la direction et de la croissance des forces productives socialisées, et des nouveaux rapports entre les hommes dans la production

et hors d'elle qui apparaissent. En ce qui concerne le premier problème, tu dois savoir que l'une des caractéristiques du capitalisme chilien, a été d'être un capitalisme à caractère monopolistique marqué bien que structuré sur une base productive assez faible. Dans l'industrie par exemple, moins de 3 % des entreprises dominent plus de la moitié de toutes les ressources industrielles : capital, volume de vente, revenus, etc. En outre la majorité de ces entreprises et celles des autres secteurs sont aux mains d'une cinquantaine de groupes industriels, commerciaux et financiers. C'est une longue tradition de l'Etat chilien que d'intervenir dans l'activité économique, en donnant à cette intervention, bien entendu, un contenu capitaliste : multiplicité des entreprises d'Etat, contrôle des prix et de l'approvisionnement, contrôle total ou partiel du commerce extérieur, etc. C'est ainsi que nous nous trouvons, de ce point de vue, dans cette sorte d'antichambre du socialisme que forment les monopoles et le capitalisme d'Etat. L'essentiel, c'est de changer le contenu économique et social de sa gestion. Pour cela, il nous faut exproprier les moyens de production qui ont encore un caractère privé. L'infrastructure des forces productives et de leur contrôle est prête, pour une part importante.

DEBRAY. — Mais quelles seront les nouveaux rapports sociaux dans ce contexte ?

ALLENDE. — Tu sais bien qu'en ce qui concerne les relations entre les hommes et les formes qu'il serait possible d'adopter, que l'on désirerait leur donner, il existe une très large discussion dans les pays socialistes, et que l'on a essayé de mettre en pratique, que l'on a mis en pratique des principes très divers. La question est loin d'être résolue et l'on ne peut pas affirmer dogmatiquement « Voici la bonne voie ». Nous devons faire notre propre expérience, celle qui jaillira des contradictions

historiques et sociales au milieu desquelles se réalise notre révolution socialiste. Bien entendu, il existe cependant certains éléments qui nous viennent de l'expérience des autres pays, et qui sont plus ou moins communs à beaucoup d'entre eux : la création d'un nouveau système de valeurs, dans lequel est mis en avant le caractère social de l'activité humaine, revalorisation du travail comme étant la pratique essentielle de l'homme ; réduction au minimum indispensable des stimulants qui mettent en cause la propriété privée et l'individualisme. En tout cas, nous pouvons déjà avancer que dans la pratique, la direction des entreprises que nous avons expropriées ou dans lesquelles nous sommes intervenus, sont déjà dirigées par des comités de travailleurs de l'usine, avec à leur tête un administrateur désigné par l'Etat.

Leurs objectifs ne sont plus d'obtenir des bénéfices, mais de satisfaire les nécessités présentes et futures du peuple. Au fur et à mesure que se constituera cette zone de propriété sociale, les formes planifiées qui nous permettront d'atteindre ces objectifs se renforceront.

DEBRAY. — Camarade président, vous savez bien, vous qui êtes marxiste, qu'il n'existe aucune classe sociale qui abandonne le pouvoir de bon gré. Nous savons bien, aussi, que le peuple n'est pas encore au pouvoir, mais au moins, il est déjà au gouvernement. Pour quelqu'un qui regarde les choses du dehors, il semblerait que le changement de gouvernement s'est produit avec beaucoup de gentillesse et de courtoisie. Il m'est tombé dans les mains, par exemple, un article récent du journal *le Monde* dans lequel on peut lire textuellement : « Pour la première fois dans l'histoire, le marxisme au Chili s'installe commodément dans le fauteuil de la démocratie bourgeoise. » Est-ce que vraiment les choses ont été aussi faciles ? Est-

ce que ces messieurs du gouvernement précédent ont été à ce point complaisants avec le gouvernement de l'Unité Populaire ?

ALLENDE. — Je crois que l'on se fait une image un peu fautive de la résistance que les secteurs réactionnaires ont opposé à notre venue au gouvernement. Pendant la période électorale, ils ont eu recours à tous les moyens. Déjà en 1958, déjà en 1964, la diffamation, le mensonge, la calomnie, un anti-communisme grossier, vulgaire, et en 1970, cela a été pire encore...

Eh bien ils se sont trompés, et c'est nous qui avons eu raison. Leur arrogance a été telle qu'ils ont cru qu'ils pourraient triompher de trois candidats à la fois. Nous avons gagné, mais Régis, il faut que je te le dise comme je l'ai déjà dit au peuple, comme je te l'ai déjà dit il y a un instant, mais je vais te le développer : gagner, c'est difficile, mais ce n'est pas impossible. Nous avons gagné en jouant leur règle du jeu. C'est notre tactique qui a été correcte et la leur qui a été erronée. Mais je l'ai déjà dit au peuple : entre le 3 septembre et le 4 novembre le Chili va être secoué davantage qu'un ballon de football sous le pied de Pelé. Si je l'ai dit de cette manière, c'était pour que le peuple le comprenne bien. Le journal *le Monde* peut dire ce qu'il veut, mais la réalité au Chili est extrêmement différente. Depuis le 4 septembre, jour où j'ai été élu président, jusqu'au 3 novembre 1970, date à laquelle j'ai pris effectivement le pouvoir, je n'ai pas été un homme qui se préparait à prendre le pouvoir. Ce que j'ai été pratiquement, c'est un chef de la Sûreté.

DEBRAY. — Mais est-ce que pendant cette période, cette fonction n'était pas assurée par un personnage du gouvernement précédent ?

ALLENDE. — Oui, bien sûr, il y avait un chef de la Sûreté, mais il n'avait aucun intérêt à protéger la légalité qui donnait le gouvernement

à l'Unité Populaire. J'ai indiqué au moment opportun à ce fonctionnaire qu'un industriel puissant du textile s'était préparé un « attentat » qui consistait à faire exploser une bombe chez lui, pour pouvoir justifier son départ du Chili avec ses capitaux. Le chef de la police n'a pris aucune mesure et la bombe « explosa ». Par la suite, devant nos protestations et nos dénonciations publiques, les auteurs de cet « attentat » ont été arrêtés. Mais le magistrat chargé de l'instruction les a mis en liberté, et les individus, qui étaient membres d'un parti politique ultra-réactionnaire, se sont enfuis du Chili. Pour que tu comprennes mieux cette affaire, je dois te signaler que la première phase de la conspiration des ennemis du Chili et de sa classe travailleuse, a été la phase alarmiste destinée à provoquer la panique dans les secteurs les plus faibles. Leur terreur faisait peur aux autres, et ainsi, il était possible de mettre en pratique la seconde phase de la conspiration organisée par ailleurs. Certains de ceux qui étaient impliqués dans l'organisation du plan de conspiration ont retiré des fonds de leurs banques de manière spectaculaire, ce qui a poussé des milliers de citoyens angoissés à retirer les leurs des caisses d'épargne. La radio et la presse parlaient de « danger marxiste » et le ministre des Finances du gouvernement, au lieu de calmer ceux qui étaient véritablement affolés par la campagne de rumeurs alarmistes, a prononcé un discours destiné à aggraver la fausse image d'un pays en plein chaos. C'est dans ce climat que s'est déclenchée la seconde phase de la conspiration, celle des attentats aux explosifs, contre les édifices et les services publics, les habitations, bureaux, etc. L'aéroport international de la capitale a failli sauter.

DEBRAY. — C'était la première fois qu'une telle situation se présentait au Chili ?

ALLENDE. — Je ne t'ai raconté que le commencement. On a inventé une organisation à laquelle attribuer les attentats ; naturellement, on l'a présentée comme une organisation révolutionnaire ; il fallait nous rendre coupables des attentats. Des éléments de la conspiration réactionnaire assassinèrent un policier en uniforme qui était de garde dans un édifice public ; ils tirèrent sur un autre qui gardait l'entrée d'une ambassade étrangère et le laissèrent dans un état grave. Il y a eu deux attentats contre moi, mais ils n'ont pas réussi grâce à la surveillance de ma garde personnelle constituée de camarades révolutionnaires.

DEBRAY. — Et c'est le Commandant en chef de l'Armée qui a été atteint à votre place.

ALLENDE. — C'est moi qui aurais dû être la victime. Malheureusement, ils ont assassiné le Commandant en chef de l'Armée qui avait refusé de participer à la conspiration réactionnaire, les conspirateurs espéraient que le crime serait imputé à la force politique que je représentais et que les forces armées, notamment l'armée de terre, réagiraient politiquement en empêchant le peuple d'appliquer sa décision de nous amener au gouvernement. Par l'intermédiaire de ses services de renseignements, l'armée a pu immédiatement trouver les données qui lui ont permis de découvrir d'où avait surgi le groupe d'assassins.

DEBRAY. — Avez-vous éprouvé le sentiment qu'une guerre civile était possible ? l'avez-vous prévue ? en avez-vous eu peur ? l'avez-vous vu passer tout près ?

ALLENDE. — Oui, l'assassinat du général René Schneider l'a prouvé⁴. Si les réactionnaires avaient enlevé le commandant en chef de l'armée, nous nous serions trouvés sans aucun doute au bord de la guerre civile. Leur but était de provoquer les forces armées pour les lancer contre le Congrès. Tu ne dois pas oublier que l'attentat criminel s'est produit 48

heures avant que le parlement se réunisse en session plénière pour se prononcer constitutionnellement sur les résultats de l'élection présidentielle. A ce stade, l'Unité Populaire avait déjà les voix du parlement pour ratifier la victoire obtenue aux élections du 4 septembre, ce qui avait déjoué la manœuvre anticonstitutionnelle à laquelle avait prétendu se livrer le candidat conservateur battu, Jorge Alessandri, en envoyant une lettre¹⁵. Lorsqu'il s'est avéré impossible que l'Unité Populaire soit vaincue dans la légalité, les conspirateurs ont agi en dehors de la loi bourgeoise. Qu'allait faire le peuple ? nous devons nous défendre.

DEBRAY. — Si bien que les apparences d'un jeu propre et démocratique de la part de la bourgeoisie ne correspondent pas à la réalité. Y avait-il une résistance pour vous nommer à la présidence ?

ALLENDE. — C'est probable, sinon sur un plan personnel, du moins de la part du régime existant ; et c'était logique. Tu le sais aussi bien que moi, Régis, puisque tu es marxiste.

DEBRAY. — Les réactionnaires se sont défendus jusqu'au dernier. Ils ont épuisé toutes leurs ressources...

ALLENDE. — Toutes, non ; parce qu'ils continuent à agir...

DEBRAY. — Oui, nous le supposons. J'en viens à une question dont je ne sais pas si elle est intéressante ou non : pourquoi avez-vous dû faire appel pour la première fois comme président du Chili à une garde politique personnelle ?

ALLENDE. — J'ai fait appel, comme tu le dis, à un groupe de camarades parce que je ne pouvais pas faire confiance à la police politique de la bourgeoisie. Je savais que le chef de la Sûreté ne faisait rien pour découvrir les responsables de l'attentat. J'avais même l'assurance qu'il connaissait certains d'entre eux ; il fallait

donc que je cherche moi-même les moyens de protéger non pas ma vie, mais ce qu'elle représentait. C'est pourquoi j'ai auprès de moi ces jeunes camarades qui ont tous un passé révolutionnaire éprouvé, qui sont tous militants et volontaires, pour organiser et contrôler ma sécurité.

DEBRAY. — Avant, vous ne vous sentiez pas protégé par le gouvernement...

ALLENDE. — Je te l'ai déjà dit : les chefs de la Sûreté étaient compromis.

DEBRAY. — Est-il vrai qu'il s'est produit un attentat contre les membres de votre famille devant chez vous et que vous avez dû sortir armé parce que le gouvernement avait « oublié » de vous donner des carabiniers ?

ALLENDE. — Je peux te dire avec certitude que j'avais confiance dans le comportement des forces armées. En ce qui concerne le corps des carabiniers, tu ne dois pas oublier que c'est le gouvernement qui donne les instructions par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur. En outre, quand s'est produit l'un des attentats contre ma maison, il n'y avait qu'un seul policier à la porte qui n'avait pas l'ordre de tirer. Le groupe des attaquants était nombreux, ce qui m'a obligé à sortir dans la rue avec un pistolet pour tirer et effrayer les attaquants qui se sont enfuis.

DEBRAY. — Comment expliquez-vous que pour parcourir les premières étapes de la fameuse « voie pacifique », vous avez dû précisément demander l'aide personnelle d'hommes et de méthodes qui ont bien peu de choses à voir avec cette ligne ?

ALLENDE. — Ce n'est que sur un plan formel, car si des différences tactiques nous séparent, le but reste le même. Tu le sais parfaitement, actuellement, en Uruguay, les Tupamaros, qui n'ont rien à voir avec le parti socialiste ni avec le parti communiste, défendent la possibilité d'une unité large en Uruguay. Tu sais

bien qu'il a failli y avoir ici un affrontement entre le M.I.R. et le parti communiste à la suite des élections universitaires de Concepción¹⁹ et que j'ai tout fait pour que cet affrontement ne se produise pas.

DEBRAY. — Précisément, puisque c'est votre rôle d'unifier les forces de gauche, d'être le catalyseur des forces populaires, on peut penser que l'ennemi intérieur et extérieur aura de bonnes raisons de vouloir vous éliminer. Si cela arrive, que croyez-vous qu'il se produira ?

ALLENDE. — La classe bourgeoise croit spontanément que c'est la personnalité qui fait l'histoire. La réaction alimente cette croyance et en fait une tactique. C'est pourquoi un des procédés préférés consiste à recourir à ce genre de méthodes, mais nous avons contre elles un peuple conscient. Je crois que ce serait la voie apparemment la plus facile pour la réaction ; mais en réalité, les conséquences seraient pires pour elle. Cela ne veut pas dire que je suis un barrage, mais sans aucun doute, si cela se produisait, il s'avèrerait que la réaction n'accepte pas les règles du jeu qu'elle a elle-même établies. On ne peut rien me reprocher. Les libertés ? elles existent toutes : de réunion, de presse, etc. Le mouvement social ne disparaît pas lui-même parce qu'un dirigeant disparaît. Il peut être retardé, il peut se prolonger, mais en fin de compte, il ne peut pas s'arrêter. Dans le cas du Chili, si on m'assassine, le peuple poursuivra sa route avec la différence que les choses seront peut-être beaucoup plus difficiles, beaucoup plus violentes parce que les masses apprendront une leçon objective très claire c'est que ces gens-là ne s'arrêtent devant rien. Je tiens compte de cette possibilité, je ne l'offre pas, et je ne la facilite pas, mais je ne vis pas non plus dans la crainte qu'elle puisse se produire.

DEBRAY. — Si les réactionnaires sortent de la

légalité, sortirez-vous aussi de la légalité ? et s'ils frappent, frapperez-vous aussi ?

ALLENDE. — S'ils nous frappent illégalement un coup, nous en donnerons cent en toute tranquillité.

DEBRAY. — Quelque chose m'a surpris : c'est la relative démobilité populaire. Autrement dit, il y a eu une grande mobilisation populaire au moment des élections, et il semble qu'elle se soit calmée aujourd'hui. Alors comment pensez-vous transformer cette masse électorale en masse révolutionnaire ?

ALLENDE. — Avant de te répondre, je veux te dire que ce que tu dis est réel, mais seulement dans une certaine mesure. Les courroies de transmission avec le peuple sont les partis de masse de l'Unité Populaire qui ont une formation révolutionnaire. D'autre part, je n'ai pas rompu les liens directs avec le peuple. J'ai dialogué avec les villageois, avec les mineurs, avec les travailleurs de la terre, là même où ils vivent et travaillent. Nous avons aussi à notre disposition des moyens de communication qui ne sont pas tous aux mains de l'ennemi. Nous ne sommes pas tellement privés de moyens.

DEBRAY. — N'y a-t-il pas un risque de générosité presque paternaliste ? je ne veux pas dire de « caudillismo », mais n'y a-t-il pas un risque que vous laissiez tomber des décrets sur un peuple qui les accepte, qui les comprend en général, mais qui ne les a pas demandés ? autrement dit, qui ne les a pas cherchés ? Vous dites : « le peuple, c'est le gouvernement », « le peuple est entré à la Moneda. Comment pensez-vous faire de cette consigne une réalité ?

ALLENDE. — Tu dois tout d'abord te placer dans le cadre du Chili. Tu sais que la lutte des partis révolutionnaires est une lutte de plusieurs dizaines d'années. Tu ne peux pas ignorer qu'au Chili, il se produit un phénomène

singulier dans le monde : celui de l'unité d'action du parti communiste et du parti socialiste, tous deux marxistes. C'est un phénomène qui existe depuis plus de quinze ans, ce qui n'a pas enlevé à ces partis leurs caractéristiques propres. Tu ne dois pas oublier non plus qu'il existe un programme commun des six forces politiques qui constituent l'Unité Populaire, et que ce programme montre la voie du socialisme. Le mouvement chilien n'est ni paternaliste ni charismatique. Personnellement, je l'ai dit et je le répète : je ne suis ni un messie ni un caudillo. Nous savons que le pouvoir populaire naît de la base. Autrement dit, tu ne peux pas oublier que les organisations de base de l'Unité Populaire sont ses comités chargés de surveiller la réalisation du programme.

DEBRAY. — Mais je crois comprendre que ces comités, nés au plus fort de la lutte pré-électorale ont passablement perdu de leur importance depuis la victoire.

ALLENDE. — Oui, tu as raison là-dessus, mais c'est parce qu'ils ont été en quelque sorte sollicités par des quantités de responsabilités. Nous avons par exemple les C.U.P.¹⁷ qui s'occupent de la distribution du litre de lait ; les C.U.P. qui s'occupent du domaine agricole, des problèmes de la terre, de la réforme agraire. Par exemple, en ce moment, nous avons plus de 65 domaines agricoles qui ont été pris par la C.O.R.A. (Corporation de la Réforme Agraire), et il a fallu que nous détachions des responsables là-bas. Et les C.U.P. de cette région agissent. N'oublie pas que nous venons d'exproprier probablement la plus grande propriété qui existait au monde : 528.000 hectares. La participation devrait être effectivement plus active, elle devrait être plus organisée, et là, je suis d'accord avec toi.

DEBRAY. — Je remarque ici une certaine contradiction : on voit au sommet un grand dé-

vouement, une grande volonté révolutionnaire, et à la base, une poussée des masses déshéritées, des paysans, des sans logis, mais une poussée désorganisée et parfois chaotique. Comment pensez-vous établir une relation organisée entre cette poussée des masses de la base et les responsables de la direction nationale ?

ALLENDE. — Les courroies de transmission existent : ce sont les partis, les syndicats, les organisations de masses. Pour le reste, à toutes les étapes initiales d'un gouvernement révolutionnaire, ces décalages se produisent. Rappelle-toi les changements incontrôlables au moment de la réforme agraire en Union Soviétique, rappelle-toi aussi Cuba, au début...

DEBRAY. — Précisément. Vous parlez de Cuba : je remarque une chose que tout le monde remarque en arrivant ici : au Chili, il existe une tradition, un niveau politique élevé, un capital politique dans le peuple que Cuba n'a jamais eu en 1959, pour des raisons qu'il est facile d'expliquer. Comment pensez-vous tirer parti de cette supériorité des conditions objectives ?

ALLENDE. — Si nous n'en profitons pas, ce serait un crime politique, et tu dois savoir que ce capital est la grande réserve, la base sur laquelle repose la possibilité de vaincre nos ennemis internes et l'impérialisme. Un peuple qui a pris conscience, un peuple organisé, un peuple de ce niveau politique peut atteindre les buts qu'il se fixe.

DEBRAY. — Le peuple est unique tandis que l'Unité Populaire, ce sont six mouvements ou partis. Croyez-vous que, par la suite, ils puissent s'unir en une seule et unique force politique ?

ALLENDE. — Nous verrons cela en route. La dynamique de la révolution créera peu à peu les conditions pour qu'il s'instaure à un moment déterminé quelque chose comme le parti de la révolution. Mais c'est une utopie que de parler

actuellement d'un parti unique de la révolution. Il sera peut-être nécessaire plus tard, si les conditions mûrissent, mais nous opérons tout d'abord dans la réalité qui est la nôtre. Cette réalité est dynamique. L'unification sera d'autant plus forte que la résistance de nos ennemis sera plus forte. Et ils continueront à résister. Ils continuent actuellement à conspirer : ils ont par exemple une date, le 5 février, où ils prévoient d'agir, nous le savons, nous avons pris des mesures... Ils n'oublieront pas notre réponse.

DEBRAY. — En outre, on ne peut pas instaurer un parti unique en partant du sommet, par une mesure bureaucratique, il faut avant tout que les masses le désirent et en éprouvent la nécessité.

ALLENDE. — Evidemment. Ecoute, Jules César n'était pas marxiste mais il disait : « Presse-toi lentement. »

DEBRAY. — Oui, nous sommes d'accord. Qui veut voyager loin... mais je le disais parce que cette dispersion des mouvements de l'Unité Populaire est un peu surprenante. Certains au moins peuvent se grouper, peuvent s'unir, non ? Vous ne pensez pas par exemple que la gauche catholique pourrait se regrouper davantage autour du programme populaire ?

ALLENDE. — Certainement. Ce ne sont pas les organisations politiques qui manquent, comme par exemple le M.A.P.U. (Mouvement d'Action Unitaire Populaire) issu de la démocratie chrétienne, susceptibles de canaliser la pensée authentiquement chrétienne, la pensée chrétienne de gauche. Tu l'as vu, et c'est important, l'Église catholique chilienne a une attitude différente aujourd'hui de celle qu'elle avait autrefois, différente de celle de l'Église dans d'autres pays du monde. Rappelle-toi les évêques de Medellín et l'attitude qu'ont eu là-bas les évêques chiliens. Tu n'étais pas ici au moment de la passation des pouvoirs, mais

je t'assure que le Te Deum œcuménique a eu une signification très profonde. Ici, il existe un secteur que nous appelons la jeune église et qui est en pleine action, dans laquelle militent les prêtres qui vivent dans les villages, et qui accompagnent les villageois dans les occupations de terres. Les journaux viennent de publier un appel des catholiques dans la province de Cautín¹⁸, qui dénonce les propriétaires de terres. On n'imagine pas le ferment révolutionnaire qui existe dans ces couches catholiques. Nous devons l'organiser, nous devons l'unifier.

DEBRAY. — Actuellement, et jusqu'ici, on a fait un usage révolutionnaire de la légalité bourgeoise, mais jusqu'à quand va-t-on pouvoir continuer à agir ainsi ? Jusqu'ici, la légalité bourgeoise s'est retournée contre la bourgeoisie elle-même. C'est la grande force de l'Unité Populaire, (compte tenu du fait que le Chili est, comme on dit, un pays qui appelle l'« avocat » lorsqu'il y a des problèmes tandis que dans les autres pays on appelle le « commandant »), que de n'avoir pas offert la légalité à l'adversaire. Mais le moment viendra où l'adversaire de classe quittera sa propre légalité, et c'est ce qui se produit déjà. À Cautín, les grands propriétaires de terre sont armés, ils provoquent des affrontements violents contre les travailleurs. Il se fait une grave contrebande d'armes venues de l'étranger ; il existe plusieurs plans de subversion. Comment pensez-vous répondre à la sédition ?

ALLENDE. — Nous allons la contenir tout d'abord avec la force de sa propre loi. Par ailleurs, nous allons répondre à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire, parce que nous savons que les réactionnaires vont violer les règles du jeu. Pour le moment, pour rester sur le terrain de la légalité, je vais te dire une chose : la réalité chilienne, je l'ai déjà dit, permet de changer la Constitution dans la

Constitution, au moyen de plébiscites. En outre, il existe un élément assez paradoxal, difficile à comprendre : les lois que le peuple dicte ne sont pas celles que dicte la bourgeoisie ; par exemple, la bourgeoisie a établi les lois qui sanctionnaient très légèrement ceux qui occupaient les terres, en estimant que ce n'étaient que des délits légers. En revanche, ceux qui récupéraient leur terre, la loi par la force, étaient sanctionnés gravement. En d'autres termes, la loi ne châtie pas ceux qui occupent des terres, mais ceux qui récupèrent des terres. Pourquoi ? parce que les grands propriétaires occupaient les terres des indigènes ; les indigènes qui allaient récupérer leurs terres tombaient donc sous le coup de la loi, tandis que les grands propriétaires continuaient à s'approprier les terres. Les législateurs bourgeois n'ont pas pensé que le peuple appliquerait un jour cette loi, ni, finalement, que le peuple leur appliquerait à eux leur propre loi. Que se passe-t-il actuellement ? ceux qui occupent les terres sont les indigènes, les *mapuches*, par exemple, et ceux qui veulent les récupérer par la violence sont les propriétaires expropriés. Ce sont eux alors que leur propre code sanctionne sévèrement. Naturellement il y a des limites. C'est ici qu'apparaît la défaillance de la cour suprême.

DEBRAY. — Mais les tribunaux leur appartiennent aussi.

ALLENDE. — Naturellement, en partie. Et je peux te dire que certains d'entre eux, les plus élevés, la cour suprême, vient de porter un coup au peuple et par conséquent à son gouvernement. La cour suprême a renoncé à poursuivre un sénateur⁹⁹ qui, de l'avis des représentants de la Justice Militaire qui enquêtent sur l'assassinat du Commandant en chef de l'armée, doit être interrogé parce que des soupçons fondés pèsent sur ses activités. La presque totalité des magistrats de la cour d'ap-

pel — dix-sept sur dix-huit — ont accepté la proposition de la justice militaire, mais la majorité des membres de la cour suprême l'a rejetée. Ce tribunal, tout spécialement, a été accusé d'exercer ses fonctions dans une optique de classe. Cette fois-ci, la cour suprême a empêché que des recherches soient faites très énergiquement et très en profondeur dans une affaire à laquelle ont participé des conspirateurs de la réaction. Il ne s'agit pas de punir seulement les auteurs matériels du meurtre du Commandant en chef de l'Armée, il faut découvrir les instigateurs, le cerveau qui a tout organisé.

DEBRAY. — Vont-ils tolérer que l'affaire Schneider soit entièrement dévoilée ?

ALLENDE. — Nous faisons ce que nous pouvons pour qu'il en soit ainsi et je crois que nous allons y arriver. N'oublie pas que ce sont la dignité et le prestige de l'armée du Chili qui sont en jeu. Le général Schneider a été assassiné parce qu'il s'était opposé à la conspiration politique préparée par la réaction. Nous n'allons pas tolérer qu'on voile sa mort. Le commandant en chef représentait la tradition des forces armées du Chili. Son assassinat nous oblige à châtier les véritables coupables.

DEBRAY. — Et vous pensez que ceux qui ont défendu hier les oppresseurs peuvent défendre aujourd'hui les opprimés sans changer eux-mêmes, sans être remplacés par d'autres ? Le même tribunal qui dictait naguère une loi en faveur des grands propriétaires peut-il la dicter aujourd'hui en faveur des paysans sans que le tribunal soit changé ? Les mêmes forces répressives qui expulsaient hier des terres ceux qui les envahissaient peuvent-elles aujourd'hui être du côté des opprimés ?

ALLENDE. — Nous avons proposé des réformes dans les tribunaux, et nous les ferons dans les lois. Nous utiliserons la Réforme Constitutionnelle pour apporter des transformations dans

le pouvoir judiciaire et, je t'ai déjà dit que le rejet total d'un projet de réforme de la Charte Fondamentale nous amènera au plébiscite, que nous gagnerons parce que nous prouverons au peuple que les transformations sont destinées à lui rendre justice pour la première fois. En ce qui concerne les forces chargées de maintenir l'ordre, tu dois admettre qu'actuellement c'est nous qui imposons l'ordre. Nous l'avons dit pendant la campagne électorale : les autres forces politiques, réactionnaires, portent en elles le désordre social parce qu'elles sont appelées à maintenir une situation qui protège une minorité, en écrasant les intérêts de la majorité. Notre gouvernement est un gouvernement de majorité. Ne pense pas schématiquement au nombre de voix obtenues par la candidature de l'Unité Populaire. Aujourd'hui, la plate-forme populaire du gouvernement est plus large, et elle le sera encore davantage parce que la conscience populaire s'éveillera. J'ai parlé avec les officiers du corps des carabiniers et je leur ai dit que nous voulons une force de police que les citoyens respectent parce qu'elle sera exclusivement chargée de les protéger des délinquants²⁹. Je leur ai dit que les carabiniers ne peuvent pas utiliser leurs armes contre le peuple. Peu après être entré au gouvernement, j'ai fait mettre à la retraite un général carabinier parce qu'il avait assisté sans broncher au châtement de des propriétaires et leurs représentants avaient infligé à un fonctionnaire chargé d'appliquer la réforme agraire et qui en est mort. Le chef des carabiniers assistait à l'incident avec 200 hommes de troupes et il n'a rien fait. Certainement, s'il s'était agi de paysans qui auraient agressé leur patron il aurait réagi violemment. Ce que je te raconte s'est produit avant que l'Unité Populaire arrive au gouvernement. Mais c'est pendant mon gouvernement que le policier qui n'avait pas agi a été proposé au

grade de général ; et c'est à ce moment-là, que j'ai demandé qu'il soit mis à la retraite. J'ai estimé que ce chef n'avait pas rempli son rôle, et j'ai signalé son attitude comme un exemple typique. Je suis certain que le corps des carabiniers l'a compris ; le pays aussi l'a compris.

DEBRAY. — Un camarade dirigeant de votre parti. le parti socialiste, me disait récemment : « s'il n'y a pas trahison, il y a affrontement ». Je comprends que s'il n'y a d'affrontement, c'est qu'il y aura trahison. Croyez-vous que l'affrontement soit inévitable ?

ALLENDE. — L'affrontement se produit tous les jours, de tous les côtés, de façons très diverses.

DEBRAY. — Je voulais parler d'une attaque de front, décisive, d'une rupture ouverte de la coexistence actuelle, d'un soulèvement militaire, par exemple...

ALLENDE. — Cela dépendra d'eux. Si eux le provoquent, il se produira, mais en tout cas, nous attendrons qu'ils le provoquent eux. Nous sommes sur nos gardes. Pour le reste, nous ne sommes pas mécanistes. Les affrontements se succèdent depuis longtemps dans l'histoire du Chili. Tu dois connaître la longue liste de massacres d'ouvriers et de paysans, pendant la domination de la bourgeoisie. Qu'entend-on par affrontements ? Ils existent tant qu'il y a des contradictions dans la société et ces contradictions subsistent même pendant la période de construction du socialisme. Laissons de côté les antagonismes, ils sont déterminés par la lutte de classes.

DEBRAY. — Et la lutte de classes va devenir plus aiguë maintenant.

ALLENDE. — Naturellement. Tu comprends bien qu'une fois appliquée notre réforme constitutionnelle, des intérêts puissants, nationaux et étrangers vont être atteints. Ceux qu'affecteront la réforme agraire et la nationalisation des banques vont vouloir réagir. Comment

veux-tu qu'il n'y ait pas d'antagonismes ? si nous partons du fait essentiel de la lutte de classes, nous savons que les groupes oligarchiques, les groupes ploutocratiques, les groupes féodaux, essaieront de défendre leurs privilèges à tout prix.

DEBRAY. — Vous parlez de secteurs « féodaux », d'« oligarchie ». Ici, on peut émettre un doute. Peut-être est-ce seulement une question de terminologie, mais permettez-moi d'en profiter pour préciser certains concepts. Laissons d'abord de côté la question, très discutée, de savoir si l'on peut vraiment appeler « féodaux » ou « semi-féodaux » des latifundistes qui produisent pour le marché intérieur ou le marché international ; ou la question de savoir jusqu'à quel point les intérêts proprement capitalistes industriels ne se trouvent pas totalement imbriqués et assimilés et si ces deux rameaux d'une économie dépendante ne forment pas finalement une seule branche. Mais, camarade président, je pensais avoir compris que le Chili n'est pas le Pérou, et que la révolution socialiste va beaucoup plus loin que le réformisme militaire. Ou bien s'agit-il seulement de liquider les secteurs retardataires et inefficaces de la bourgeoisie pour leur faire faire un bond vers le développement capitaliste moderne ? De liquider les structures archaïques de l'exploitation agraire pour moderniser le pays, et pour offrir un marché intérieur beaucoup plus large aux puissantes entreprises industrielles de l'avenir ?

ALLENDE. — Ce terme de « secteurs féodaux », nous l'utilisons couramment pour désigner ce que nous devrions qualifier avec plus de justesse de formes attardées du « capitalisme agraire chilien ». Nous parlons de retard parce que les rapports capitalistes présentent encore aujourd'hui des séquelles des anciennes prestations personnelles, de moins en moins importantes, une grande concentration de la

propriété terrienne dérivée pour sa plus grande partie de la structure de la propriété telle qu'elle se présentait au siècle passé. En même temps, comme cela arrive souvent dans de pareils cas, il existe encore une proportion très importante de petits paysans d'un type différent. Il est évident qu'il existe des relations fortes et étroites entre une partie de ces propriétaires terriens et une partie des groupes monopolistiques urbains. Bien que d'une manière très générale on puisse dire qu'ils ne forment qu'une seule classe, il te faut reconnaître qu'il existe entre eux des différences qui tiennent au rôle qu'ils jouent, chacun de leur côté, dans le fonctionnement du capitalisme dépendant chilien. D'où, en certaines occasions, des différences politiques importantes, comme dans le cas, par exemple, de la réforme agraire. Maintenant, en ce qui concerne l'exploitation agraire, Régis, ton inquiétude ne me paraît pas très fondée, si l'on analyse bien le problème dans le contexte de l'ensemble des changements que propose notre programme. Comme tu sais, cela fait très longtemps que la réforme agraire, si on la prend isolément, n'est pas en elle-même autre chose que l'une de ces prétendues transformations démocratiques bourgeoises. C'est-à-dire qu'elle correspondrait, en fait, à une transformation que le capitalisme lui-même est capable de lancer. Cependant, dans le monde moderne, lorsque le conflit de fond passe dans le camp des transformations socialistes, il faut admettre alors qu'une réforme agraire profonde, qui correspond réellement aux intérêts des ouvriers agricoles et des différentes couches de petits et de moyens paysans, ne peut être menée à bien que par une alliance de toutes les couches opprimées, avec à leur tête la classe ouvrière. Dans notre cas, la réforme agraire n'est pas réalisée dans le contexte d'un maintien du capitalisme, mais

bien dans celui de la destruction de son axe fondamental : le capitalisme monopolistique, national et étranger. Il ne s'agit donc pas de développer le capitalisme dans les campagnes, mais bien de faire avancer les rapports agraires vers le socialisme, et cela par les chemins les plus propres au caractère historique et social de notre pays. Ces formes, dans certains cas, seront naturellement des formes extrêmement avancées, du type par exemple de la propriété du peuple tout entier ; ou, dans d'autres cas, différents modes de coopératives ; ou encore on pourra envisager que demeurent des secteurs de la propriété privée.

DEBRAY. — Est-ce qu'on peut dire alors, camarade président, que vous êtes en train de mettre en œuvre votre programme politique, et que, par conséquent, l'affrontement est continu ?

ALLENDE. — L'affrontement est permanent. Et s'ils le cherchent, s'ils le provoquent, nous ferons face à un affrontement constant, et nous sommes psychologiquement préparés à cet affrontement ; il ne faut pas que tu en aies le moindre doute.

DEBRAY. — Non, je n'en ai pas le moindre doute. Le problème n'est pas que vous et ceux qui gouvernent ici soyez préparés à cet affrontement ; c'est que le peuple, lui aussi, soit en mesure de résister ; qu'il soit conscient qu'ici, dès demain, il peut se trouver face à des situations extrêmes.

ALLENDE. — Nous l'avons dit au peuple, nous l'avons répété, le peuple le sait. D'ailleurs, je te l'ai déjà dit, notre lutte dure depuis des années, et pour le peuple, ce n'est pas une surprise, il en a une très grande conscience. Ce qu'il faut, c'est lui montrer quelques exemples, comme ce cas de défaillance de la Cour Suprême. Bien entendu, moi qui suis le président et le chef d'un pouvoir de l'Etat, dans le cadre de la légalité actuelle, je dois respecter ce que pourrait décider un autre pouvoir

d'Etat. Mais cela ne m'empêche nullement d'analyser avec précision ce que signifie cette décision, la répercussion politique qu'elle peut avoir, et surtout lorsqu'il s'agit d'une défaillance qui, de mon point de vue, limite les possibilités de rechercher réellement les responsables de la mort du général Schneider, c'est-à-dire d'enquêter sur une conspiration de la droite. Et mon devoir est de le dire au peuple ; de lui dire qu'il faut être plus vigilant, et c'est ce que je vais faire.

DEBRAY. — Dans le cas de l'assassinat du général Schneider, est-ce qu'il y a beaucoup de gens impliqués ?

ALLENDE. — C'est tout un complot. C'est tout un écheveau de gens qui représentaient indiscutablement les intérêts économiques les plus hauts, les intérêts politiques de la droite réactionnaire, et qui les représentent encore.

DEBRAY. — Un complot simplement national ?

ALLENDE. — National, et international.

(Cet entretien s'est déroulé en deux temps : le premier à Santiago, et le second à Valparaíso où le gouvernement populaire s'est transporté le 6 janvier à son siège d'été. Ce jour-là le président Allende prit la parole devant une foule immense devant l'Intendance de Valparaíso.)

DEBRAY. — Dans votre discours d'hier à Valparaíso, camarade président, quelque chose a retenu mon attention. En vous adressant à cette foule immense qu'il y avait là-bas, vous avez dit ceci : « je n'ai pas l'intention de critiquer la Cour Suprême... qu'elle reste où elle est, nous resterons là où nous sommes ». Qu'avez-vous voulu dire exactement, je ne l'ai pas très bien compris.

ALLENDE. — Eh bien ! nous avons précisé, dans le programme de l'Unité Populaire, que ce que

nous voulions c'était un pouvoir judiciaire authentiquement indépendant et un pouvoir judiciaire dont la structure supérieure provienne de la Chambre Unique. De plus, les partis, et plus particulièrement le parti socialiste ont critiqué les décisions de la Cour Suprême ; les avocats les plus prestigieux (et parmi eux, le président du Conseil de Défense Fiscale, Eduardo Novoa²¹) ont indiqué que la Cour Suprême prend position pratiquement, de plus en plus souvent, en faveur des secteurs les plus puissants. Au fond, pour que nous comprenions bien, il faut répéter que ce qui se fait ici, c'est une justice de classe, et c'est logique.

DEBRAY. — Autrement dit, si les travailleurs sont peut-être au pouvoir, il n'en reste pas moins certain que le pouvoir judiciaire n'est pas entre leurs mains.

ALLENDE. — Evidemment.

DEBRAY. — Est-ce que de tels freins ne vous inquiètent pas ?

ALLENDE. — Si. Ils m'inquiètent profondément. Mais comme nous avons donné notre parole, et comme j'ai l'intention de rester dans les limites de ce que nous avons décidé, même si ce n'est pas mon opinion, tant qu'existera cette indépendance et que les trois pouvoirs coexisteront, j'ai dit, et non sans ironie, que je n'irais pas plus loin dans ma critique. Seulement tu le sais très bien, en réalité, cette critique, je l'ai faite, et j'ai expliqué la signification politique de cette défaillance, en précisant que de mon point de vue, en ne faisant pas lever l'immunité du sénateur, on empêchait pratiquement toute possibilité de rechercher les grands coupables éventuels ; et j'ai ajouté que je mettrais toute mon énergie, toutes mes forces, que ce soit d'un point de vue juridique, légal ou administratif, à trouver, moi-même, les véritables coupables.

DEBRAY. — Il y a autre chose qui a attiré mon attention, camarade président, c'est cette

phrase que vous répétez assez souvent : « Nous sommes un courant, nous ne sommes par un barrage. » Et pourtant, j'ai l'impression que malgré tout cela, vous avez bien été un peu des barrages lorsqu'il s'est agi de contenir des occupations de terrains, les mouvements de villageois, les campements de sans-abris. Evidemment, ce n'est pas un barrage comme celui de M. Frei, parce que, jusqu'à hier, la démocratie chrétienne, elle, envoyait les carabiniers, la gendarmerie mobile, aujourd'hui dissoute par le gouvernement populaire, expulser par la force ceux qui envahissaient les terres, ceux qui étaient sans abris, les paysans sans terre, comme l'ont montré les massacres de San-Miguel ou de Puerto Montt²². Bien entendu, un gouvernement populaire ne peut pas agir de cette manière ; cependant on ne peut pas dire qu'il encourage ce genre de pratique de la part des déshérités.

ALLENDE. — Le 4 septembre a vu le point culminant d'un mouvement historique dans lequel notre peuple s'était engagé, et le 3 novembre, nous avons fait un autre pas en avant en prenant possession du gouvernement. Et constamment nous avons demandé à nos camarades qu'ils comprennent bien que maintenant, ils sont le gouvernement, et que par conséquent ils doivent avoir confiance, dans ce que nous sommes en train de faire et dans ce que nous allons faire. Régis, le problème est très clair. Je ne connais aucun pays où l'on ait résolu intégralement le problème du logement, pas même à Cuba. Par ailleurs, je ne suis pas d'accord avec beaucoup d'aspects de la réforme cubaine, parce que je ne crois pas qu'ils portent en eux la solution. Et cela, je l'ai dit à Fidel. Nous voulons affronter de face ce problème du logement. Nous voulons donner un toit à chacun, mais nous ne désirons nullement que l'on cherche à résoudre ce problème d'une manière anarchique. Actuellement il y a des

milliers et des milliers de villageois qui n'ont pas l'eau potable dans leur maison, et les femmes, particulièrement les femmes, doivent aller jusqu'aux fontaines pour remplir leurs cruches. Si nous permettons que la ville continue à s'étendre avec des habitations improvisées d'un étage, on ne pourra jamais installer des réseaux d'eau potable, d'égouts, d'énergie électrique, de gaz, d'éclairage... etc. jusqu'à chaque maison... Imagine le prix que nous coûteraient toutes ces maisons si nous parvenions à les doter de tous ces services. Dans certains endroits nous ne pouvons pas construire des maisons isolées d'un étage. Il faudra construire des blocs d'immeubles parce que nous devons gagner en hauteur.

DEBRAY. — Est-ce qu'on est attaché, ici, aux maisons individuelles ?

ALLENDE. — On est attaché à la « maison individualiste ».

DEBRAY. — Peut-être ce modèle idéal d'un mode de vie déterminé est-il un symptôme de la manière dont une certaine idéologie bourgeoise exerce son influence sur les masses.

ALLENDE. — Eh bien ! il faudra vaincre cela. Nous ne pourrons le vaincre que sur la base du raisonnement ; il faut que les gens comprennent, se rendent compte. Tu vois bien, c'est exactement la même chose que ce qui s'est passé pour les occupations de terre. Nous avons une loi, et cette loi va nous forcer automatiquement à exproprier les haciendas, toutes les propriétés qui dépasseront le maximum établi par la loi, c'est-à-dire 80 hectares de terres irriguées pour les régions centrales. Mais finalement nous avons intérêt à faire cette réforme agraire par zones, pour pouvoir, en même temps, maintenir la production dont le Chili a besoin, en tenant compte du climat, de la région et du sol. Si nous faisons cette réforme agraire d'une manière anarchique, nous n'avons aucune possibilité, de planifier la production.

Là réside le problème, et c'est pourquoi les gens doivent comprendre que nous sommes un courant et que nous ne sommes pas un barrage. Le peuple ne pourra jamais être un barrage, si le peuple est le gouvernement. C'est encore pire de voir que certains travailleurs s'emparent de maisons terminées ou presque, qui appartiennent à d'autres travailleurs. Nous ne pouvons pas accepter que s'affrontent entre eux des membres d'une même classe. C'est cela l'anarchie.

DEBRAY. — Revenons à ce thème de l'affrontement et, si je puis vous donner mon opinion personnelle, je doute un peu que la droite soit à ce point idiote qu'elle aille jusqu'à provoquer une rupture immédiate. Est-ce que ce ne serait pas la résistance sourde de la bourgeoisie qui serait plus à craindre, est-ce qu'il ne vous semble pas que celle-ci est en train de mener une guerre de positions et d'usure subtile, tenace, beaucoup plus qu'une guerre de mouvement ?

ALLENDE. — Il faut se garder des deux côtés parce qu'ils utilisent effectivement les deux moyens, Régis : la guerre de positions et la guerre de mouvement.

DEBRAY. — La guerre de mouvement, il semble bien qu'ils l'ont perdue jusqu'à maintenant. Mais la guerre de positions, ils la poursuivent sur tous les terrains, et pas seulement sur le terrain de la lutte politique. Il existe bien des modes d'infiltration, d'enveloppement, qui permettent de freiner, ou d'endiguer dans les moules bourgeois un gouvernement populaire, un mouvement révolutionnaire. Vous savez ce qu'il en est : ce peut être par exemple un certain respect exagéré de la légalité, ce peut être l'opportunisme, la course aux postes publics, à la bureaucratisation, la dépolitisation des masses abandonnées à l'idéologie dominante, c'est-à-dire à l'idéologie bourgeoise ; ce peut être beaucoup de choses. Le plus grand

danger est probablement celui-là, parce qu'il est moins visible : une prise de possession progressive de l'intérieur, par l'adversaire de classe ? Comment voyez-vous le problème, camarade président ?

ALLENDE. — Je vais te le dire, camarade Debray. Je crois qu'ils ont deux possibilités : la première est celle que tu as décrite et que nous pourrions appeler effectivement la guerre de positions. La guerre de mouvement, jusqu'à maintenant ils l'ont perdue, mais cela ne signifie pas qu'ils y ont renoncé. Tout cela est un problème de rapport de forces. S'ils avaient pu mener cette guerre ils l'auraient faite.

DEBRAY. — Ils recourent à d'autres méthodes ? Ils prennent donc d'autres voies ?

ALLENDE. — Oui, celles que tu as indiquées.

DEBRAY. — Et qui ne sont pas valables simplement pour le Chili, comme vous le savez, mais même dans certains pays socialistes.

ALLENDE. — Je dirais, plus avancés. Contre cela, la seule chose possible est un processus constant de prise de conscience ; la présence permanente des masses, la participation directe aux problèmes, une attitude vigilante, la conscience des militants des partis. Il est indiscutable que c'est là un facteur qui va accélérer notre dynamique, et qu'en même temps, la résistance elle-même, sourde ou directe, va créer au sein de l'Unité Populaire davantage de liens tout en s'y opposant, n'est-ce pas ? Car nous sommes en lutte, nous avons un adversaire, nous nous heurtons à l'ennemi, et si nous constatons des attitudes déterminées, il est bien logique que nous agissions, que nous avançons, que nous intensifions notre action. Tu as vu que nous frappons chaque jour ; personne ne pouvait s'imaginer que nous allions avoir des relations avec la Chine si rapidement, n'est-ce pas ? on ne croyait pas non plus que nous aurions des relations com-

merciales avec le Vietnam et la Corée, et pourtant, c'est chose faite.

DEBRAY. — Peut-être, dans ce sens, le transfert du gouvernement dans une capitale de province telle que Valparaiso a-t-il un rapport avec cette lutte contre l'ankylose bureaucratique ?

ALLENDE. — Evidemment, parce que c'est en province que l'on ressent davantage qu'ailleurs la lenteur, les défauts opérationnels, l'absence de réalisations ; les défauts des gouvernements précédents. Nous voulons rompre avec le passé, et c'est pour cela que nous avons dit hier que le gouvernement populaire doit changer et de forme et de fond. Ici, nous allons étudier avec la communauté locale les problèmes fondamentaux et nous allons chercher leurs solutions ; nous allons faire participer le peuple et nous allons discuter avec tous. Nous voulons que participent les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les universitaires...

DEBRAY. — Sur cette question de participer, vous avez dit très souvent que le pouvoir naît de la base. Mais est-ce que les partis qui composent l'Unité Populaire y suffiront ? Ne pensez-vous pas que les Comités d'Unité Populaire, tels qu'ils sont, pourraient se revitaliser, se donner un autre contenu pour que le peuple acquière un contrôle plus important sur ses conditions de vie, commence à contrôler les prix et la qualité des articles de consommation, et pour qu'il puisse s'élever peu à peu jusqu'à aborder les tâches de défense de la révolution ?

ALLENDE. — Il nous faut organiser les fronts des masses, des sans-abris, des sans-travail ; il nous faut organiser les camarades femmes pour qu'elles contrôlent les prix et la qualité des produits alimentaires. Hier, j'ai dit par exemple, Régis, que le mouvement national féminin compte déjà 20 000 camarades qui vont travailler comme volontaires dans le domaine de la santé et qui vont donner 160 000 heures de travail volontaire par mois. Et cela est très im-

portant. C'est de la participation active : elles vont aider à distribuer le lait, à combattre les tas d'ordure, à donner des conseils aux mères pour éviter les diarrhées infantiles et, par exemple, pour vérifier le prix et la qualité du pain.

DEBRAY. — Est-ce que vous êtes arrivés au blocage des prix, d'une manière générale ?

ALLENDE. — Jusqu'ici, ce blocage a été absolu.

DEBRAY. — Dans l'un de vos discours, j'ai lu la phrase suivante : « Désormais, nous n'aurons plus aucun grand prince de l'administration publique » ; et vous avez dit aussi quelque chose que je n'ai pas très bien compris : « nous n'admettrons pas l'aristocratie ouvrière ». De quoi vouliez-vous parler ? Peut-être de quelque chose qui a beaucoup surpris à l'étranger : les mineurs de Chuquicamata ont voté pour la droite et ceci est très difficile à comprendre. Certes, la classe ouvrière a voté pour Allende, mais dans certains secteurs...

ALLENDE. — Très peu...

DEBRAY. — Oui, très peu..., là où il y avait les entreprises impérialistes, elle a voté pour Alessandri.

ALLENDE. — Non, seulement à Chuqui ; pas à Salvador, ni à El Teniente. Bien plus, je puis te dire que dans une circonscription d'El Salvador, sur 300 inscrits, il y a eu 300 votants, et j'ai eu 300 voix ; ce qui veut dire que 100 % de ces travailleurs ont voté pour le candidat de l'Unité Populaire.

DEBRAY. — C'est là la logique, et l'anormal c'est ce qui s'est passé à Chuquicamata². Comment l'expliquez-vous ?

ALLENDE. — Eh bien ! voilà comment je l'explique : tu sais parfaitement bien que les organisations syndicales dans le régime démocratique bourgeois qui est le nôtre établissent indiscutablement des zones de pouvoir et d'influence. La vie des travailleurs du cuivre est dure et il y a un pourcentage élevé de victimes des maladies

professionnelles comme la silicose, mais cette réalité est compensée par les hauts salaires que les entreprises étrangères qui exploitent les ressources au Chili peuvent se permettre de leur donner parce que cette richesse rapporte énormément aux investisseurs. Cela fait des années que les entreprises nord-américaines répètent que le jour où elles s'en iront du Chili, la situation des travailleurs se dégradera, surtout la situation de ceux qui sont payés en dollars. Nous ne disposons que de très peu de moyens de communication pour détruire ces schémas mentaux que la classe dominante a imposés à une masse de la population qui vit en grande partie isolée. Il faut que tu te rappelles que Chuquicamata est pratiquement une citadelle isolée qui est dominée totalement par l'entreprise impérialiste. Nous devons lutter pour donner une conscience à ces travailleurs ; il ne suffit pas que les travailleurs aient une organisation syndicale, il faut que cette organisation soit imprégnée de l'idéologie révolutionnaire. Les partis communiste et socialiste ont lutté pour maintenir l'idéologie révolutionnaire au sein de la Centrale Unique des Travailleurs (C.U.T.). Nous luttons aussi pour que le peuple s'organise. Il te sera utile de savoir que seulement 20 % de la classe ouvrière est organisée au Chili, et donc que l'immense majorité ne l'est pas.

DEBRAY. — Et comment peut-on expliquer cette défaillance ?

ALLENDE. — Pour bien des raisons : tout d'abord, parce que les gouvernements n'ont rien fait pour faciliter l'organisation des travailleurs, puisque c'étaient des gouvernements de classe. Tu comprends qu'un travailleur organisé, c'est un travailleur qui possède plus de force, une conscience beaucoup plus élevée, et qui va lutter pour ses droits dans de meilleures conditions.

DEBRAY. — Et ils n'ont probablement pas non plus

donné à la C.U.T. une personnalité juridique ?
 ALLENDE. — Non, ils ne l'ont pas autorisée, et c'est à nous qu'il reviendra de la lui donner.

DEBRAY. — Est-ce que vous pensez élargir la base syndicale ? encourager l'organisation syndicale ?

ALLENDE. — Absolument. Tous les travailleurs, y compris les travailleurs du secteur public seront regroupés. Ils ont une organisation, mais celle-ci n'est pas reconnue. Eh bien ! il y a là des nuances différentes, parce que j'ai lu qu'en France, par exemple, la police elle-même quelquefois, avait menacé de faire grève. Au Chili, dans la conception démocratique bourgeoise, ce serait absolument inadmissible pour les Chiliens. Nous allons organiser vraiment les serviteurs de l'Etat eux-mêmes, mais sans oublier qu'ils doivent avoir conscience que ce gouvernement est le leur et qu'il n'est pas besoin pour eux d'aller jusqu'à la grève pour résoudre leurs problèmes. Que se passe-t-il actuellement ? Que les ouvriers du cuivre, par exemple, savent (et ils le savaient) qu'une grève du cuivre est une grève dont aucun gouvernement ne peut tolérer qu'elle dure 60 ou 30 jours parce que c'est un coup fatal pour le Chili, parce que les revenus du fisc diminuent considérablement. Alors, logiquement, ils disposent du grand levier de leur grève qui se répercute sur toute l'économie nationale, et que tous les gouvernements doivent résoudre ce problème. Et comment le résolvent-ils ? Eh bien ! en donnant satisfaction à une très grande partie de leurs revendications. Alors, que faut-il rechercher ? que les ouvriers du cuivre aient conscience que ce n'est pas parce qu'ils travaillent dans le cuivre qu'ils vont obtenir une situation exceptionnelle, supérieure au reste des travailleurs. Ils doivent avoir la même position de classe que les autres, ils doivent se rendre compte que nous avons besoin de leur travail et de leur production

pour le Chili, et que leur immense majorité a des salaires qui leur permettent de vivre. Telle est la réalité ; c'est un problème de prise de conscience de classe des gens. Dans le cuivre, une proportion importante des travailleurs deviennent salariés, et une proportion importante de ces salariés, bien qu'ils soient Chiliens, sont payés en dollars. Certains de ces employés payés en dollars, nous ne disons pas tous, vendaient leurs dollars au marché noir, et c'est pourquoi, lorsque on leur demande « combien gagnez-vous ? » ils ne te donnent pas la valeur correspondante en escudos au taux officiel, mais au taux du change au noir.

DEBRAY. — Quant au rôle des travailleurs dans les centres de production, vous avez indiqué que dans le domaine de l'économie sociale, le gouvernement allait donner aux travailleurs la participation à la direction des entreprises.

ALLENDE. — Aux salariés et aux techniciens aussi.

DEBRAY. — Comme vous êtes socialiste et que vous connaissez les rapports anciens, bien que lointains, du parti socialiste avec la Yougoslavie, cela me fait penser à l'autogestion.

ALLENDE. — Non ; nous avons dit qu'il était nécessaire que des ouvriers, des employés, et des techniciens soient présents, dans une certaine proportion, à la direction des entreprises. Mais cela ne signifie pas que ces entreprises vont avoir une indépendance de production. Nous sommes partisans d'une économie centralisée, et nous le resterons. Les entreprises devront accomplir les plans de production fixés par le gouvernement. Pour que ces plans s'accomplissent, nous discuterons avec les travailleurs. Mais nous n'allons pas livrer une entreprise aux travailleurs pour qu'ils produisent ce qu'ils veulent, et pour qu'ils obtiennent de plus gros revenus que les autres, sur le plan personnel, pour la seule raison qu'ils possèdent une entreprise vitale pour le pays. Nous sommes contre cette politique.

DEBRAY. — Vous visez donc une planification démocratique, au sens de planification centralisée, mais avec la participation des travailleurs aux décisions.

ALLENDE. — Naturellement ; sinon, le développement dont nous avons besoin ne serait pas possible. C'est pour cela, que nous avons dit aux travailleurs (par exemple, quand je suis allé voir les travailleurs du charbon je regrette beaucoup de ne pas t'avoir invité, j'aurais beaucoup aimé le faire pour que tu voies cette région et que tu parles avec les travailleurs) j'ai dit aux travailleurs : « Maintenant, vous produisez 3 000 tonnes de charbon par jour ; nous avons besoin de 4 700 tonnes, c'est-à-dire qu'il faut augmenter la productivité, travailler davantage, produire davantage, faire davantage d'efforts. Mais vous n'allez pas faire d'efforts pour que l'entreprise privée pour laquelle vous travaillez se remplisse les poches. Maintenant, vous allez travailler pour vous-mêmes, parce que nous allons améliorer vos conditions de vie, vous donner des logements créés pour des êtres humains, vous donner des terrains de sports, du lait pour vos enfants, des facilités pour que vous vous instruisiez, et vous allez travailler pour le pays ; nous avons besoin du charbon parce qu'il reste une source d'énergie, surtout face à la diminution du pétrole. Il est donc important que les travailleurs connaissent les problèmes nationaux, et qu'ils se rendent compte que celui qui travaille dans le charbon, tout comme celui qui travaille dans le cuivre, ou celui qui travaille la terre, travaille pour le Chili et non uniquement en fonction de ses problèmes personnels ou corporatifs.

DEBRAY. — Finalement, vous voulez leur donner une conscience de pouvoir.

ALLENDE. — C'est cela ; et en même temps, conscience de ce que représente le pouvoir pour le

pays, et pour les plans nationaux de développement économique.

DEBRAY. — Autrement dit, sans économisme, sans régionalismes, sans égoïsmes. On peut développer davantage la discussion sur cet aspect du rapport de la classe ouvrière en tant que classe hégémonique ou non, avec le pouvoir politique. Vous savez que le pouvoir politique et la possibilité d'exercer la direction sociale, morale et culturelle d'une société donnée, sont deux choses différentes. Il est possible que la bourgeoisie continue à imposer son idéologie, même si le pouvoir politique est ouvrier ; qu'elle continue à contrôler les normes culturelles et les comportements sociaux. Sans parler de la permanence de l'appareil institutionnel qui empêche l'expression directe de l'initiative des masses, on peut s'inquiéter de la permanence de cette domination diffuse que peut conserver la classe dominante, même après que les banques et les entreprises monopolistes ont été nationalisées. Naturellement, ce ne sont pas là des problèmes actuels. Mais actuellement, il se présente bien comme un problème la question des moyens de communication de masse. Ces moyens-là ne répondent pas au pouvoir populaire, mais au pouvoir de l'argent, aujourd'hui comme hier. J'imagine que ce doit être un casse-tête pour ceux qui gouvernent et même pour vous.

ALLENDE. — C'en est un sans aucun doute. Et nous en avons conscience.

DEBRAY. — Et vous pensez le résoudre ?

ALLENDE. — Naturellement, nous l'avons dit, nous n'allons pas supprimer les moyens de diffusion de la bourgeoisie, mais nous allons coordonner les nôtres, nous allons les augmenter, nous allons faire en sorte que ceux qui travaillent dans ce domaine, les journalistes, aient conscience qu'ils seront les premiers à bénéficier du changement, et que par conséquent, lorsqu'ils travaillent dans ces entreprises bour-

geoises et qu'ils voient que la politique de ces entreprises va contre le gouvernement populaire, ils doivent constituer à l'intérieur de ces entreprises un noyau de résistance. Quand le journaliste se sent protégé, et quand il sait pouvoir trouver du travail ailleurs, n'est-ce pas, il peut dire à une entreprise, « Ecoutez, je ne publie pas cette information... », ou bien « je présente l'information telle qu'elle est... ». Par exemple, Régis, tu étais hier au meeting de Valparaiso. C'est la première fois dans l'histoire du Chili (et tu sais que j'ai été candidat pendant plusieurs années, plusieurs fois, candidat pendant dix-huit ans à la présidence) c'est la première fois qu'on publie dans *El Mercurio* une photographie authentique où on voit la masse qui prend part à un meeting populaire.

DEBRAY. — La première fois ?

ALLENDE. — La première fois. Si le meeting avait eu lieu avant les élections, ils auraient parlé de 3 000 personnes, et en réalité, ils ont parlé de 40 000 personnes et c'était bien le cas.

DEBRAY. — Mais, comme candidat, avez-vous connu des meetings où il y avait encore plus de monde ?

ALLENDE. — Oui, mais que disaient les journalistes ? « Quelques milliers de personnes se sont réunies... » Un point c'est tout. « 3 000 ou 5 000 partisans d'Allende l'ont acclamé à Talca, à Valparaiso, à Concepción. » Il y a eu des meetings de 100 000 à 300 000 personnes, mais jamais on n'a parlé de leur ampleur.

DEBRAY. — Mais en dehors des meetings que vous faites vous-même — je ne veux pas vous critiquer, naturellement, parce que je suis votre hôte ici — mais je vais vous poser une question.

ALLENDE. — Tu as le droit de me critiquer : c'est justement le principe du dialogue.

DEBRAY. — Je vais vous poser une question : la télévision a trois chaînes. Ne pouvez-vous pas

vous adresser au peuple d'une manière moins rigide et moins formelle que lorsque vous annoncez des décrets ? Pourquoi ne vous adressez-vous pas plus souvent au peuple pour expliquer les mesures, pour les discuter avec les journalistes, avec des représentants du peuple, devant tout le monde, sur le ton de la conversation comme celui que vous avez avec moi actuellement ?

ALLENDE. — Pour deux raisons. D'abord, parce que les gouvernements précédents ont abusé de ce que nous appelons ici les chaînes nationales officielles de radio et de télévision et qui à un moment ont fini par fatiguer les gens, qui les ont rejetées. Ensuite, parce que je ne veux pas que ce soit un acte personnel du camarade président. Alors, j'ai dit aux ministres, au personnel responsable, qu'ils participent aux tables rondes ou qu'ils utilisent les chaînes de télévision pour exposer les problèmes propres à leur ministère. Il faut tenir compte du fait que parmi les chaînes de télévision qui existent, il n'y en a qu'une qui appartient à l'Etat. En outre, le Conseil de Direction limite passablement les possibilités du gouvernement, et c'est une manœuvre de type politique contre nous. Les deux autres chaînes appartiennent aux universités. Nous devons tenir compte de tout cela, et le prendre en considération. De toute façon, je crois que toutes les semaines, un ou deux ministres participent à une table ronde, à la télévision et moi-même, sans plan précis, je crois avoir participé plus ou moins à ces tables rondes, chaque dix jours. Je crois qu'il faut le faire, surtout dans les cas importants.

DEBRAY. — Je vais vous poser une question parallèle à la première : dans les réunions, dans les discours, dans la propagande restreinte et discrète de l'Unité Populaire, il y a un thème qui revient souvent « l'homme nouveau » « la nouvelle morale », etc. Ne vous paraît-il pas uto-

pique de parler de cela dans une société qui est encore si profondément bourgeoise, dans laquelle sévissent encore les anciens schémas formels ?

ALLENDE. — Non, nous comprenons très bien que les gens cultivés, formés par cette société n'ont rien à voir avec ce que nous appelons « l'homme nouveau ». L'idéologie dominante, dans la société actuelle, est celle de la bourgeoisie, mais il est évident que ce que nous appelons « l'homme nouveau » surgira et vivra dans la société nouvelle. Actuellement nous devons réaliser un travail de pédagogie pour éveiller peu à peu, dans la conscience des masses, l'intérêt de constituer une société nouvelle et pour montrer ce que sera l'image de ses composantes, « les hommes nouveaux ». L'avant-garde dispose maintenant de révolutionnaires qui s'efforcent de se comporter comme tels, et il est évident que ce sont eux qui posent les premières pierres de ce qui sera la fondation de « l'homme nouveau ». Je ne pense donc pas qu'il soit utopique de parler de cet homme. Ce le serait si nous rêvions que cet homme va vivre dans la société actuelle, mais l'homme nouveau va surgir dans la société nouvelle.

DEBRAY. — Dont les bases économiques restent encore à construire... Ce ne sont pas encore des problèmes d'actualité, n'est-ce pas ? Mais parlons des problèmes d'actualité. Les nationalisations ont été très importantes. Elles ont frappé le cuivre, le charbon, enfin les industries clés. Mais ce que je n'ai pas compris, c'est la politique d'indemnisation que le gouvernement populaire pense appliquer. On a dit que le paiement de ces indemnités considérables aux compagnies étrangères est un prix très élevé pour maintenir la paix sociale et peut-être tout simplement la paix au Chili. Comment voyez-vous ce problème ? L'Etat ne va-t-il pas s'appauvrir au profit des monopoles ?

ALLENDE. — D'abord, nous n'avons pris aucun en-

gagement d'indemnisation en ce qui concerne le cuivre. Nous étudierons la situation de chacune des industries, le capital initial, les profits qui en ont été retirés et les surprofits, dans le contexte du marché, et les amortissements, etc. et nous pouvons payer de zéro peso à 1 000 millions de dollars. C'est notre problème. Nous ne voulons pas, et nous l'avons dit, honnêtement, qu'on raconte que nous allons usurper ce qui appartient aux autres et nous l'approprier. Par exemple, dans le cas du choix que nous avons laissé aux actionnaires des banques, nous l'avons fait essentiellement pour que les petits actionnaires ne se sentent pas lésés. Nous ne pouvons pas enfoncer tous les fronts, ce serait maladroit et injuste. En fin de compte, si nous dépensons quelques millions dans cette affaire, nous ferons l'économie que nous coûterait une résistance, un affrontement ou une course aux armements à laquelle nous nous verrions obligés de faire face dans de telles circonstances.

DEBRAY. — A propos d'armement, il paraît que les révolutionnaires n'en ont pas de trop ici, même pas assez pour se défendre ? dans une revue française de gauche, j'ai vu ce titre à propos du Chili « La révolution sans fusils ». Est-ce que cette formule vous paraît réaliste ? Il est vrai que l'on n'a pas encore sorti les fusils ici au Chili, ou très peu. Mais est-ce une révolution ce qui se passe ici ?

ALLENDE. — Je crois que oui. Nous sommes à une étape révolutionnaire. Comment pouvons-nous définir une révolution, je te le demande d'un point de vue sociologique.

DEBRAY. — Je voudrais lever tout de suite une équivoque. Pour moi, la question de la violence n'est pas la pierre de touche.

ALLENDE. — D'accord, c'est le déplacement du pouvoir d'une classe minoritaire à une classe majoritaire.

DEBRAY. — C'est cela, du moins comme définition minimum.

ALLENDE. — Ici, la classe minoritaire a été détrônée par le peuple ; et c'est bien évident, car si la classe minoritaire était encore au pouvoir, nous n'aurions pas la nationalisation du cuivre, nous n'aurions pas la nationalisation des banques, la réforme agraire, Régis.

DEBRAY. — Oui, mais enfin, jusqu'à maintenant, le gouvernement n'est pas encore sorti des limites du réformisme. Son action s'est située dans le cadre de la Constitution que lui avait léguée le gouvernement bourgeois antérieur, elle s'est située à l'intérieur des limites institutionnelles déjà établies ; c'est pour cela qu'on peut dire que jusqu'à maintenant nous avons eu des réformes. Déjà en 1905, je crois, Lénine distinguait entre deux types de réformes : celles qui sont destinées à ouvrir la voie de la révolution socialiste, et celles qui au contraire sont destinées à freiner celle-ci, à la dévier, et finalement à lui barrer le chemin.

ALLENDE. — Je crois que nous avons utilisé celles qui ouvrent la voie à la révolution. Nous avons maintenant la prétention (et cela je vais le dire avec modestie) d'instaurer une voie différente et de prouver que l'on peut faire ces transformations profondes qui constituent la voie de la révolution. Nous avons dit que nous allons créer un gouvernement démocratique, national, révolutionnaire et populaire, qui mènerait au socialisme, car le socialisme ne s'impose pas par décrets. Toutes les mesures que nous avons prises sont des mesures qui conduisent à la révolution.

DEBRAY. — Oui, mais ma question avait aussi une certaine résonance historique. Il y a déjà eu ici un Front Populaire, des gouvernements démocratiques. Vous-même, vous avez été ministre de Pedro Aguirre Cerda. Ensuite il y a eu le gouvernement de González Videla²⁴ qui s'est mal terminé lorsque la guerre froide a com-

mencé. Et après encore, il y a eu le populisme d'Ibañez, et tout cela a été un échec, et pas seulement ici, mais sur le continent tout entier.

ALLENDE. — Qu'est-ce qui a été un échec, excuse-moi, mais qu'est-ce qui a été un échec ?

DEBRAY. — Eh bien ! ce qui a été un échec, c'est une certaine politique collaborationniste, conciliatrice, fondée sur les simples combinaisons électorales entre partis ouvriers et partis démocratiques bourgeois. Comment, camarade président, pouvez-vous assurer que les échecs de jadis ne vont pas se répéter aujourd'hui en 1971 au Chili ?

ALLENDE. — Tout d'abord, Régis, je soutiens que le Front Populaire Chilien n'a pas échoué pour une raison très simple : parce que le Front Populaire Chilien n'avait pas pour but la transformation révolutionnaire du Chili. Pedro Aguirre Cerda, a présenté un programme qui disait : « du pain, un toit et des vêtements »... Autrement dit un programme humanitaire, mais non pas un programme à contenu social et encore moins révolutionnaire. Quiconque pense que Pedro Aguirre Cerda était un révolutionnaire, doit logiquement en conclure, évidemment, qu'il a échoué. Mais il se trouve que nous nous sommes mis en toute connaissance de cause à collaborer pour être la gauche du système, c'est-à-dire du système capitaliste. En revanche, le programme le dit bien, nous luttons aujourd'hui pour transformer, pour changer le système, ce qui est tout à fait différent. Au sein du Front Populaire, Régis, il y avait un parti hégémonique, un parti majoritaire, le parti de la bourgeoisie : le parti radical. Aujourd'hui, dans l'Unité Populaire, aucun parti n'a l'hégémonie, mais deux partis de la classe ouvrière sont présents, des partis révolutionnaires, des partis marxistes. Et enfin, camarade, le président de la République est un socialiste. Donc les choses sont très différen-

tes, et je suis arrivé à ce poste pour réaliser la transformation économique et sociale du Chili, pour lui ouvrir la voie vers le socialisme. Notre objectif est le socialisme total, scientifique, et marxiste.

DEBRAY. — Et de plus, le contexte international est différent.

ALLENDE. — Naturellement. Quand arriverons-nous ? En 1953, j'étais en Chine. Or, depuis combien d'années la Chine était-elle en révolution ?

DEBRAY. — Trois ou quatre ans.

ALLENDE. — Un peu plus, je crois.

DEBRAY. — Ce n'est pas en janvier 1949 que Mao est entré à Pékin ?

ALLENDE. — Bon, que se passait-il par exemple à Shangaï. Il y avait des entreprises mixtes, il y en a encore à Hong-Kong. Les Anglais continuent à avoir à Shangaï des privilèges douaniers. Chacun sait que la Chine, la République Populaire, pourrait liquider Taiwan, Formose, en 24 heures. Et pourquoi ne le fait-elle pas ? Tout simplement parce que ce serait mettre en danger la paix du monde et sa propre révolution. Pourquoi Fidel ne s'empare-t-il pas de Guantánamo ? Y a-t-il quelqu'un pour penser que Fidel souhaite que les Américains y restent ? Pourquoi ne s'en empare-t-il pas ?

DEBRAY. — Qu'il soit bien clair que je ne suis nullement partisan de ce type de procédé, bien évidemment. Je ne cherche pas à jouer toujours le rôle d'un ultra-gauchiste ; je pense que vous avez tout à fait raison de mesurer vos pas, et de choisir votre rythme. La question principale sur laquelle s'opère la distinction, ce n'est pas celle de l'usage de la violence physique sous telle ou telle forme, mais la suivante : quelle est la force sociale motrice de la révolution, quelle est la classe qui assume la direction ?

ALLENDE. — Le prolétariat, c'est-à-dire la classe ouvrière.

DEBRAY. — S'il en est ainsi, et si cela continue

ainsi, si cette situation se consolide de cette manière, alors, il y a des garanties. Sans parler des garanties constitutionnelles...

ALLENDE. — ... que nous avons dû donner : ce qui signifiait pour nous prendre le gouvernement sans nous départir de notre programme.

DEBRAY. — Était-ce absolument nécessaire ? Était-il indispensable de négocier ce statut de garanties démocratiques ?

ALLENDE. — Oui, et c'est pour cela que nous l'avons fait. Je suis convaincu, je continue à être convaincu que cela était correct d'établir un tel statut de garanties. Mais il faut préciser qu'il n'est pas juste de parler de négociations parce que nous n'avons pas cédé une ligne de notre programme de gouvernement. Situé bien la période dans laquelle a été établi notre statut. Et tu le comprendras comme une nécessité tactique. Nous avons suffisamment parlé de la période dramatique qui s'est étendue entre le 4 septembre et le 24 octobre. Pense à ce Chili accablé par cette « campagne de terreur », ainsi qu'on a appelé cette campagne de mise en condition psychologique du peuple, imposée par ses ennemis. Cette campagne allait de pair avec l'étonnement du monde qui regardait ce petit pays pour dire : « Pour la première fois un marxiste arrive au gouvernement par des élections. » Un secteur du parti démocrate chrétien, avec à sa tête un de ses leaders, Radomiro Tomić²⁶, est arrivé à la conclusion que si ce parti ne nous donnait pas les votes des sénateurs et des députés pour arriver à une majorité qui reconnaisse notre succès, le Chili allait directement à la guerre civile. C'est alors que ce secteur a proposé que l'on reconnaisse la victoire de l'Unité Populaire en échange d'un « Statut de Garanties ». D'un côté, ils avaient prétendu que nous étions guidés par l'idéologie de la classe révolutionnaire, que nous provoquions la terreur, mais en même temps ils ajoutaient qu'eux-mêmes ne voulaient pas

être les responsables de la guerre civile. C'est ainsi qu'est né ce « Statut ». Lis-le et compare-le avec notre programme de gouvernement et tu arriveras à la conclusion que nous n'avons pas changé une seule virgule à ce programme. A ce moment-là, l'important, c'était bien de prendre le gouvernement.

DEBRAY. — Faisons encore une rétrospective. Les choses étant ce qu'elles sont, et le programme de l'Unité Populaire étant connu avant les élections, votre personnalité étant également connue, votre itinéraire politique de ces derniers temps très connu, comment expliquez-vous que la bourgeoisie, que la droite, ou si vous préférez que l'adversaire se soit divisé sur deux candidatures ? Je sais que ma question est un peu faible parce que finalement le programme de Tomić ressemble beaucoup au vôtre. Mais comment expliquez-vous la désunion de la droite face à une gauche qui savait déjà où elle allait ?

ALLENDE. — Nous avons déjà un peu parlé de cela quand nous étions hier à Santiago. Je t'ai déjà dit que divers facteurs sont intervenus dans cette affaire, et particulièrement un facteur que l'on ne peut indiscutablement pas mesurer par l'expérience d'autres pays : le fait est que la droite chilienne a avant tout pensé que la démocratie chrétienne ne pouvait pas gagner du fait des erreurs qu'elle avait commises, de son indétermination et du fait qu'elle n'avait pas satisfait le secteur véritablement traditionnel de droite et encore moins le secteur de gauche. Et c'est pourquoi ils se sont rassemblés sur un nom — parce que s'il n'avait pas existé un Jorge Alessandri, la droite n'aurait certainement pas suscité un candidat qu'elle aurait pu porter au pinacle ; ils ont cru en un mythe — et Alessandri lui-même a été favorable à ce que cette croyance devienne générale — le personnage d'Alessandri, pour eux, dépassait toutes les frontières, c'était une

lumière définissable, et Alessandri, pour eux, devait gagner, simplement parce qu'il était Alessandri. Tu dois comprendre une chose : dans ce pays, par exemple, l'histoire enseigne que les noms ont un poids extraordinaire. Le père d'Alessandri a rempli de son nom cinquante ans de l'histoire du Chili ; Ibañez a rempli de son nom quarante ans de l'histoire de notre pays ; et Jorge Alessandri lui-même, qui avait été président et qui faisait de la politique depuis l'époque de son père, était aussi présent dans l'histoire de notre nation depuis quarante ans ou davantage ... D'ailleurs, toute modestie mise à part, moi qui suis ici depuis une époque encore récente, eh bien ! j'ai pris part à l'histoire du Chili depuis trente ans maintenant.

DEBRAY. — Ils n'attendaient pas le succès populaire ?

ALLENDE. — Non. Jamais de la vie !

DEBRAY. — Peut-être faudrait-il inventer une nouvelle loi de l'histoire, ou une anti-loi, qui serait la loi des surprises : quand quelque chose d'important arrive dans l'histoire, c'est toujours par surprise.

ALLENDE. — Par surprise, non. Sur les conditions fondamentales, certes, certaines circonstances particulières et fortuites peuvent avoir une influence...

DEBRAY. — Et l'élément de la surprise a joué ici. Il a eu un rôle important.

ALLENDE. — Mais il faut quand même que je te précise quelque chose, c'est qu'il me paraît incroyable que la droite ait laissé ce facteur conjoncturel jouer, car elle savait que s'il y avait eu trois candidats en 1964, j'aurais été président. La preuve c'est qu'elle a retiré son appui au candidat de la droite d'alors et qu'elle a appuyé Frei.

DEBRAY. — Comment appelez-vous cela : de l'aveuglement ?

ALLENDE. — De la suffisance, et dans le cas de la droite, de l'insolence. Et, d'une manière plus

générale, d'une compréhension insuffisante des contradictions entre les différents secteurs sociaux.

DEBRAY. — Oui. Peut-être aussi voyons-nous entrer en jeu un bouleversement social généralisé en Amérique latine, une prise de conscience anti-impérialiste, une prise de conscience de l'épuisement du système capitaliste dans les pays dépendants, qui devient sensible dans plusieurs secteurs de la bourgeoisie elle-même. Je crois que Tomic est un produit de cette radicalisation de la petite-bourgeoisie.

ALLENDE. — C'est exact, personne ne peut le contester. Par beaucoup de ses aspects, le programme de Tomic avait des points semblables aux nôtres, et il avait même pour certaines personnes des points plus avancés que les nôtres.

DEBRAY. — Camarade président, permettez-moi maintenant de développer mon point de vue. Vous savez que le léninisme n'a rien contre les compromis à condition que ces compromis tactiques s'avèrent utiles pour la stratégie révolutionnaire du prolétariat ; à condition qu'ils soient inévitables et ne mettent pas en danger le développement ultérieur de la lutte des classes. La manière conciliatrice qui caractérise à l'heure actuelle le développement qui vous connaissez, correspond sans doute aux conditions objectives spécifiques du Chili. Le problème est maintenant de savoir si cette conciliation pourra ou non être propice à la continuation du processus engagé, en d'autres termes, pourra-t-on passer sans rupture de la légalité bourgeoise à un autre type de légalité, plus démocratique, plus révolutionnaire, plus prolétarienne ? L'histoire nous offre beaucoup d'exemples qu'une classe sociale préfère, pour éviter d'être défaite complètement, sacrifier un doigt ou deux pour sauver la main et le bras. On peut donc se demander si le prolétariat ne va pas être encadré, lui et ses alliés, par les

institutions bourgeoises qui l'apaiseront avec des réformes par-ci, par-là, ou bien s'il pourra, à un moment donné, rompre avec cette forme et créer une démocratie prolétarienne. Est-ce le prolétariat qui va réussir à s'imposer à la bourgeoisie ou est-ce la bourgeoisie qui va peu à peu résorber le prolétariat, et le récupérer dans son monde ? Bien entendu, c'est sans doute schématique, mais le fond de ma question pourrait se formuler ainsi : qui, à l'heure actuelle, se sert de qui ? qui se moque de qui ? et, pour parler un peu brutalement, d'une manière sans doute un peu provocatrice...

ALLENDE. — Je ne crois pas qu'un camarade puisse me provoquer simplement par une question.

DEBRAY. — On a déjà dit de moi que je suis un provocateur professionnel, camarade président.

ALLENDE. — Je ne me laisse pas provoquer.

DEBRAY. — La question est importante.

ALLENDE. — Et la réponse très brève : le prolétariat.

DEBRAY. — C'est un pari jusqu'ici parce que, comme vous le savez, comme vous l'avez déjà expliqué, les Fronts Populaires ne se reproduisent plus et ne peuvent pas se répéter.

ALLENDE. — Non, la vérité c'est qu'ici ce n'est pas un Front Populaire. Il faut bien comprendre ce problème.

DEBRAY. — Comment faut-il l'appeler alors : front des travailleurs ? front patriotique ?

ALLENDE. — Front des travailleurs, front patriotique, Unité Populaire, mais avec un axe dont la classe ouvrière est indiscutablement le moteur car si l'hégémonie n'appartient pas à un seul parti, les partis socialiste et communiste sont indiscutablement les partis qui représentent 90 % des travailleurs, c'est-à-dire des ouvriers, des paysans, des employés, des techniciens, des membres des professions libérales. Donc la question est la suivante : qui va se servir de qui ? Et même si j'accepte la forme de cette question, je répète : c'est le proléta-

riat. Et s'il n'en était pas ainsi, je ne serais pas ici. Je suis ici pour travailler pour le socialisme et par le socialisme.

DEBRAY. — Votre réponse me convainc d'autant plus que le processus que suit le Chili actuellement se développe dans un contexte international défini, et que le rapport des forces au niveau mondial a beaucoup changé depuis les années du Front Populaire de l'avant-guerre. Il faut se le rappeler, car beaucoup disent à l'étranger : « le Chili c'est l'Angleterre de l'Amérique latine », ou bien : « les Chiliens sont de braves gens, ils sont comme nous ; ce ne sont pas des tropicaux, ils n'aiment pas la violence... etc. ». Mais je crois comprendre que ce qui se passe au Chili se situe, en fait, dans le contexte de la lutte anti-impérialiste mondiale. Est-ce bien cela ? ou non.

ALLENDE. — Oui.

DEBRAY. — Vous-même, par exemple, vous avez participé à la Conférence Tricontinentale à La Havane ?

ALLENDE. — J'étais le président de la délégation chilienne, et c'est moi qui ai proposé la conférence de l'O.L.A.S.²⁷.

DEBRAY. — Et vous ne reniez rien de vos positions, je suppose, aujourd'hui ?

ALLENDE. — Non.

DEBRAY. — Le Chili populaire continue à faire partie de la Tricontinentale ?

ALLENDE. — Pardon...

DEBRAY. — Je ne veux pas dire faire partie de l'organisation Tricontinentale elle-même, mais, comme nous en avons déjà parlé, participer à la lutte anti-impérialiste qui se livre sur les trois continents, sans oublier, bien entendu, la lutte prolétarienne et anticapitaliste qui se déroule au sein même des métropoles.

ALLENDE. — Pardon, je veux être suffisamment clair et surtout face à un camarade comme toi. A la Tricontinentale, il y a eu un groupe, ou une délégation, qui représentait les partis so-

cialiste et communiste. Donc, socialistes et communistes avons participé à la Tricontinentale et j'ai posé le problème de la création de l'O.L.A.S., parce qu'il existait déjà l'organisation Afro-Asiatique et que j'estimais qu'il manquait à l'Amérique latine une organisation régionale qui soit l'autre angle du triangle que formaient l'Asie, l'Afrique, et l'Amérique latine. Aujourd'hui, de même que je l'ai précisé jadis, je continue à soutenir que l'O.L.A.S. ne pouvait pas être l'organe de commandement supranational révolutionnaire.

DEBRAY. — Bien entendu, ce serait avoir là une vision idéaliste d'un processus qui est vraiment complexe, qui ne se manie pas comme une armée, avec un état-major, en déplaçant des pions sur une carte.

ALLENDE. — Exactement ; j'ai toujours soutenu que l'O.L.A.S. devait être un organisme d'information, de coordination et de solidarité. A tel point que lorsque j'étais président du Sénat, j'ai dit catégoriquement que je n'étais pas président de l'O.L.A.S., mais que je faisais partie de la direction de l'O.L.A.S., et que je ne renonçais pas à ce poste même si l'on me censurait pour cela, et ils ne s'y sont pas risqués. La démocratie chrétienne, par exemple, ne détenait aucune autorité pour un tel acte de censure puisqu'elle a elle-même une organisation internationale. Aussi, je puis te répondre : le gouvernement chilien ne fait pas partie de l'O.L.A.S., et pourquoi ? parce que le gouvernement chilien comprend des partis comme le parti radical, qui n'a pas été représenté à l'O.L.A.S., le M.A.P.U., qui n'a pas été à l'O.L.A.S., mais les socialistes et les communistes continuent à faire partie de l'O.L.A.S. et comme je suis socialiste je dirai : nous continuons à faire partie de l'O.L.A.S. Et puis, honnêtement, il faut bien avouer que l'O.L.A.S. n'a pas eu ici une vie très active.

DEBRAY. — Non il faut bien dire que l'O.L.A.S. a

été une étape. Mais, ce qui peut surprendre, c'est que le gouvernement chilien se maintienne à l'intérieure de l'Organisation des Etats Américains, cette même O.E.A. que Fidel a appelée, il y a peu de temps encore, un bordel. Or vous voilà, vous, qui entrez dans ce bordel. Ce n'est peut-être pas très compréhensible, d'autant moins que dans le programme de l'Unité Populaire, qui, cela n'est un secret pour personne, a été distribué avant les élections, vous disiez que vous dénonceriez l'actuelle O.E.A. et que le gouvernement populaire tendrait vers la création d'un organisme réellement représentatif des pays latino-américains. La contradiction est-elle apparente ou fondamentale ?

ALLENDE. — Ecoute, Régis. J'ai contribué à la rédaction de ce programme, mais sans aucun doute, si tu regardes le contexte de l'Amérique latine, et si tu vois, n'est-ce pas, la majorité des gouvernements (et je ne veux pas donner davantage mon opinion là-dessus, parce que je suis président du Chili) tu comprendras qu'il est très difficile d'imaginer créer un organisme authentiquement représentatif des peuples d'Amérique latine, sans que, par voie de conséquence, les Etats-Unis y soient forcément présents ; c'est pourquoi, je crois que renoncer à une tribune dans de telles circonstances est une erreur crasse. De plus, le cas de Cuba est différent, parce que les Cubains ont été expulsés de l'O.E.A.

DEBRAY. — Mais ils refusent d'y retourner.

ALLENDE. — Evidemment.

DEBRAY. — Et pourquoi ?

ALLENDE. — Parce que Fidel Castro et Cuba ont souffert des conséquences de la politique impérialiste. Cuba a abandonné l'O.E.A. au plus fort de la manœuvre qui visait à l'isoler économiquement et à l'écraser : ce qui s'est concrétisé par cette résolution, pour laquelle le Chili n'a pas donné son vote favorable, de l'expulser du sein de l'O.E.A. De plus, le blocus économi-

que que les Etats-Unis ont réalisé autour de Cuba, s'est fait sans l'accord de l'O.E.A., mais bien par la décision du département d'Etat américain ; aussi bien je comprends parfaitement les termes qu'emploie Fidel pour juger l'O.E.A. En ce qui nous concerne, nous connaissons parfaitement les limites qui nous sont imposées, mais je dis que cette tribune nous est nécessaire et nous est indispensable pour exposer nos points de vue et pour bien montrer que l'O.E.A. doit changer.

DEBRAY. — Peut-être de cette manière pourrez-vous jouer un rôle positif au fur et à mesure que les choses vont changer ; et les choses changent rapidement sur ce continent. Maintenant, en ce qui concerne vos relations avec les Etats-Unis, est-ce que vous avez des raisons de craindre qu'elles empirent. Qu'attendez-vous de ce côté ?

ALLENDE. — Si nous nous référons à l'histoire, il est évident que nous pouvons craindre beaucoup de choses. L'expérience de l'Amérique latine à cet égard est dramatique et elle est sanglante. Nous pourrions parler de la politique du garrot, du dollar, du débarquement de marines, tout cela, nous le savons. Mais nous pensons aussi que les Etats-Unis aujourd'hui, comme peuple et comme nation, sont en train de passer par des étapes extrêmement différentes des étapes antérieures. Ils ont de graves problèmes intérieurs. Il n'y a pas seulement le problème des noirs ; il y a le problème des secteurs ouvriers, des étudiants, des intellectuels, de tous ceux qui n'acceptent pas la politique d'agression. De plus, leur attitude au Vietnam a soulevé une réprobation mondiale, et il leur est donc beaucoup plus difficile d'agir en Amérique latine. Pour nous, nous n'avons aucune attitude agressive à l'égard du peuple d'Amérique du Nord.

DEBRAY. — Si donc il doit y avoir une agression, c'est d'eux qu'elle viendra.

ALLENDE. — C'est pourquoi je dis que de notre part il n'y aura même pas d'agression verbale. M. Nixon est président des Etats-Unis et moi je suis président du Chili. Je n'aurai pas un mot de mépris à l'égard de M. Nixon, tant qu'il respectera le président du Chili. S'ils rompent avec cet état de choses qui est une obligation, si, une fois de plus, ils veulent faire table rase de l'autodétermination, de la non-intervention, eh bien ! alors, ils vont rencontrer une réponse digne d'un peuple et d'un gouvernement.

DEBRAY. — Ils le savent si bien que je ne pense pas qu'ils commettront d'impairs, mais il y a d'autres formes d'agression : économiques, blocus...

ALLENDE. — Je crois qu'ils ne le feront pas. D'abord, parce que, comme je te l'ai dit, nous avons toujours agi dans le cadre des lois chiliennes, dans le cadre de la Constitution. C'est pour cela que j'ai soutenu, Régis, que la victoire par la voie électorale était la défaite d'une certaine politique parce qu'elle leur avait vraiment lié les mains.

DEBRAY. — C'était enlever toute légitimité à une quelconque intervention. Seulement, lorsqu'il s'agit d'intervenir, il est vrai qu'ils ne se soucient pas beaucoup des lois internationales. Finalement, en quoi consiste pour vous la leçon du processus chilien ? quelle leçon doit en tirer l'Amérique latine à votre point de vue ?

ALLENDE. — La leçon est que chaque peuple possède sa réalité propre, et que face à cette réalité, il doit agir. Il n'y a pas de recette. Notre cas, par exemple, ouvre des perspectives, des voies nouvelles. Nous sommes arrivés par les voies électorales. Apparemment, on peut nous dire que nous sommes des réformistes, mais nous avons pris des mesures qui impliquent bien que nous voulons faire la révolu-

tion, ce qui veut dire transformer notre société, construire le socialisme.

DEBRAY. — Vous savez combien, dans le cadre de l'Amérique latine, votre image est utilisée pour l'opposer à celle de Fidel et à celle du Che. Que pensez-vous de ceux qui disent que ce qui vient de se passer au Chili dément la thèse de la guerre du peuple, la validité de la lutte armée pour d'autres régions ?

ALLENDE. — Je l'ai déjà dit, même avant notre victoire. La lutte révolutionnaire peut être le foyer guérillero, ce peut être la lutte insurrectionnelle urbaine, elle peut être la guerre du peuple, l'insurrection, tout comme la voie électorale. Tout dépend du contenu que l'on donne à celle-ci. Pour certains pays, il n'y a pas d'autres possibilités que la lutte armée : lorsqu'il n'y a pas de partis, lorsqu'il n'y a pas de syndicats, lorsqu'il n'existe que la dictature, qui va croire en la possibilité de la lutte électorale ? Là, il n'y a aucune perspective électorale et les révolutionnaires d'un tel pays n'ont qu'une chose à faire, c'est d'aller jusqu'au bout.

DEBRAY. — Personnellement, j'ai vu, j'ai ressenti votre victoire comme un encouragement à continuer à lutter, de quelque manière que ce soit.

ALLENDE. — Evidemment, et tu l'as très bien interprétée.

DEBRAY. — Le peu d'expérience politique que je possède, et le peu de connaissance de l'Amérique latine que je possède, m'ont permis de remarquer qu'il y a beaucoup de gouvernements qui se disent révolutionnaires dans cette région du monde. Mais il y en a certains qui parlent plus qu'ils n'agissent, et d'autres, bien peu nombreux, qui agissent plus qu'ils ne parlent. On a l'impression ici de se trouver dans le second cas.

ALLENDE. — Pour nous, il est bien préférable d'agir que de parler.

DEBRAY. — Il ne nous reste peut-être pas grand-chose à nous dire, cependant, je voudrais poser une dernière question : comment à partir de l'expérience chilienne, de la victoire populaire au Chili, voyez-vous l'avenir de l'Amérique latine ?

ALLENDE. — Victorieux ou pas, j'ai toujours dit la même chose : l'Amérique latine est un volcan en éruption. Les peuples ne peuvent continuer de mourir au lieu de vivre. Tu sais parfaitement que dans ce continent, il y a 120 millions de semi-analphabètes, ou d'analphabètes totaux ; tu sais qu'il manque en Amérique latine 19 millions de logements, et que 70 % de la population souffre de malnutrition et tu sais que nos peuples sont potentiellement très riches et que cependant tous ces peuples souffrent du chômage, de la faim, de l'ignorance, de la misère morale et physiologique. Les peuples d'Amérique latine n'ont pas d'autre possibilité que de lutter — chacun selon sa propre réalité — mais toujours lutter. Lutter pour quoi ? Pour conquérir leur indépendance économique et pour être des peuples authentiquement libres, et libres également politiquement. Voilà maintenant, ce que je crois être notre grande perspective, et je peux le dire comme président, et surtout à la jeunesse, que sur le chemin de la lutte, sur le chemin de la rébellion, sur le chemin de l'union avec tous les travailleurs, là est la grande perspective, notre grande possibilité. Ce continent doit parvenir à son indépendance politique ; nous, nous devons atteindre l'indépendance économique. Viendra un jour où l'Amérique latine aura une voix de continent, une voix de peuple uni, une voix qui sera respectée et écoutée, parce que ce sera la voix d'un peuple maître de son propre destin. C'est là ce que je

pense, Régis, et je crois que toi, camarade, tu peux beaucoup nous aider en répétant ce que tu as vu et en disant ce que nous voulons.

DEBRAY. — J'essaierai de le faire, et de toute manière, je ne veux pas vous ennuyer davantage, camarade. Merci beaucoup.

Notes

1.

PARTI COMMUNISTE

Fondé en 1922 au cours d'une Convention du Partido Obrero Socialista (Parti Ouvrier Socialiste) qui a changé de nom ; celui-ci avait été fondé en 1912 par Luis Emilio Recabarren, précurseur des luttes ouvrières chiliennes. Le parti communiste adhère à la III^e Internationale. Ses principes de doctrine ont été établis au cours du Huitième Congrès du Parti, en janvier 1927, dans les termes suivants : « Le Parti accentuera progressivement sa bolchévisation. Les communistes n'entrent pas au Parlement pour consacrer le régime capitaliste mais pour le détruire. Ce n'est pas par des voies démocratiques qu'on obtiendra l'émancipation du Proletariat, mais par la voie révolutionnaire. Sa libération n'est pas au Parlement mais dans les Soviets. » Ce fut pratiquement son dernier acte car ensuite Ibañez prit le pouvoir et la répression s'abattit sur les militants communistes qui furent durement poursuivis.

Le Parti se divisa à la suite de la création de la Quatrième Internationale. Il participa au Front Populaire qui amena le gouvernement de Pedro Aguirre Cerda, mais il s'en écarta ensuite.

Sous le gouvernement de González Videla (1946-1952), il participa au Cabinet, mais il fut ensuite mis hors-la-loi au moyen de la fameuse « Loi Maudite », Loi de Défense Permanente de la Démocratie. Ses dirigeants furent exilés, emprisonnés et poursuivis, ce qui n'empêcha pas le Parti de poursuivre une existence politique active dans la clandestinité ; il soutint même la première candidature présidentielle de Salvador Allende en 1952.

Ce n'est qu'en 1958 qu'il est rentré dans la légalité, lorsque cette loi a été abrogée ; il a rejoint la même année le Frente de Acción Popular (Front d'Action Populaire) qui réunissait diverses forces de gauche et qui a soutenu la seconde candidature présidentielle de Salvador Allende. Dès lors, l'importance électorale du parti com-

muniste n'a cessé de s'accroître ; il a obtenu aux dernières élections parlementaires environ 17 % du total des voix. Son candidat présidentiel aux conventions de l'Unidad Popular (Unité Populaire) a été le poète Pablo Neruda. Le parti communiste compte trois ministres dans le Cabinet du Président Allende (Finances, Travaux Publics et Travail) tous trois ouvriers.

PARTI SOCIALISTE

Fondé le 19 avril 1933, bien que les origines de sa fondation se trouvent déjà dans divers mouvements socialistes restreints qui avaient soutenu l'année précédente le coup de Grove et Matte. Dès sa fondation, sa déclaration de principes indique « son adhésion au marxisme comme méthode d'interprétation de la réalité, et reconnaît que la lutte des classes est le moteur de l'histoire ».

La fondation du Parti est le résultat des conditions objectives de la réalité nationale, de la maturité de la classe ouvrière dont la tradition de lutte est déjà longue, de l'insuffisance des partis traditionnels qui n'exprimaient pas les intérêts des travailleurs, et aussi de la crise de direction que connaissait la classe ouvrière travailluse ; car si le Parti communiste chilien avait effectivement pénétré la masse travailluse, il se trouvait à ce moment-là divisé en deux courants inconciliables.

Le nouveau Parti présentait en outre avec le parti communiste certaines différences qu'un théoricien connu du parti socialiste a résumées ainsi : « ... les militants n'étaient pas non plus représentés par le parti communiste dont l'idéologie aux contours trop rigides, la stratégie de lignes mondiales et la tactique de consignes schématiques ne pouvaient pas servir efficacement les élans de revendications de la classe travailluse. »

Le Parti critique la II^e et la III^e Internationale et s'en écarte ; il détermine sa politique internationale à un niveau continental plus restreint. Ainsi sa déclaration de principes affirme : « La doctrine socialiste a un caractère international et elle exige une action solidaire et coordonnée des travailleurs du monde. Afin de commencer l'application de ces postulats, le Parti socialiste défendra l'unité économique et politique des peuples du Continent pour parvenir à la Fédération des Républiques Socialistes du Continent et la création d'une économie anti-impérialiste. » Elle ajoute que sur le plan national « pendant la période de transformation totale du système, une dictature de travailleurs organisés est nécessaire ».

Aux dernières élections parlementaires, le parti socialiste a obtenu près de 15 % du total des voix.

2. RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE MARMADUKE GROVE

La soumission à l'impérialisme et la répression politique de la dictature d'Ibañez (1931-1932) ajoutées au gouvernement de classe de Montero (1932) avaient provoqué une vague de mécontentement social canalisé dans des grèves et autres actions politiques par les organisations ouvrières en formation et les Partis politiques de gauche.

Le travail politique tenace de divers groupes socialistes, le mécontentement des masses et les injustices commises par ceux qui détenaient le pouvoir, permettent le triomphe d'un mouvement révolutionnaire dirigé par le colonel Marmaduke Grove (chef militaire) et Eugenio Matte (dirigeant civil). Le 4 juin 1932, le président Montero est renversé et un gouvernement socialiste se met en place.

Le nouveau gouvernement s'attela aussitôt à une série de mesures concrètes en faveur des dépossédés, contenues dans un programme connu sous le nom des « 50 points » et avec la consigne « du pain, un toit et des vêtements ». Quand on les examine aujourd'hui, ces mesures montrent une extraordinaire ingénuité ou simplicité (suspension du dépouillement des *arrendatarios*, restitution des objets déposés à la Caisse de Crédit Populaire, concession de crédits populaires aux petits commerçants, etc.). Mais il ne fait pas de doute que ces mesures provoquèrent la colère immédiate de la droite réactionnaire. Même si elle s'exprime de cette manière, il y a au sein du nouveau gouvernement une attitude nettement anti-impérialiste ; dans son programme économique il signale que « l'administration du crédit, l'exercice du commerce intérieur et extérieur, le contrôle des salaires et du marché nous ont échappé. Des entreprises étrangères tiennent en leur pouvoir toute l'industrie lourde de production de matières premières et une grande partie des services publics. Nos classes privilégiées ont vécu enivrées dans le luxe et la facilité que leur procure le capitalisme étranger en échange de nos richesses naturelles et de la misère du peuple. C'est pourquoi dans la bourgeoisie parvenue du Chili, plus que dans tout autre pays qui se dit libre, s'est fait jour le plus grand manque de respect pour tout ce qui est national... »

Le programme des révolutionnaires n'établissait pas la socialisation des moyens de production ni la confiscation des grandes fortunes. Pire encore, le gouvernement ne s'est pas appuyé de manière décidée sur les masses pour son application ; et c'est ainsi que douze jours plus tard, un coup d'Etat appuyé par la bourgeoisie nationale et l'impérialisme le renversait. Il ne fait pas de doute que, malgré sa courte durée, la Junte révolutionnaire a représenté une espérance pour la classe ouvrière, et en outre elle a réuni en son sein cinq petits mouvements

socialistes dont l'unification allait donner naissance l'année suivante au parti socialiste.

3. CARLOS IBANEZ DEL CAMPO

Né en 1877, général d'armée, il fut pendant trente ans une personnalité de la vie politique chilienne. Il est candidat à la présidence de la République pour la première fois en 1927, et il obtient 98 % des suffrages. On connaît son premier gouvernement (1927-1931) sous le nom de « la dictature d'Ibañez ».

Bien qu'il ait consacré toute sa vie à la politique et qu'il ait été fondamentalement un politique, il ne milita jamais dans aucun parti politique. Il fit de la politique toujours personnelle et essentiellement sur le mode de la conspiration, participant à l'élaboration de nombreuses « révolutions de palais ». On disait de lui dans les années 25 à 40 que « la seule manière d'être sûr qu'Ibañez ne conspirait pas, c'était quand lui-même était président ».

Bien que son premier gouvernement ait laissé le triste souvenir de son autoritarisme et de persécutions politiques, il fut présenté, en 1951, comme candidat présidentiel par un groupe de forces indépendantes, un parti créé spécialement pour l'occasion (Partido Agrario Laborista) et un secteur du parti socialiste (le Parti Populaire).

Sa plate-forme était de type populiste-démagogique, fondée sur la nécessité, ressentie par l'opinion publique, d'assainissement moral et de propreté dans l'exercice de la « chose publique ».

Au cours d'une élection à laquelle se présentaient quatre candidats (comprenant la première candidature de Salvador Allende, appuyé par les communistes et une fraction des socialistes), il obtient une écrasante majorité de voix, proche des 50 %.

Sa politique économique fut du plus pur type réactionnaire, avec la venue au Chili d'une mission nord-américaine (la Klein-Sachs) qui soumit totalement la politique économique au Fonds Monétaire International. Ceci occasionna le départ du parti socialiste populaire de son gouvernement. Il ne réussit pas à contenir l'inflation mais à l'accélérer et sa politique d'assainissement moral n'eut même pas lieu à l'intérieur du gouvernement où avaient cours toutes sortes d'irrégularités.

Ce gouvernement établit des contacts avec le régime populiste de Perón, avec toute une série de communiqués d'amitié et de bonne volonté de la part des deux gouvernements qui culmina avec une visite de propagande et un voyage de Perón au Chili en 1953. Les intentions politiques de cette alliance n'étaient pas claires, mais on en vint à parler de la création d'un axe de type militaropopuliste entre le Chili et l'Argentine avec des prétentions de direction et d'hégémonie sur le continent.

A la fin de son mandat, il abolit la Loi de Défense de la Démocratie qui avait maintenu le parti communiste en marge de la loi pendant dix ans, ce qui permit à ce parti de donner tout son appui à Salvador Allende lors de sa seconde candidature à la présidence en 1958.

Carlos Ibañez mourut en 1960.

4. LOGES LAUTARINES ET MAÇONNIQUES

Les loges lautarines, ainsi nommées en hommage au cacique araucan Lautaro, chef de la lutte contre la conquête espagnole au *xvi^e* siècle au Chili, ont été créées en 1812 à Buenos-Aires par des membres de la franc-maçonnerie parmi lesquels se détachaient le général José de San Martín et don Bernardo O'Higgins au Chili, tous deux héros de la lutte contre la domination espagnole. On a dit que si l'Armée constituait le bras armé de la libération, la Loge Lautarine en constituait le bras politique. Ceci est prouvé par le fait que San Martín et O'Higgins manifestaient une préoccupation spéciale pour la création de loges au fur et à mesure que l'armée de libération des Andes faisait la conquête de nouveaux territoires. Les objectifs fondamentaux de la loge ont été définis par l'endoctrinement des citoyens et l'étude des possibilités politiques et sociales de la nation qui se constituait. Un historien a décrit en ces termes la relation entre les loges lautarines et les loges maçonniques : « L'initiation aux mystères de la franc-maçonnerie était exigée de tous les affiliés à la Loge Lautarine, d'où notre affirmation que si les buts de la loge étaient de toute évidence politiques, ses membres étaient, avec la même évidence, francs-maçons. » C'est ainsi que la première loge maçonnique créée au Chili le 15 mars 1827 a ses racines dans la Loge Lautaro et son premier Vénérable Maître, don Manuel Blanco Encalada avait été également membre de la Loge Lautaro. Les connexions entre les deux loges se voient clairement dans l'utilisation de rituels et de symboles qui leurs sont communs, ainsi que dans leurs fonctions et leurs activités. Le paragraphe qui suit, extrait des statuts de la Loge Lautarine du Chili, écrits de la main de Bernardo O'Higgins, le prouve : « Quand un des frères sera élu par le Gouvernement Suprême, il ne pourra délibérer d'une chose de grande importance sans avoir consulté l'avis de la loge... », et il ajoute : « ...l'une des premières obligations des frères, en vertu du but de l'institution, sera de se protéger et de s'aider dans n'importe quel conflit de la vie civile et de soutenir l'opinion les uns des autres » et encore, « ...tout frère qui révèle le secret de l'existence de la loge, que ce soit en parole ou par actions, sera passible de mort, par les moyens que l'on estimera adaptés... ».

5. PARTI RADICAL

Il naît de la séparation d'un groupe de militants du parti libéral, sous la direction de Pedro Leon Gallo, en 1858. Les postulats de base du Parti mis en forme lors de la Convention de 1888 étaient : séparation de l'Église et de l'État ; établissement de l'enseignement primaire gratuit, laïc et obligatoire ; amélioration de la situation légale de la femme. Même en relation avec l'oligarchie dominante et la bourgeoisie naissante, ces décisions sont des réformes avancées pour l'époque. Face aux masses, le parti radical eut une attitude réformiste qui peut se résumer dans la phrase d'un de ses plus brillants militants de l'époque, don Enrique Mac Iver, pour qui « les ouvriers n'ont pas la culture et la préparation suffisantes pour comprendre les problèmes du gouvernement, encore moins pour en faire partie ».

Comme groupe politique, le parti radical regroupa les espérances et représenta les intérêts d'une « classe moyenne » naissante. Ses divergences les plus sérieuses avec l'oligarchie se firent jour à partir de questions religieuses et d'éducation dans lesquelles l'attitude du parti radical fut plus avancée.

Durant ce siècle, le Parti a été représenté au gouvernement par l'intermédiaire des différentes combinaisons politiques et la présidence du pays a été occupée de façon suivie de 1938 à 1952 par trois militants de ses rangs.

En 1969, le secteur le plus progressiste du Parti, appuyé par ses bases, en prit le contrôle et expulsa la fraction la plus réactionnaire qui avait dirigé le Parti à l'époque de ses alliances avec la droite. Accomplissant les accords de cette Convention, le Parti stimula la formation de l'Unité Populaire et en arriva à faire partie du Gouvernement Populaire avec trois ministres.

6. PEDRO AGUIRRE CERDA ET LE FRONT POPULAIRE

Après le VII^e Congrès du Komintern en 1935, le parti communiste chilien se livra à fond pour répandre l'idée de la constitution d'un Front Populaire, idée qui rencontra un écho dans un large secteur du parti radical. Les bases de cette Ligue étaient la lutte contre le triomphe du fascisme et pour la défense de la démocratie. Julio César Jobet, historien du socialisme chilien, écrit : « Le Front Populaire réussit à former une alliance des forces ouvrières et démocratico-bourgeoises avec un programme qui, prenant en considération les intérêts de classes antagonistes, tendait à éliminer les frottements dans leurs positions opposées. Le plus remarquable dans ce programme était la défense des libertés démocratiques et quelques réformes économique-sociales, eu égard aux lamentables conditions de vie des masses laborieuses. »

En 1936, le Front Populaire se met en place et se heurte aussitôt à la droite criolla, fortement unie autour d'une de ses figures les plus typiques : Gustavo Ross Santa Maria.

En 1938, se tient la Convention des Gauches qui désigne comme candidat à l'élection présidentielle de cette année le professeur radical Pedro Aguirre Cerda, représentant le Front Populaire.

La campagne présidentielle qui voit le triomphe d'Aguirre Cerda par 4 000 voix, a été marquée par une combativité extraordinaire, à cause de la résistance opposée par la droite. En plus du parti radical qui était le Parti homogène de la combinaison, le parti communiste, le parti socialiste et le parti démocrate, plus des groupes de partisans d'Ibañez, appuyaient Aguirre Cerda. Le programme de gouvernement était essentiellement réformiste, envisageant une série de mesures qui prétendaient dynamiser et encourager l'économie nationale sérieusement livrée aux intérêts étrangers. La plus importante sans aucun doute est la création de la Corporation d'Encouragement à la Production dont la mission essentielle était d'industrialiser rapidement le pays grâce à la planification économique et l'utilisation du crédit industriel.

Au moment où la stratégie du Front Populaire perd son importance au niveau mondial, Aguirre Cerda meurt le 23 novembre 1941.

7. VICTOR RAUL HAYA DE LA TORRE ET L'A.P.R.A.

Il apparaît comme dirigeant étudiant en 1918 en participant à la journée pour les huit heures de travail. En 1923, il est expulsé à Mexico. Là, il fonde l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (A.P.R.A.). La partie centrale du nouveau Parti à sa naissance est la demande d'un profond programme de Réforme agraire, la destruction du latifundio et de l'oligarchie. Il pose le problème de l'existence d'un Etat fort, à représentation nationale. L'A.P.R.A. constitua la forme la plus avancée de la pensée au Pérou pour l'époque. Cependant, en défendant l'alliance de classes dans sa lutte anti-impérialiste, Haya de la Torre représente une forme très claire de social-réformisme bourgeois.

Son enracinement dans la masse lui permet de contrôler le Parlement et de porter Bustamante à la présidence en 1945. En 1948, l'A.P.R.A. se révolte contre Bustamante pour prendre le contrôle total du pouvoir, mais les militaires dirigés par Odría, après de violentes luttes, s'emparent du pouvoir, début d'une dictature qui signifia huit années de répression sanglante contre l'A.P.R.A. Haya de la Torre se réfugie à l'ambassade de Colombie où il reste la plus grande partie de la dictature d'Odría. Ce fait marque le déclin de l'A.P.R.A. qui conclut une

série d'alliances avec la bourgeoisie et même avec ses anciens ennemis, les militaires.

JUAN JOSÉ AREVALO

Homme politique guatémaltèque, exilé sous la dictature d'Ubico (1931-1945) en Argentine. Lors de la chute d'Ubico en 1945, il est appelé à prendre la tête d'un large mouvement réformiste.

Une fois au gouvernement, il rédige la Constitution Politique de 1946, la première après deux longues périodes de dictature. Grâce à la publication de son fameux livre anti-impérialiste « Fable du requin et des sardines », il aide à élever la conscience anti-impérialiste de son peuple. Il reconnaît et encourage la formation de syndicats. Pendant son gouvernement, pour la première fois dans l'histoire du Guatemala, une série de partis politiques s'organisent, entre autres, le Parti Guatémaltèque du Travail en 1947.

Ce fut le premier président élu aux voix qui termina normalement son mandat (1946 à 1952). Jacob Arbenz lui succéda, également par vote populaire, qui, pour avoir radicalisé le processus de réforme sociale, est déposé par un coup d'Etat militaire et une invasion appuyés et financés par la C.I.A. en juin 1954.

ROMULO BETANCOURT ET L'ACTION DÉMOCRATIQUE

Homme politique vénézuélien. Il débute comme dirigeant étudiant en 1928. Deux ans plus tard, exilé au Costa-Rica, il s'affilie à un groupe marxiste-léniniste, puis est expulsé du pays comme « communiste ». Ses premières analyses du Venezuela déclaraient que « l'internationale impérialiste » maintiendrait dans son pays des gouvernements répressifs pour « mettre au service de l'exploitation étrangère les moyens de production du pays ». En 1936, Betancourt, de retour au Venezuela, organise le Parti Démocratique National. Le gouvernement de Lopez Contreras, l'accusant de « communiste », interdit sa légalisation. En 1937, il est de nouveau exilé. Il profite de ce temps pour mener une campagne internationale en faveur de la démocratisation du Venezuela, de l'indépendance de Porto-Rico et contre le militarisme et l'impérialisme. A cette époque, il visite le Chili pour la première fois, se liant aux secteurs socialistes qui participaient alors au Front Populaire. Le 13 septembre 1941, naît l'Action Démocratique — parti anti-impérialiste et pro-réforme agraire — avec Betancourt comme leader, profitant des nouvelles conditions créées par le gouvernement de Isaías Medina Angarita qui, en 1943, met en vigueur une nouvelle loi pétrolière, et plus tard un programme conservateur de ré-

forme agraire. L'Action Démocratique se place dans l'opposition à partir de 1944 et le 18 octobre 1945 participe au coup d'Etat qui renverse Medina. Le mouvement est dirigé par de jeunes officiers, entre autres Carlos Delgado Chalbaud et Marcos Pérez Jiménez. Une Junte se forme, à laquelle participe Betancourt comme président. En décembre 1947, ont lieu des élections que remporte l'écrivain Romulo Gallegos, candidat de l'Action Démocratique. Il est renversé dix mois après son accession au pouvoir. A ce coup d'Etat participent activement le colonel Adams de la mission nord-américaine qui avait installé au pouvoir Pérez Jiménez, Delgado Chalbaud (assassiné par la suite) et Llovera Paez. Betancourt retourne en exil. Pérez Jiménez, décoré par Eisenhower en 1954, garde le pouvoir avec le bon plaisir nord-américain; il s'y maintient jusqu'à janvier 1958 où il est renversé par un mouvement de masses; cette année voit des élections remportées par Betancourt et son parti. Le parti communiste est le seul à rester dans l'opposition, mis à l'écart par Betancourt lui-même qui reçoit en revanche l'appui de la bourgeoisie et l'encouragement de l'impérialisme. En août 1959, la police disperse à coups de feu une manifestation de chômeurs à Caracas. A partir de ce moment, c'est une escalade de répression contre les syndicats indépendants et contre le P.C. Plus de cinquante victimes étaient tombées jusqu'en 1962, année où naissent les Forces Armées de Libération Nationale (F.A.L.N.), qui marquent le début de la lutte armée au Venezuela. Les F.A.L.N. et l'organisme politique Front de Libération Nationale ont été, dans une large mesure, le fruit de la participation du P.C. qui avait décidé de prendre les armes contre le gouvernement pro-impérialiste et répressif de Betancourt. Son gouvernement, loué par Kennedy, on s'en souvient comme de l'un des plus sinistres qui aient existé dans l'histoire du Venezuela. Cependant, Betancourt put accomplir son mandat présidentiel et laisser le pouvoir à son successeur, Raúl Leoni, également membre de l'Action Démocratique. Actuellement, il se prépare à présenter à nouveau sa candidature, et il aspire à remplacer le social-chrétien Rafael Caldera.

8. AUGUSTO CÉSAR SANDINO

Il organisa en 1925 la lutte armée contre l'occupation nord-américaine de sa patrie, le Nicaragua. Avec un détachement de guérilleros, il s'implanta fortement dans Las Segovias, une région forestière du pays. La lutte de Sandino et de ses hommes contre un ennemi incomparablement supérieur est devenue légendaire et a touché l'Amérique latine. Les Etats-Unis envoyèrent en 1927 au Nicaragua une force de débarquement dans seize navires de guerre sous le commandement du brigadier général Logan

Feland, décoré par le président Coolidge, après le bombardement aérien d'El Ocotal, où il supposait que se cachait Sandino, et au cours duquel trois cents Nicaraguayens et un Nord Américain perdirent la vie. La lutte se prolongea jusqu'en 1933, année où les Etats-Unis retirèrent leurs forces. Sandino conclut la paix avec le nouveau gouvernement. Cependant, capturé dans une embuscade alors qu'il sortait du palais présidentiel, il fut assassiné par le chef de la Garde Nationale, Anastasio Somoza, qui révéla par la suite que l'ordre lui avait été dicté par l'ambassadeur nord-américain en personne, Arthur Bliss Lane. Le nom d'Augusto Cesar Sandino est fréquemment invoqué en Amérique latine comme celui du premier combattant anti-impérialiste qui choisit la lutte armée.

9. CARLOS RAFAEL RODRIGUEZ

Membre du secrétariat du parti communiste cubain, ministre du gouvernement révolutionnaire. Il présida en novembre 1970 la délégation cubaine lors du transfert du mandat présidentiel au Chili. Le Chili et Cuba renouèrent des relations diplomatiques en décembre 1970, relations qui étaient rompues depuis 1964 quand Jorge Alessandri respecta l'ordre émanant de l'O.E.A. lors de la conférence de Punta del Este, tendant à isoler Cuba des pays frères d'Amérique latine.

10. SALVADOR ALLENDE ET LES GUÉRILLEROS (ÎLE DE PAQUES, TAHITI)

Le 17 octobre 1968, on apprenait par un câble daté de La Paz, qu'un groupe de cinq guérilleros (trois Cubains et deux Boliviens), derniers survivants de la guérilla bolivienne que commandait Ernesto Che Guevara, avaient traversé la frontière Chili-Bolivie. Les révolutionnaires avaient atteint le territoire chilien, après avoir parcouru 1400 km depuis Oruro, sans aliments, pauvrement équipés et implacablement poursuivis par l'armée et les rangers boliviens auxquels ils se heurtèrent en deux occasions avant de parvenir à leur libération. Sitôt la nouvelle connue à Santiago, aussi bien la presse que les parlementaires de gauche et le gouvernement se mobilisèrent immédiatement. Une série de manifestations et de rassemblements de soutien spontanés se succédèrent en divers endroits du pays, atteignant dans la ville d'Iquique, où les guérilleros s'étaient rendus aux autorités, 3000 manifestants. Un des premiers parlementaires à se mobiliser dans la région nord fut le président du Sénat d'alors, le docteur Salvador Allende, pour s'assurer que les dispositions relatives à la protection des réfugiés politiques étaient bien prises et donner aux révolutionnaires les

meilleurs soins médicaux et toutes les facilités. Tandis que les révolutionnaires étaient soumis au contrôle médical et étaient interrogés par la police, les parlementaires de la gauche se réunissaient avec les représentants du gouvernement pour leur rapide venue à Santiago. Ceci fait, le gouvernement dicta un décret d'expulsion des révolutionnaires du territoire chilien, les envoyant par vol spécial des Lignes Aériennes Nationales dans l'île de Pâques. A l'aube, gardés par des effectifs de la police, les révolutionnaires quittaient Santiago, sans que les représentants de la gauche chilienne aient été avisés de leur sort ni du moment de leur départ.

Allende eut aussitôt une entrevue avec le ministre de l'Intérieur et exigea en sa qualité de président du Sénat de partir par le premier avion en direction de l'île de Pâques, à nouveau pour garantir et superviser le bon accomplissement des dispositions au sujet du voyage des révolutionnaires à Haïti et par la suite à La Havane via l'Europe. De plus, Allende justifia son voyage en tant que représentant de la gauche chilienne comme un acte de solidarité idéologique et humaine envers un groupe de combattants qui avaient lutté près du commandant Guevara dans ses derniers instants sur le front de la guérilla de libération de Bolivie. Allende se joignit aux guérilleros dans l'île de Pâques et au cours de leur voyage à Haïti jusqu'au moment où ils s'envolèrent en direction de l'Europe.

De retour, Allende se retrouva à Santiago face à la plus haineuse campagne de la presse réactionnaire qui vit dans le voyage de solidarité du docteur Allende l'occasion de l'éliminer de la vie politique. Mais l'occasion de contre-attaquer se présenta à Allende quand il fut invité à un forum télévisé avec les directeurs des journaux qui avaient crié le plus fort pendant toute la campagne de diffamation ; là, Allende se transforma d'accusé en accusateur, expliquant sa position et la politique conséquente de toute une vie. En résumé, pour un « militant de la révolution latino-américaine, dit-il, c'est un devoir légitime et plein d'honneur de prêter sa solidarité — humaine et idéologique — aux camarades militants de la même révolution », « c'est une chose que tout révolutionnaire comprend et accepte, mais c'est une chose qu'aucun laquais ni mercenaire ne comprendra jamais ». Toute son intervention fut une très dure critique des moyens de communication de masse, une accusation du journalisme mercenaire, une accusation du système et des groupes politiques qui le maintiennent et le dirigent. Elle constitua également une claire définition des lignes politiques et des méthodes révolutionnaires ainsi que de sa position face à la politique chilienne. Le paragraphe qui suit, en réponse au directeur du journal conservateur chilien *El Mercurio*, exprime bien cette intervention d'Allende :

« ... Le Chili est jusqu'à présent un pays qui vit sous

le régime de la démocratie bourgeoise ; malgré toutes ses failles, c'est indiscutablement un des pays de l'Amérique latine dans lequel les luttes civiques ont encore un contenu, mais où se ferme toujours plus la possibilité que les mouvements populaires conquièrent le pouvoir par les urnes au Chili, et un des grands coupables, c'est *El Mercurio*, à cause de son implacable, honteuse et continuelle déformation de la vérité et sa déformation des faits ; à cause de l'impitoyable défense de ses intérêts, à cause de son refus d'une vie différente pour l'immense majorité des Chiliens. Le chemin que nous allons suivre, nous, personne ne va nous l'imposer, de même que personne n'a imposé de tutelle au mouvement populaire chilien, aucun parti socialiste ni aucun pays socialiste. Mais nous croyons, Monsieur le Directeur, qu'il est regrettable que la violence se déchaîne avec toujours plus de fréquence dans la marche du monde, mais c'est le fait de l'impérialisme, votre culture ne peut vous faire oublier ce qu'est le Vietnam, le Vietnam qui n'existe pas pour *El Mercurio* bien qu'il existe même pour le Pape dans sa position d'homme dans le sens humain. Les luttes vont se développer à une échelle mondiale et continentale ; j'espère et je souhaite en tant que Chilien que nous échappions à la violence ; cependant, quand on voit la tentative de créer l'armée inter-américaine de paix, quand on connaît ce que sont les frontières idéologiques, quand on sait le droit que prennent les Américains à envahir Saint-Domingue et ce qu'ont fait les Américains même au Brésil, quand nous savons ce qu'ils font dans leur propre patrie, on ne peut avoir que de sérieux doutes qu'ils vont respecter la volonté du peuple. Voilà pourquoi je suis encore dans la lutte populaire, et je répète que nous ne souhaitons pas la violence, mais que la violence révolutionnaire est parfois la seule réponse à votre violence, la violence réactionnaire. »

11. M.A.P.U. (MOUVEMENT D'ACTION POPULAIRE UNIFIÉ)

Il fut créé par le secteur le plus progressiste et surtout la jeunesse du Parti démocrate chrétien qui l'abandonna après un Congrès mouvementé en 1968. Un des mouvements non marxistes de l'Unité Populaire, il a orienté ses efforts et ses cadres les mieux préparés sur l'action politique dans le secteur agricole.

Ils représentent dans l'Unité Populaire la position des chrétiens engagés dans le processus révolutionnaire. Il a présenté Jacques Chonchol — actuel ministre de l'Agriculture — comme son candidat aux conversations de la table ronde de l'Unité Populaire qui désigna en janvier 1970 Salvador Allende comme porte drapeau de la gauche unie.

En plus du ministre de l'Agriculture, un militant de ce

mouvement a été désigné comme ministre de la Protection de la Famille, ministère actuellement en création.

PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE

Le Parti Social-Démocrate a été fondé en juillet 1966, après la rupture du député Patricio Hurtado avec la Démocratie Chrétienne et le gouvernement de Frei. Il fusionne le Mouvement de Révolte Nationale (M.O.R.E.N.A.) avec le groupe du Parti Démocrate National que dirige le sénateur Luis Fernando Luengo.

Le Parti Social-Démocrate se définit comme un mouvement national engagé dans le processus de libération des peuples de l'Amérique latine et solidaire de la Révolution cubaine.

Selon les affirmations de son dirigeant, Patricio Hurtado, son nom n'a aucun rapport avec la Social Démocratie internationale, et encore moins avec les concepts sociaux-démocrates traditionnels.

A.P.I. (ACTION POPULAIRE INDÉPENDANTE)

La plus petite et la plus récente des forces politiques qui composent l'Unité Populaire. Son leader, Rafael Tarud, est sénateur de la République et actuel président du Commandement National de l'U.P.

L'actuel ministre de la Justice est militant de ce mouvement.

12. CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS

Elle regroupe les Confédérations, les Fédérations, les Groupements et les Centrales corporatives qui acceptent volontairement sa déclaration de principes et ses statuts.

Elle fut créée le 12 février 1953 après une longue période de divisions dans le mouvement ouvrier chilien qui traînaient depuis la rupture en 1946 de la Confédération des Travailleurs du Chili.

Ainsi, dès ses débuts, la C.U.T. reprend la meilleure tradition révolutionnaire de l'ancienne Fédération Ouvrière du Chili (F.O.C.H.), fondée par le précurseur des luttes ouvrières du pays, Luis Emilio Recabarren. Dans sa première déclaration de principes, elle pose le socialisme comme but par l'intermédiaire de la lutte militante des travailleurs chiliens contre l'Etat oppresseur. Justement à cause de leur attitude militante, ses dirigeants sont sévèrement réprimés, en particulier son président pendant de longues années (1953-1961) Clotario Blest qui est poursuivi, emprisonné et exilé à plusieurs reprises. Mais dans son premier Congrès, en 1957, on commence à critiquer

cette première déclaration de principes qui est finalement changée en décembre 1959 contre une de caractère plus tiède qui pose essentiellement des revendications de type économique et social sans arriver à mettre en question les bases politiques du système.

Le changement est dû essentiellement à la pression de secteurs centristes liés à la Démocratie Chrétienne et au Parti Radical de l'époque. A partir de ce moment, trois Congrès nationaux (62, 65, 68) ont eu lieu, modifiant sa ligne d'action politique, et c'est à présent une des organisations qui appuient solidement le gouvernement populaire.

La structure organique de la C.U.T. est la suivante : elle est dirigée par un Conseil directeur national, composé de trente-cinq membres élus au suffrage universel et secret ; ce Conseil comprend les postes de président, de vice-présidents (deux), de secrétaire général, de trésorier, etc. Le Conseil reste en fonction trois ans, étant renouvelé à chaque Congrès.

Dépendant du Conseil directeur national, il y a les Conseils provinciaux, départementaux, communaux, locaux et les syndicats, ceux-ci étant la base de l'organisation. En dehors de ceci, à un niveau parallèle, existe le Conseil National des Fédérations qui est formé par le Conseil directeur plus les délégués des Fédérations qui sont environ quarante. Les Partis populaires ont gardé la direction de l'organisation depuis sa fondation : ainsi, actuellement son président est le député communiste Luis Figueroa et son secrétaire général, le membre du Comité central du parti socialiste, Hernán del Canto.

Malgré que la C.U.T. soit l'organe le plus représentatif de la classe ouvrière chilienne, la Constitution ne lui reconnaît pas la personnalité juridique ; c'est donc seulement une organisation de fait. Ce qui l'empêche de signer des contrats collectifs, d'acheter ou de vendre des biens, ou d'établir n'importe quel acte de type juridique. Cette situation existe depuis la promulgation, en 1925, du Code du Travail qui interdit explicitement la formation de Confédérations de Syndicats, et ne reconnaît que l'existence de syndicats individuels au niveau de l'usine ou de l'entreprise. Malgré cela, la situation de fait de l'existence de la C.U.T. et son influence sur la classe travailleuse font que bien des lois sur le travail édictées par la suite mentionnent l'organisation dans leurs textes. Accédant au pouvoir, le gouvernement populaire a envoyé au Congrès un projet de loi dans lequel était reconnue pour la première fois depuis sa création la personnalité juridique de la C.U.T. La droite alliée à la Démocratie Chrétienne profitèrent d'une majorité parlementaire réunie en la circonstance pour refuser le projet.

Il n'existe apparemment pas de fondement juridique solide pour ce refus et l'argument officiel qu'on a donné est que la C.U.T. à laquelle sont affiliés seulement 20 %

environ des travailleurs chiliens ne pourrait pas recevoir la cotisation de tous les travailleurs du pays. En réalité, la raison est politique : avec la personnalité juridique ajoutée au financement autonome qui en dérive, la C.U.T. deviendrait l'une des organisations les plus puissantes du pays ; la droite évidemment ne peut accepter cela.

13. CONGRÈS DES DEUX CHAMBRES

Le Congrès des deux Chambres au Chili, créé par la Constitution de 1822, a été renforcé par la Constitution de 1833. On attribue son origine au Parlement romain avec un Sénat (Senex) à caractère modérateur et à sagesse gerontocratique et la Chambre dont la fonction est de contrôler l'action de l'Exécutif. La Constitution actuelle (1925) a enlevé au Sénat le caractère politique qu'il avait jusqu'alors, le transformant en Haut-Tribunal et en corps consultatif. Le Sénat n'a pas de faculté de contrôle, il est seulement co-législateur et juge dans des cas déterminés.

Sénateurs et députés sont élus par vote direct. La seule différence dans les conditions pour pouvoir postuler à ces charges de représentation tient à l'âge ; il faut avoir vingt et un ans pour être député, et trente-cinq ans pour être sénateur. La Chambre des Députés est composée de cent cinquante membres qui sont renouvelés entièrement tous les quatre ans ; le Sénat est composé de cinquante membres qui restent en place pendant huit ans et sont renouvelés partiellement tous les quatre ans.

14. ASSASSINAT DE RENÉ SCHNEIDER

Le 22 octobre 1970, à 8 h 15 du matin, alors qu'elle se dirigeait vers le bureau du Ministère de la Défense, l'automobile de René Schneider, commandant en chef de l'Armée, fut interceptée par huit véhicules dont descendirent différentes personnes armées, commençant à briser les vitres de l'auto du général, et qui, devant une tentative de résistance de sa part, tirèrent, logeant trois balles dans la gorge, le thorax et l'avant-bras droit de l'officier. Les malfaiteurs prirent la fuite tandis que le général était conduit par son chauffeur à l'Hôpital militaire où, après trois jours d'agonie, il mourut dans la matinée du 25 octobre.

Les enquêtes qui suivirent cet attentat montrèrent l'existence d'un très vaste plan de subversion dont l'enlèvement manqué du général n'était que le début, et qui tendait à empêcher que deux jours plus tard le Congrès ratifie le triomphe électoral remporté par le Dr Allende.

Les premiers qui furent arrêtés sont des jeunes membres de riches familles liées politiquement aux partis de droite. En outre, une série d'organisations d'extrême-

droite (Légion Alessandriste, « Ne livrons pas le Chili », « Offensive Nationaliste », « Front Républicain Indépendant ») complétaient le plan grâce à des actions terroristes en différents lieux de Santiago.

La mort du général Schneider ébranla le pays, un assassinat à but politique n'était pas arrivé depuis le siècle passé (assassinat de Diego Portales en 1837). Selon les paroles du président Allende, si le plan original d'enlèvement du général avait réussi, le pays aurait pu être conduit à la guerre civile.

Actuellement, la conduite du procès a amené à la détention ou à l'accusation de trente-deux personnes, comprenant des généraux, un amiral, des grands propriétaires et des personnalités politiques.

15. JORGE ALESSANDRI RODRIGUEZ

Ingénieur civil, ancien député, ancien sénateur, ancien ministre des Finances, et ancien président de la République (1958-1964). Son père a été deux fois mandataire de la République ; il a été également président de la Confédération des la Production et du Commerce, organisme dirigeant de la bourgeoisie industrielle et financière. Homme d'affaires de premier plan, membre et président des directions de différentes sociétés anonymes, même s'il n'a jamais milité dans aucun parti politique, c'est le représentant typique de la droite économique et politique chilienne.

On se souvient de son mandat comme un des gouvernants les plus réactionnaires des trente dernières années, et malgré cela, la droite politique le présente aux dernières élections présidentielles comme le symbole de la renouveau nationale et de l'indépendance, à l'âge de soixante-quatorze ans.

16. M.I.R. — P.C. (L'INCIDENT DE CONCEPCIÓN)

Il s'agit de l'incident au cours duquel Oscar Arnaldo Ríos, étudiant de vingt-trois ans à l'Université de Concepción, militant du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, fut tué par balles dans un affrontement avec des militants des Jeunesses Communistes, le 2 décembre 1970. L'affrontement se produisit au moment où des conversations pour mettre au point une liste unitaire de gauche, en vue de l'élection du président et des membres du Comité exécutif de la Fédération des Étudiants de l'Université de Concepción, se trouvaient au point mort.

La mort de l'étudiant, point culminant d'une longue étape de divergences idéologiques qui avaient conduit à des positions sectaires, fut un facteur fondamental pour la révision et l'autocritique de ces positions et pour la

prise de conscience de la nécessité d'un dialogue franc comme seule manière d'entente en vue d'affronter l'ennemi fondamental : la bourgeoisie nationale et l'impérialisme. Le premier résultat de cet événement a été la création de la liste unique de gauche dirigée par un militant du M.I.R. et appuyée par les communistes. Le président Allende, qui au moment des incidents se trouvait à bord d'un navire de la Marine chilienne en route vers Valparaíso, prit une part décisive dans le fait d'encourager, de stimuler et de hâter ce dialogue, empêchant ainsi que la droite et la Démocratie Chrétienne s'emparent politiquement de cette lutte fratricide entre les forces populaires et révolutionnaires chiliennes. Actuellement le dialogue M.I.R.-P.C. continue au niveau le plus élevé de leurs directions politiques et il est considéré par les observateurs chiliens comme le fait politique fondamental dans l'union des forces de gauche.

C.U.P. (COMITÉS D'UNITÉ POPULAIRE)

Organismes de base créés par le programme de l'Unité Populaire pour canaliser et encourager la participation populaire au cours de la campagne électorale.

Ces Comités ont été créés avec un nombre variable de membres, « dans des usines, des quartiers, des bureaux, des écoles, etc. » et, selon le programme, leur fonction est de « se préparer à exercer le pouvoir populaire... (en même temps qu'ils constituent) une méthode permanente et dynamique de développement du programme, une école active pour les masses et une manière concrète d'approfondir le contenu politique de l'Unité Populaire à tous les niveaux ».

Le point culminant du travail des C.U.P. a eu lieu dans les moments précédant et suivant immédiatement les élections. Récemment, le gouvernement populaire a lancé un appel à ces Comités pour qu'ils se maintiennent vigilants et en état d'alerte face à n'importe quelle provocation séditeuse de la réaction.

18. CAUTIN

Province agraire du Sud du Chili qui possède la seule concentration indigène du pays avec 190 000 mapuches qui représentent 73 % de sa population totale. Cependant, ils ne possèdent que 25 % des terres cultivables.

La situation du mapuche par rapport à la terre est parfaitement résumée dans le fait qu'à chaque indigène correspond environ un hectare et demi, qui ne peut être cultivé qu'à 60 %.

Bien que la province dans son ensemble fournisse 24 % de la production laitière nationale, 18 % de la

viande et 25 % du blé, elle a un des taux les plus élevés de sous-développement du pays. Il existe ainsi 37 % d'analphabètes chez les mapuches, vingt-cinq mille chômeurs, le taux de mortalité infantile est le plus élevé du pays et les soins médicaux sont notablement défectueux.

C'est dans cette région qu'on eut lieu dans les derniers six mois cinquante-six invasions de terres ou « corridas d'encercllement » de la part des paysans indigènes, amenant à des affrontements armés avec les latifundiaires qui, après le triomphe de Salvador Allende, se sont organisés en « gardes blanches » fortement armées. De leur côté, les indigènes, sous la conduite du Mouvement Paysan Révolutionnaire (M.I.R.) sont arrivés à un haut degré d'organisation politique. C'est ainsi que dans la commune de Lautaro, les campements essaient de convertir cette zone en une seule communauté productrice de blé sur des bases socialistes. De fait, dans les trois quartiers de la commune se pratiquent des formes socialistes de vie et de travail qui représentent un grand tournant idéologique du mapuche.

La droite réactionnaire a mené des attaques armées contre les indigènes qui ont essayé de récupérer les terres qui leur avaient été volées. Les paysans ont fait preuve d'organisation et de fermeté face à ces provocations ; c'est pourquoi la lutte politique comme expression de la lutte de classes est à Cautin plus visible et plus violente que partout ailleurs dans le Chili actuel. C'est dans ce contexte que le gouvernement est intervenu en envoyant dans la zone son ministre de l'Agriculture pour accélérer les programmes complets de réforme agraire et de développement social.

19. IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE DE RAUL MORALES

A la suite d'un des deux procès qu'il instruit, le Procureur militaire Fernando Lyon demanda le 21 novembre 1970 la levée de l'immunité parlementaire du sénateur Raúl Morales Adriasola, membre du parti de droite Démocratie Radicale, afin de l'interroger sur le fait qu'il était impliqué dans les déclarations des détenus et des accusés dans les procès d'infraction à la loi de Sécurité intérieure de l'Etat et l'assassinat du commandant en chef de l'Armée, le général René Schneider. A la suite de ces déclarations, le sénateur de droite apparaissait comme le coordinateur d'un vaste plan de subversion qui comprenait la livraison, de l'Argentine, de 500 mitrailleuses pour créer le chaos et éventuellement renverser le gouvernement populaire.

La demande de la levée de l'immunité parlementaire fut approuvée en première instance par la Cour d'Appel. Malgré cela, par une décision qui surprit toute la nation, la Cour Suprême révoqua la décision de la Cour d'Appel.

confirmant ainsi le caractère politique de ses décisions et empêchant en même temps le cours normal de l'enquête, puisque le Procureur militaire était dans l'impossibilité d'entendre les déclarations du sénateur.

20. LE CORPS DES CARABINIERS

C'est une police en uniforme et militarisée, dépendant du Ministère de l'Intérieur dont les fonctions principales et exclusives sont le maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure ainsi que la surveillance de l'observation des lois.

Sa formation résulte de l'unification et de l'étatisation des différentes polices et milices locales et provinciales, en 1927, sous le premier gouvernement du général Ibañez.

Il constitue aujourd'hui un corps professionnel, doté d'armement lourd et moderne, de moyens et de systèmes de communication et de transport, et d'une organisation bureaucratique efficace, qui comprend près de 30 000 hommes répartis sur tout le territoire national et organisés sur la base d'unités spécialisées. Le directeur général des Carabiniers est dépositaire de la confiance exclusive du Président de la République.

GRUPE MOBILE DE CARABINIERS

Cette unité spécialisée dans la répression des mouvements ouvriers, étudiants et paysans, a été créée en 1960 ; équipée de façon moderne, ses effectifs subissent un entraînement spécial : depuis dix ans, il constituait l'instrument de répression le plus efficace des gouvernements d'Alessandri et de Frei respectivement.

Il en était arrivé à compter environ 2 000 carabiniers.

Une des premières mesures du gouvernement populaire de Salvador Allende a été la dissolution et l'abolition de ce corps répressif, en novembre 1970.

21. CONSEIL DE DÉFENSE DE L'ÉTAT

Organisme politique chargé de conseiller juridiquement le Pouvoir exécutif et de veiller à la défense judiciaire des intérêts fiscaux dans tous les jugements de quelque nature qui se présentent devant les tribunaux et dans lesquels sont engagés l'Etat et le fisc. Il est composé de douze avocats membres, tous professionnels de haute compétence. Leurs informations sur n'importe quel problème juridique, quand on les consulte, constituent le dernier mot quant à ce qui est légal ou illégal. Actuellement, il est dirigé par Eduardo Novoa, prestigieux avocat, indé-

pendant de gauche, qui a appartenu au Conseil pendant environ trente ans.

22. SAN MIGUEL ET PUERTO MONTT

San Miguel

Après trente-neuf jours de grève légale motivée par une lettre de pétitions laissée sans réponse de la part des patrons, un groupe de paysans, une fois épuisés tous les canaux légaux de négociation, s'enferme dans le domaine « San Miguel ».

Le gouvernement de Frei, par l'intermédiaire de son ministre de l'Intérieur, envoie, en 1968, le Groupe Mobile — 600 hommes et 6 petits tanks — avec l'ordre exprès de les déloger du domaine. La totalité des occupants du domaine furent capturés et accusés, devant les tribunaux, de subversion.

Puerto Montt

Après que pendant une semaine cent familles de chômeurs avaient occupé de façon pacifique un terrain sans enceinte et inutilisé appartenant à un particulier, afin de réaliser leur désir d'un terrain où vivre, le Ministère de l'Intérieur envoyait le dimanche 9 mars 1969, à 5 heures du matin, 200 hommes du Groupe Mobile fortement armés, avec bombes lacrymogènes, fusils, mitrailleuses et essence, pour procéder à l'expulsion et incendier les huttes levées par les habitants. Une tentative de résistance de la part des habitants fut le motif pour que le Groupe Mobile fasse feu de ses armes automatiques. Le chiffre officiel du massacre fut de huit morts et de vingt-sept blessés.

23. CHUCUICAMATA

La mine de cuivre à ciel ouvert la plus grande du monde, propriété absolue jusqu'en 1969 de la compagnie nord-américaine Anaconda Copper Company, représentée au Chili par sa filiale la Chile Exploration Company ; à partir de cette date, la Compagnie signe des conventions par lesquelles l'Etat du Chili, sous le gouvernement de Frei, achète 51 % des actions pour former des sociétés mixtes avec les compagnies nord-américaines. La signature de ces conventions, auxquelles la gauche chilienne faisait résistance, se fait à travers les soi-disant « contrats-lois », qui réclament l'acceptation des deux parties pour être rendus caducs ou pour être annulés. C'est pour cette raison de type juridique qu'à son accession au pouvoir, le gouvernement de l'Unité Populaire se propose

une réforme constitutionnelle pour nationaliser le cuivre comme seul mécanisme juridique qui permette la nationalisation sans avoir à signer des traités commerciaux avec les compagnies américaines. En plus de son fondement juridique, est établi dans le projet un fondement politique pour le recours à une réforme constitutionnelle et non à une simple loi. De même qu'une Constitution fut rédigée pour la déclaration de l'indépendance politique du pays libéré du colonialisme espagnol, de même une Réforme constitutionnelle marquera l'indépendance économique du pays vis-à-vis du capital extérieur.

La production totale de Chuquicamata pour l'année 1970 a été de 262 998 tonnes de cuivre fin ; ceci représente environ la moitié du total de la production de cuivre fin des mines du Chili.

24. GABRIEL GONZALEZ VIDELA

Homme politique radical, président de la République de 1946 à 1952. Il fut élu avec le concours des voix du parti communiste et de son propre parti.

Le parti communiste prit part aux travaux du gouvernement pendant un an. Sous la pression de l'impérialisme et des bourgeoisies nationales se basant sur l'existence de conjurations internationales supposées, Gonzalez Videla rompt avec le parti communiste et promulgue la Loi de Défense de la Démocratie et se livre à la plus brutale des répressions contre les militants communistes. La Loi de Défense de la Démocratie conçue pour réprimer et mettre hors-la-loi le parti communiste, est connue par la classe laborieuse chilienne comme la Loi Maudite et c'est sans doute l'unique chose qui fera passer à la postérité un gouvernant frivole et banal.

Il endetta le pays et le livra aux intérêts étrangers, il trahit le parti qui l'avait amené au pouvoir et se consacra à la flatterie facile de la bourgeoisie. Retiré de la politique active, il profita de ses relations pour se consacrer aux affaires bancaires.

25. STATUT DES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES

Après le triomphe électoral du 4 septembre, et vu que le candidat populaire Salvador Allende n'avait pas obtenu la majorité absolue des voix, le Plein Congrès (tous les membres de la Chambre des Députés et le Sénat) devait, selon la Constitution politique de l'Etat, choisir entre lui et le candidat de la réaction Jorge Alessandri qui était arrivé second aux élections. Etant donné que le portedrapeau de la Démocratie Chrétienne était arrivé seulement en troisième position, ce seraient les parlementaires de ce groupe qui décideraient de l'élection, cinquante jours

après. A l'intérieur du Parti Démocrate chrétien, dès le début, les bases et spécialement la jeunesse avaient nié la possibilité d'appuyer le candidat de la droite, mais la direction du parti mit comme condition à son appui à l'Unité populaire l'approbation d'un Statut des Garanties Constitutionnelles avant la session du Plein Congrès, car bien que la Démocratie Chrétienne ne se défiait pas « de la trajectoire démocratique de Salvador Allende, tous ceux qui l'appuyaient ne méritaient pas la même confiance ». Le Statut des Garanties est un ensemble de dispositions légales qui amendent la Constitution politique de l'Etat. Salvador Allende et l'Unité Populaire acceptèrent le procédé et il se forma une commission mixte Démocratie Chrétienne-Unité Populaire pour l'étude et la rédaction des neuf amendements constitutionnels qui constituent le Statut des Garanties et qui, aux dires des démocrates-chrétiens, assureraient la permanence d'un régime démocratique au Chili. Brièvement, ces amendements consistaient en : Garantie de l'existence des Partis politiques ; reconnaissance de la Liberté de la Presse ; du Droit de Réunion ; Liberté de l'Enseignement ; inviolabilité de la correspondance ; Liberté du Travail ; Liberté de mouvement ; assurance de la Participation sociale dans les groupes de la Communauté ; professionnalisation des Forces armées et des Carabiniers.

Une seule des dispositions contenues dans le Statut fut refusée par Salvador Allende et l'U.P. Elle se rapportait à la disposition selon laquelle les Forces Armées Chiliennes étaient désignées comme arbitre pour assurer l'accomplissement de ce Statut. Ceci fut accepté et le Statut fut envoyé comme Projet au Congrès, et approuvé au cours de la première réunion constitutionnelle avant la session du Plein Congrès qui proclama Salvador Allende président de la République par 153 voix contre 36.

26. RADOMIRO TOMIC R.

Avocat, professeur universitaire, il est né en 1914. Fondateur avec Frei et d'autres de la Phalange nationale, lorsqu'un groupe de jeunes universitaires se sépara du Parti Conservateur en 1938. Par la suite, en 1956, après une convention, la Phalange devint l'actuel Parti Démocrate Chrétien. Il commença sa carrière publique comme journaliste dans le Norte Grande, puis il fut premier député de la Phalange en 1941, réélu en 1945. Deux fois sénateur : de 1950 à 1958 et de 1961 au premier janvier 1965, date à laquelle il quitta le Sénat pour assumer la charge d'Ambassadeur aux U.S.A. dans le gouvernement de Frei, d'où il revint en 1968. En août 1968, il fut proclamé candidat pour son Parti à la présidence de la République.

Malgré qu'il ait déclaré que sans l'Unité Populaire il n'existerait pas de candidature Tomic, il revint sur sa

décision primitive et finit par accepter la candidature comme porte-drapeau du seul Parti Démocrate Chrétien.

Sur la base d'un programme de réformes sociales plus avancé et plus audacieux que celui qui porta Frei à la présidence en 1964, et d'une campagne électorale intense, il obtint 800 000 voix lors de l'élection, ce qui l'amena à la troisième position. Actuellement, il représente et est considéré comme le leader du courant le plus progressiste à l'intérieur de son parti, connue comme la gauche chrétienne. Quelques-uns des postulats de base de ce courant coïncident avec le programme de gouvernement de l'Unité Populaire et ce sont précisément ceux-là qui les éloignent du courant de droite du Parti, dirigé par Frei.

27. ORGANISATION LATINO-AMÉRICAINE DE SOLIDARITÉ

L'idée de sa création naît d'un accord de la Tricontinental à La Havane en janvier 1966. Sa première conférence se tient à la fin de juillet 1967, accueillant des délégués de vingt-sept pays. Ses fondements politiques se basent sur la conception continentale de la lutte armée contre l'impérialisme nord-américain.

Les conceptions de base de l'Organisation sont la solidarité, la coordination et l'appui aux luttes de libération nationale sur le Continent. Dans le document de la session de clôture de la première Conférence, il est fait une critique de front des positions réformistes de quelques partis de gauche latino-américains. Ce document signale « que la lutte révolutionnaire armée constitue la ligne fondamentale de la Révolution en Amérique latine ».

Aussi bien le parti communiste que le parti socialiste du Chili étaient représentés à la Conférence de l'O.L.A.S., le premier par les sénateurs Volodia Teitelboim et Jorge Montes, et le second par le sénateur Carlos Altamirano et le dirigeant Clodomiro Almeyda, actuel ministre des Affaires Étrangères. À leur retour au Chili, et après avoir affronté une dure campagne de propagande de la part de la droite et du Parti Démocrate Chrétien, ils formèrent la filiale chilienne de l'O.L.A.S. qui fut présidée par le sénateur Ariceto Rodríguez, alors secrétaire général du parti socialiste. Le comité chilien de l'O.L.A.S., comme cela arriva dans d'autres pays, ne déploya pas une grande activité.

Table

Préface	5
1. Introduction	11
2. Entretiens avec Salvador Allende ..	65
Notes	150

Collection Points

1. Histoire du surréalisme, *par Maurice Nadeau.*
2. Une théorie scientifique de la culture, *par Bronislaw Malinowski.*
3. Malraux, Camus, Sartre, Bernanos, *par Emmanuel Mounier.*
4. L'Homme unidimensionnel, *par Herbert Marcuse.*
5. Écrits, I, *par Jacques Lacan.*
6. Le Phénomène humain, *par Pierre Teilhard de Chardin.*
7. Les Cols blancs, *par C. Wright Mills.*
8. Stendhal et Flaubert, *par Jean-Pierre Richard.*
9. La Nature dé-naturee, *par Jean Dorst.*
10. Mythologies, *par Roland Barthes.*
11. Le Nouveau Théâtre américain, *par Frank Jotterand.*
12. Morphologie du conte, *par Vladimir Propp.*
13. L'Action sociale, *par Guy Rocher.*
14. L'Organisation sociale, *par Guy Rocher.*
15. Le Changement social, *par Guy Rocher.*
16. Les Étapes de la croissance économique, *par W. W. Rostow.*
17. Essais de linguistique générale, *par Roman Jakobson.*
18. La Philosophie critique de l'histoire, *par Raymond Aron.*
19. Essais de sociologie, *par Marcel Mauss.*
20. La Part maudite, *par Georges Bataille.*
21. Écrits II, *par Jacques Lacan.*
22. Éros et Civilisation, *par Herbert Marcuse.*
23. Histoire du roman français depuis 1918, *par Claude-Edmonde Magny.*
24. L'Écriture et l'Expérience des limites, *par Philippe Sollers.*
25. La Charte d'Athènes, *par Le Corbusier.*
26. Peau noire, Masques blancs, *par Frantz Fanon.*
27. Anthropologie, *par Edward Sapir.*
28. Le Phénomène bureaucratique, *par Michel Crozier.*
29. Vers une civilisation du loisir, *par Joffre Dumazedier.*
30. Pour une bibliothèque scientifique, *par François Russo.*
31. Lecture de Brecht, *par Bernard Dort.*
32. Ville et Révolution, *par Anatole Kopp.*
33. Mise en scène de Phèdre, *par Jean-Louis Barrault.*
34. Les Stars, *par Edgar Morin.*
35. Le Degré zéro de l'écriture suivi de Nouveaux Essais critiques, *par Roland Barthes.*
36. Libérer l'avenir, *par Ivan Illich.*
37. Structure et Fonction dans la société primitive, *par A. R. Radcliffe-Brown.*
38. Les Droits de l'écrivain, *par Alexandre Soljénitsyne.*
39. Le Retour du tragique, *par Jean-Marie Domenach.*
40. Keynes, *par Michael Stewart.*
41. La Concurrence capitaliste, *par Jean Cartell et P.-Y. Cossé.*
42. Mise en scène d'Othello, *par Constantin Stanislavski.*

43. Le Hasard et la Nécessité, *par Jacques Monod.*
44. Le Structuralisme en linguistique, *par Oswald Ducrot.*
45. Le Structuralisme : Poétique, *par Tzvetan Todorov.*
46. Le Structuralisme en anthropologie, *par Dan Sperber.*
47. Le Structuralisme en psychanalyse, *par Moustafa Safouan.*
48. Le Structuralisme : Philosophie, *par François Wahl.*
49. Le Cas Dominique, *par Françoise Dolto.*
50. Comprendre l'économie, *par Éliane Mossé.*

Collection Points

Série Histoire

dirigée par Michel Winock

- H1. Histoire d'une démocratie : Athènes. Des origines à la conquête macédonienne, *par Claude Mossé.*
- H2. Histoire de la pensée européenne. 1. L'éveil intellectuel de l'Europe du IX^e au XII^e siècle, *par Philippe Wolff.*
- H3. Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle, *par Philippe Ariès.*
- H4. Venise, portrait historique d'une cité, *par Robert Delort et Philippe Braunstein.*
- H5. Les Troubadours, *par Henri-Irénée Marrou.*
- H6. La Révolution industrielle 1780-1880, *par Jean-Pierre Rioux.*
- H7. Histoire de la pensée européenne. 4. Le Siècle des Lumières, *par Norman Hampson.*
- H8. Histoire de la pensée européenne. 3. Des humanistes aux hommes de science, *par Robert Mandrou.*
- H9. Histoire du Japon et des Japonais, *par Edwin O. Reischauer.* 1. Des origines à 1945.
- H10. Histoire du Japon et des Japonais, *par Edwin O. Reischauer.* 2. De 1945 à 1970.
- H11. Les Causes de la Première Guerre mondiale, *par Jacques Droz.*
- H12. Introduction à l'histoire de notre temps. L'Ancien Régime et la Révolution, *par René Rémond.*
- H13. Introduction à l'histoire de notre temps. Le XIX^e siècle, *par René Rémond.*
- H14. Introduction à l'histoire de notre temps. Le XX^e siècle, *par René Rémond.*
- H15. Photographie et Société bourgeoise, *par Gisèle Freund.*

Collection Points

Nouvelle histoire de la France contemporaine

- H101. La Chute de la monarchie, *par Michel Vovelle.*
- H102. La République jacobine, *par Marc Bouloiseau.*
- H103. La République bourgeoise, *par Denis Woronoff.*
- H104. L'Épisode napoléonien. Aspects intérieurs,
par Louis Bergeron.
- H105. L'Épisode napoléonien. Aspects extérieurs,
par J. Lovie et A. Palluel-Guillard.
- H106. La France des notables (1815-1848). L'évolution générale,
par André Jardin et André-Jean Tudesq.
- H107. La France des notables (1815-1848). La vie de la nation,
par André Jardin et André-Jean Tudesq.
- H108. 1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1852),
par Maurice Agulhon.
- H109. De la fête impériale au mur des fédérés (1852-1871),
par Alain Plessis.
- H110. Les Débuts de la Troisième République (1871-1898),
par Jean-Marie Mayeur.

Collection Points

Série Actuel

- A1. Lettres de prison, *par Gabrielle Russier.*
- A2. J'étais un drogué, *par Guy Champagne.*
- A3. Les dossiers noirs de la police française,
par Denis Langlois.
- A4. Do it, *par Jerry Rubin.*
- A5. Les Industriels de la fraude fiscale, *par Jean Coisson.*
- A6. Entretiens avec Allende sur la situation au Chili,
par Régis Debray.

Série Films

dirigée par Jacques Charrière

- F1. Octobre, *S.M. Eisenstein.*
- F2. La Grande Illusion, *Jean Renoir.*
- F3. Le Procès, *Orson Welles.*
- F4. Le Journal d'une femme de chambre, *Luis Buñuel.*
- F5. Deux ou trois choses que je sais d'elle, *Jean-Luc Godard.*
- F6. Jules et Jim, *François Truffaut.*